la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

17e année. — N° 313. — Nouvelle série n° 12

MARS 1948. — Prix : 30 francs

LA REVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire

(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 170 fr.
Un an .... 300 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 200 fr.
Un an .... 380 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer, et l'Administration à J.-P. Finidori, à la **Révolution prolétarienne,**

14, rue de Tracy — PARIS (IIe)

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 12

(Mars 1948)

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire et au redressement de la C. G. T., en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1947 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

Avant-Congrès

La vraie force ouvrière

Les délégués au prochain congrès constitutif de la C.G.T. Force Ouvrière voudront bâtir une maison syndicale habitable pour tous, où la liberté sera pratiquée et la critique admise. Ils désireront faire de la nouvelle centrale un instrument efficace de défense des intérêts ouvriers.

Mais pourront-ils et voudront-ils dégager le mouvement naissant de l'orientation déjà imprimée par un état-major plus soucieux de la prédominance de ses conceptions que du rassemblement des divers courants ?

La scission du 19 décembre 1947 va-t-elle s'inscrire dans l'histoire ouvrière comme une scission sur la « droite », à l'inverse de celle de décembre 1921 qui se fit sur la « gauche » ? En d'autres termes, la C.G.T. nouvelle sera-t-elle la C.G.T. réformiste, et la C.G.T. stalinienne continuera-t-elle à apparaître comme la C.G.T. révolutionnaire, parée du prestige que le syndicalisme français avait su acquérir ?

Que signifient donc aujourd'hui les mots « gauche » et « révolutionnaire » ? Depuis les années 1919 et 1920, ils ont changé de sens. Les « nés de la guerre » — de l'autre — essayèrent, après l'armistice de 1918, d'assurer le succès de la révolution prolétarienne en renversant le système capitaliste. Bientôt, ils s'aperçurent, plus ou moins consciemment et plus ou moins rapidement, que leurs aspirations étaient détournées de leur but, qu'elles étaient utilisées au profit du nouvel Etat russe. Avec une habileté consommée, les mouvements révolutionnaires des divers pays furent transformés en moyens de la politique et de la diplomatie soviétiques. Le livre sensationnel de Jan Valtin, « Sans patrie ni frontières », révélera à beaucoup le processus jusqu'alors mystérieux de cette gigantesque escroquerie.

Ceux qui servent dans l'appareil du tsar Staline seraient-ils encore des révolutionnaires, des hommes de gauche ? Pas du tout. Il est temps de dénoncer les mots trompeurs. Les communistes de 1948 ne sont pas des hommes de gauche, encore moins des révolutionnaires. Ce sont seulement des auxiliaires de Staline, auxiliaires adroits, courageux même, mais auxiliaires tout de même — pour ne pas dire mercenaires.

La C..T. qui « continue » usurpe le prestige de la C.G.T. de 1906. Elle ne continue en rien ceux qui firent la force du syndicalisme français. Elle n'est plus un mouvement de « gauche », et si elle apparaît encore comme un mouvement révolutionnaire, c'est simplement parce qu'elle est une des organisations avec lesquelles les serviteurs de l'Etat russe essaient de s'emparer du pouvoir en France.

Il ne s'agit donc pas, à la veille du congrès de la C.G.T. Force Ouvrière, de faire écho aux campagnes des agents tsaristes. Il faut se garder, au contraire, de faciliter leurs manœuvres. Il faudrait leur enlever un à un leurs moyens de tromper la classe ouvrière. Il est l'heure de démontrer aux travailleurs de ce pays qu'ils n'ont absolument rien à gagner aux révolutions politiques. La prise du pouvoir serait vite décevante et se retournerait rapidement contre eux. La plus petite modification de la structure économique revêt plus d'importance que la conquête de l'Etat. Au surplus, et quelle que soit l'équipe occupant le pouvoir politique, le syndicalisme doit rester une force rigoureusement indépendante et continuer à défendre les intérêts ouvriers.

Une telle démonstration ne saurait rester théorique. Si le congrès le veut, il pourra l'engager d'une façon beaucoup plus efficace, dans la vie de tous les jours, par une pratique syndicale résolument débarrassée des accessoires politiques désuets. Il faut éviter d'être la C.G.T. de la Troisième Force, la C.G.T. de l'Etat. Se dégager de la collaboration gouvernementale pour se consacrer au service de la classe des producteurs.

Il semble nécessaire, dès l'abord, de reprendre à l'article premier des statuts confédéraux l'affirmation du but final du syndicalisme qui se propose l'abolition du salariat et du patronat. Sans cela, le mouvement syndical mentirait lui aussi à la classe ouvrière en lui laissant croire que sa liberté et son bien-être pourraient être obtenus sans accomplir la révolution économique. Il se condamnerait à ne rester qu'un mouvement secondaire, un appendice.

Le caractère véritablement révolutionnaire du syndicalisme français, c'était, au contraire, qu'il entendait transformer complètement le système économique, substituer au capitalisme une économie fondée sur les producteurs, capable de leur assurer la liberté et la jouissance de leurs produits.

Les dirigeants de la C.G.T. Force Ouvrière sont-ils aussi ambitieux ? Il ne semble pas. Ils sont au Conseil économique. Mais ils sont enfoncés jusqu'au cou dans les poncifs. Pour tout dire d'un mot, ils participent avec entrain à l'ignorance des faits économiques, ignorance qui était jusqu'ici apanage des parlementeurs.

Ils viennent de prendre position pour la baisse des prix. C'est une plate-forme de propagande et un aliment pour le congrès, dont on trace déjà le chemin. Mais était-il nécessaire d'opposer la baisse des prix à l'augmentation des salaires ?

L'augmentation nominale des salaires n'est certes pas forcément l'accroissement de leur pouvoir d'achat. Si, lorsqu'on augmente les salaires de 30 p. 100, les prix s'élèvent eux aussi de 30 p. 100, c'est une opération blanche. Depuis 1944, il y eut des augmentations nominales de salaires. Elles n'ont pas comblé le fossé qui s'est creusé entre le pouvoir d'achat de 1938 et celui de 1948. En dix années, malgré les augmentations de salaires, le pouvoir d'achat du salarié a baissé de plus de la moitié.

Mais qu'est-ce que cela serait si les salaires n'avaient pas été augmentés ? Et comment auraient-ils été augmentés si les syndicats n'avaient pas revendiqué ?

Le mouvement syndical ne peut abandonner la revendication de l'augmentation des salaires. A supposer les prix stabilisés, il reste à rattraper ce décalage considérable du pouvoir d'achat.

Abaisser les prix, ou au moins arrêter leur ascension, ce serait sans doute possible, mais seulement à condition de s'en prendre aux causes réelles de la hausse. Ces causes sont multiples, mais chacun a soin de ne découvrir que

celles qui ne sont pas en contradiction avec ses propres intérêts.

N'est-ce pas une cause essentielle de l'augmentation des prix et de la raréfaction des produits que cet accroissement phénoménal, depuis dix ans, des besognes d'administration aux dépens des besognes de production ? Le plan Monnet estime à un million le nombre des personnes passées du secteur productif au secteur administratif. Un million d'hommes de moins pour produire, un million d'hommes de plus pour « administrer », c'est-à-dire un million d'éléments parasitaires en plus, dont l'entretien doit être prélevé sur une production déjà considérablement réduite.

L'ère des « organisateurs », c'est la vie chère.

L'Etat, les collectivités publiques, les services et industries nationalisés, l'administration des entreprises privées, la sécurité sociale, tout cela coûte cher et se paie en consommant. Et que dire du budget de la guerre, de la marine et de l'air ! 1940 a montré que, nanti déjà de crédits massifs, notre appareil militaire valait exactement zéro. Demain, la démonstration de l'inutilité de tels crédits risque d'être encore plus convaincante.

En bref, les frais généraux de la nation sont beaucoup trop élevés. Proudhon écrivait que l'instrument de mesure du coût de la vie dans un Etat, c'étaient les impôts. C'est toujours rigoureusement vrai. Nos impôts sont très lourds. On les augmente tous les jours. Donc on élève le coût de la vie tous les jours, avec l'approbation sereine du Conseil économique. Une campagne pour la baisse des prix, qui ne s'attaque pas à la réduction des frais généraux de la production, ne saurait être qu'une nouvelle mystification.

On aimerait que le congrès de la C.G.T. Force Ouvrière réclame une moins pauvre nourriture, qu'il approfondisse un peu plus le problème économique, qu'il trouve en lui-même les premières solutions conformes à l'intérêt des producteurs.

Ce faisant, le beau titre commencerait à se justifier. Force Ouvrière ne peut se réduire à n'être qu'une force administrative. Il serait intéressant de rencontrer à ce congrès plus de métallurgistes, de maçons, de mineurs, de cheminots, marins et dockers que de policiers, de percepteurs, de contrôleurs et de scribes.

Les difficultés du premier recrutement s'expliquent en partie par le fait que les dirigeants ont cessé d'être des « rassembleurs ». Une carrière déjà longue émousse les possibilités de rayonnement. Ce qui pourrait arriver de mieux à ce congrès, ce serait la levée d'une nouvelle génération d'actifs, capables de créer la vraie force ouvrière.

Maurice CHAMBELLAND.

UN NOUVEAU CRIME DU G.P.U. POLONAIS

Les camarades Antoine Zdanowski et Janine Pajdak ASSASSINÉS

Au mois de juillet dernier, la délégation du P.P.S. à l'étranger, dans un appel publié dans son « Bulletin », attirait l'attention sur la vague de persécutions qui sévissait en Pologne envers nos camarades. Aujourd'hui, six mois après cet appel, nous sommes informés de l'assassinat commis sur deux membres de la vieille garde du parti socialiste polonais, arrêtés au cours de l'année 1947.

Nous venons de recevoir des informations précises sur la mort d'Antoine Zdanowski, secrétaire de la C.G.T. polonaise pendant vingt ans. En même temps, nous apprenons celle de la camarade Janine Pajdak, femme de notre ami Antoine Pajdak, actuellement détenu dans une prison russe, et qui pendant l'occupation allemande représentait, comme ministre, le parti socialiste au gouvernement polonais clandestin.

Presque simultanément, la Sûreté informait les familles Zdanowski et Pajdak du décès de nos amis. Le suicide était officiellement fourni comme cause du décès. Suicide ?... Même s'il est vrai qu'un militant, qu'une militante qui avaient affronté avec courage l'oppression hitlérienne et la terreur soviétique furent acculés, en quelques mois, à mettre fin à leurs jours, ce seul fait ne constitue-t-il pas une preuve suffisante du terrible régime institué par la Sûreté ? A quelles tortures physiques et morales ces militants ont-ils été soumis pour être acculés à cette fin ? Pourtant, les connaissant, nous avons le droit d'avancer que, pareils aux autres détenus, ils étaient capables de supporter les sévices de la Sûreté. Nous avons d'autant plus le droit de prétendre que, dans les deux cas, la police a essayé par tous les moyens d'effacer les traces du décès de nos camarades. Tout le prouve. La dépouille d'Antoine Zdanowski n'a pas subi l'autopsie médicale qui aurait établi la cause de sa mort. Au contraire, le cercueil fut scellé, afin que personne ne puisse voir le corps, et enterré précipitamment. On interdit à la famille de publier, dans la presse, le faire-part officiel.

Mme Pajdak, dit-on, se serait jetée du troisième étage de la prison. Mais on a refusé l'examen médical du corps. Ici, également, un enterrement hâtif, avec défense de rendre publique la nouvelle du décès...

En connaissance de ces faits, nous proclamons, face au monde entier, que Janine Pajdak et Antoine Zdanowski ont été assassinés par la Sûreté. Il est certain que nos camarades ne se sont pas laissé briser moralement, mais, épuisés par une longue détention, ils n'ont pu supporter les tortures.

Dans l'appel de la Délégation du P.P.S. à l'étranger du mois de juillet nous avons lancé cet avertissement :

« Il est temps encore ! La pression solidaire des socialistes et des démocrates du monde entier peut arrêter la main du bourreau levée contre les meilleurs fils du peuple polonais. »

Hélas ! Déjà deux militants arrêtés viennent de succomber. La pression de l'opinion mondiale sera-t-elle assez forte pour sauver plus de 200 socialistes incarcérés, en ce moment, dans les geôles de la Sûreté ?

Pas de Carnet du Sauvage, *ce mois-ci. Monatte est malade. On le regrette, car on tient à sa santé et en ces temps difficiles — comme à chaque tournant décisif pour le mouvement ouvrier — on se résigne mal à son silence même momentané.*

Qu'il se soigne énergiquement et qu'il guérisse vite et complètement. C'est certainement le vœu de tous les lecteurs de la R. P.

Socialisme ouvrier et socialisme bourgeois

Les deux socialismes

Les mots sont traîtres. Il arrive que, sous un même vocable, on désigne parfois deux choses entièrement différentes, voire opposées. Cela arrive chaque fois qu'il est de l'intérêt des hommes ou d'un groupe d'hommes puissants d'entretenir la confusion.

C'est ce qui est arrivé, au cours du siècle dernier, pour le mot **socialisme.**

Il y a, en réalité, **deux** socialismes.

Dès les premiers jours, dès que, dans les dernières années des guerres napoléoniennes, sous l'inspiration de remarquables penseurs, les premières écoles socialistes se constituèrent, la différence entre les deux sens du mot socialisme apparaît en pleine clarté.

Les deux grands chefs de file des deux socialismes sont le Français Saint-Simon et l'Anglais Robert Owen.

Saint-Simon et Owen

Tous deux, Saint-Simon et Owen, sont contre la propriété individuelle ; ils sont l'un et l'autre pour la propriété collective des moyens de production, et c'est ce qui permettra de les englober tous deux sous le même nom générique de « socialistes », mais là s'arrête la ressemblance. Pour tout le reste, c'est-à-dire pour les principes qui devront régler l'organisation de la nouvelle société, ils sont à l'extrême opposé.

Pour Saint-Simon, le socialisme c'est la **hiérarchie.** Sa société est une société sévèrement hiérarchisée, qui va du manœuvre aux chefs suprêmes de l'industrie et de la science, le « prêtre de l'industrie » et le « prêtre de la science », comme les appelleront ses disciples, et qui a pour couronnement le « sage », c'est-à-dire l'intellectuel pur, le « prêtre social ».

Cette autorité hiérarchisée entraînera naturellement une hiérarchie correspondante des rétributions. Le supérieur aura droit non seulement au commandement sur l'inférieur, mais à une rémunération plus grande, ce qui s'exprime par la formule fondamentale du saint-simonisme : **« A chacun selon ses capacités. »**

« Partisans de **l'égalité** ! proclameront les saint-simoniens, Saint-Simon vous dit que les hommes sont **inégaux...** Défenseurs de la **liberté** ! Saint-Simon vous dit que vous aurez des chefs. » (1)

Et ces chefs se recruteront eux-mêmes. Selon cet **ultra** du saint-simonisme qu'est Auguste Comte, chacun d'eux aura **le** droit de nommer lui-même son successeur.

Une telle hiérarchisation de la société implique nécessairement que celle-ci constitue un ensemble unique ; la production et toutes les fonctions sociales y sont réglées selon un plan commun qui détermine quels sont les besoins, et quelles seront les productions correspondantes.

Mais une telle société, où chacun devra se tenir à sa place, se contenter de faire la tâche qui lui est prescrite et de la faire bien, une société où chacun, sauf les grands prêtres, sera privé, à la fois, de tout stimulant personnel et de toute initiative, n'est qu'un immense couvent ; elle ne pourra donc fonctionner, en dehors de la contrainte, que si ses membres sont animés d'un profond sentiment religieux, suffisamment puissant pour leur faire sacrifier leur personnalité à une idée supérieure, à une entité plus ou moins mystique qui les dépasse. Il y aura donc une véritable religion d'Etat, dont l'enseignement ne sera pas l'une des moindres tâches de la nouvelle société, un « nouveau christianisme ».

Même avant d'aller plus loin, on reconnaît là tous les principes essentiels qui devaient animer, cent ans plus tard, le stalinisme, le national-socialisme et le dirigisme, ces trois réalisations, partielles pour les deux dernières, totale pour la première, du saint-simonisme. Dans la Russie soviétique, dans l'Allemagne hitlérienne et chez les dirigistes français et anglais, tout comme chez Saint-Simon, la propriété individuelle des moyens de production est niée, elle y est complètement abolie ou y a ses droits considérablement réduits ; comme chez Saint-Simon, la production est réglée par une autorité supérieure, selon un plan d'ensemble ; les chefs s'y recrutent eux-mêmes, sinon par désignation de leur successeur, sauf pour le grand chef, au moins par cooptation ; comme chez Saint-Simon, enfin, une mystique est créée, la mystique de l' « intérêt national » chez les dirigistes, celle de l'Etat et le culte du chef chez Hitler, la religion du « petit père », du « prêtre social » omniscient, tout-puissant et infaillible chez Staline. Ecoutez cette phrase d'Auguste Comte : « Il faut représenter les chefs temporels, civils ou politiques, comme les ministres nécessaires de l'Humanité, pour inspirer envers eux une vénération que l'invocation de Dieu dispose maintenant à leur refuser. » (2) N'est-ce pas le programme même des actuels stalinolâtres ? Enfin, bien entendu, sous ces trois régimes comme chez Saint-Simon, la rétribution se fait d'après l'échelle des soi-disant « capacités » : chez Staline on attribue 100 à ceux qui sont au sommet de la hiérarchie et 1 à celui qui est en bas.

Il est pour le moins curieux de relever que cette conception éminemment aristocratique du socialisme a pour père un noble authentique, celui qu'on a l'habitude d'appeler Saint-Simon tout court, mais dont le nom complet est : Claude-Henry de Rouvroy, comte de Saint-Simon.

A cette conception s'oppose, en un puissant diptyque, celle de Robert Owen, ce pur plébéien britannique, fils de ses œuvres.

Ici, plus de plan d'ensemble ; plus même de société unique. Mais une quantité illimitée de groupes autonomes de producteurs, réglant comme ils l'entendent leur travail, échangeant les uns avec les autres leurs produits selon la durée du travail nécessaire pour les fabriquer, et la répartition se faisant à l'intérieur de chaque communauté selon une règle **égalitaire!** « Abolition des privilèges pour toutes les supériorités, aussi bien pour la supériorité provenant du capital que pour celle provenant de l'intelligence », voilà comment est résumée la doctrine d'Owen par l'un de ses commentateurs (3). Aussi, pas besoin ici d'une religion, de l'allégeance à une autorité supérieure, car les hommes, pour Owen, sont ce que les conditions sociales les font. Ayez une bonne société et vous aurez des hommes bons !

---

(1) **Exposé de la doctrine saint-simonienne.**

(2) Auguste Comte. **Appel aux conservateurs.**

(3) **Grande Encyclopédie.** Article : Owen.

Donc, chez Saint-Simon : plan, inégalité, mysticisme ; chez Owen : échange, égalité, déterminisme.

Toute la pensée socialiste, et aussi toute l'action socialiste, dérivent, depuis près de cent cinquante ans, de ces deux espèces, si différentes, du socialisme.

Les continuateurs

La lignée saint-simonienne est pauvre. Non point que les saint-simoniens, avoués ou occultes, n'aient existé en grand nombre, nous verrons qu'au contraire ce sont eux qui ont fini par envahir le socialisme, mais parce qu'ils ne comprennent guère de penseurs originaux. Le saint-simonisme est une Eglise ; l'Eglise dérive d'un prophète, mais en dehors du prophète il n'y a place que pour des disciples propageant, souvent en l'édulcorant, la doctrine. Ce n'est guère qu'en Allemagne qu'on peut trouver, à la fin du XIX• siècle, chez les « socialistes de la chaire », Wagner et Schmoller, des écrits qui énoncent une nouvelle doctrine relevant de la ligne de pensée saint-simonienne.

Par contre, les penseurs qui partagent les principes du socialisme associationniste d'Owen non seulement sont très nombreux, mais chacun d'eux est un auteur original, dont, sur bien des points, les idées diffèrent souvent profondément de celles d'Owen, tout en provenant du même tronc. L'owenisme, doctrine de liberté, ne pouvait que buissonner en de multiples rameaux.

Chose assez curieuse, ce n'est point en Angleterre qu'on trouve des émules d'Owen, mais, bien plutôt, en France. Fourier, Proudhon, Louis Blanc même, conçoivent tous trois la société socialiste comme un rassemblement de groupes producteurs indépendants les uns des autres et n'ayant comme rapports à peu près que des rapports d'échanges. « Une fois fondé et mis en mouvement, l'atelier social, dit Louis Blanc, se suffirait à lui-même et ne relèverait plus que de son principe ; les travailleurs associés se choisiraient librement, après la première année, des administrateurs et des chefs ; ils feraient entre eux la répartition des bénéfices ; ils s'occuperaient des moyens d'agrandir l'entreprise commencée. » (4)

Dans ces associations de production, loin que la rétribution diffère selon les « capacités », elle s'opérera d'une manière égalitaire, avec l'espoir qu'un jour viendra où l'on pourra même ne pas tenir compte du travail fourni, mais uniquement des besoins de chacun. Citons encore ici Louis Blanc, dont la pensée est moins riche que celle de Fourier et de Proudhon mais présente l'avantage d'être plus concrète et plus précise : « Quelle serait, quant aux fruits du travail, dans chaque atelier social, la règle de répartition ? J'ai proposé le système de l'égalité des salaires, ou, tout au moins, l'égal partage des bénéfices, sans dissimuler toutefois que ce n'était là qu'un acheminement vers une conception supérieure... L'égalité n'existera d'une manière véritable que lorsque chacun... **produira selon ses facultés et consommera selon ses besoins.** » Car, « prétendre qu'il est convenable comme les saints-simoniens qu'un homme s'adjuge, en vertu de sa supériorité intellectuelle, une plus large part des biens terrestres, c'est s'interdire le droit de maudire l'homme fort qui, aux époques de barbarie, asservissait les hommes faibles en vertu de la supériorité physique. » (5)

Quant à Proudhon il est plus catégorique encore : « Toute prééminence sociale accordée sous prétexte de supériorité de talent et de service est iniquité et brigandage. »

---

(4) Louis Blanc. **L'organisation du travail.** Introduction.

(5) Louis Blanc. **L'organisation du travail.** Ch. V. (Edition de 1850).

Seul parmi les socialistes associationnistes Fourier maintient, à côté de la rémunération du travail, une rémunération spéciale pour le capital et pour le « talent », ce qui n'empêche pas cependant des hommes comme Malon d'être frappés « par son grand souci de la liberté et du développement complet de chaque être humain ».

Les classes représentées

Les doctrines politiques ou sociales n'expriment jamais que des intérêts de classe. Ce qu'ont de commun les deux socialismes, la négation du droit de propriété, exprime un intérêt qui est commun à deux classes, et ce qu'ils ont d'opposé montre que ces deux classes ont, par ailleurs, des intérêts opposés.

Ces deux classes ne sont autres que celle des bourgeois sans capital, les intellectuels, et celle des ouvriers.

L'intellectuel pauvre, cette catégorie sociale qu'engendra sur une vaste échelle et à une cadence de plus en plus vive la société capitaliste, est autant dépourvu de propriété que le prolétaire aux mains calleuses ; c'est pourquoi tous deux se réclament du « socialisme », en tant que le socialisme est négateur de la propriété. Mais l'intellectuel est convaincu de la supériorité **qualitative** du travail qu'il fournit ; il est arrivé, selon le mot de Sorel, à un tel « degré de corruption intellectuelle », qu'il considère comme une évidence que cette soit-disant supériorité qualitative de son travail doit lui assurer une rémunération quantitativement supérieure. Il a droit, selon lui, à plus de nourriture, plus de confort, plus de distractions que celui qui, réduit au travail « manuel », peine dans des conditions plus dures, plus sales et moins attrayantes que lui-même. Sa supériorité « intellectuelle » lui donne, non seulement le droit de commander, mais le droit de jouir ! Le saint-simonisme lui fournit pleinement et l'un et l'autre ; la société que Saint-Simon propose est donc essentiellement **sa** société, celle qui lui assure la réalisation la plus parfaite de ses aspirations : débarrassé du propriétaire, il reste le seul Maître. Le maître de la production : c'est lui qui la détermine, l'organise et la dirige ; le maître des hommes : c'est lui qui les commande et leur répartit leur subsistance dans les proportions qu'il fixe ; le maître des esprits : c'est lui qui enseigne, qui prêche et qui, au besoin, excommunie. Le saint-simonisme est le socialisme des intellectuels.

Pour le prolétaire, le socialisme est tout autre chose. Le socialisme, pour lui, c'est d'être débarrassé à la fois de l'autorité patronale et de l'exploitation patronale, mais il va sans dire que si cette autorité et cette exploitation sont remplacées par celles d'une autre classe, il n'y aurait, en ce qui le concerne, rien de changé. Que lui importe, s'il ne doit pas lui rester un gramme de plus de son travail, que l'excédent aille au patron capitaliste ou à l'intellectuel directeur. Il ne peut s'émanciper qu'à la condition d'être lui-même le maître de l'atelier, en vertu d'une entente libre avec ses camarades de travail, et procéder lui-même, d'accord avec eux, à une répartition égale de leur commune production. L'owenisme est donc le socialisme des ouvriers.

Comme il était naturel, les idées de Saint-Simon ralhèrent, dès le début, un grand nombre de bourgeois, d'intellectuels, de polytechniciens. Tous les disciples directs de Saint-Simon furent des bourgeois, aussi bien ceux qui devaient s'en détacher assez rapidement comme Augustin Thierry et Auguste Comte que ceux qui devaient rester fidèles jusqu'à la fin, tels Bazard, Enfantin, Michel Chevalier. En revanche, la propagande que tentèrent de faire auprès des ouvriers tous ces hommes, bien que la plupart étaient fort remorquables, échoua piteusement.

Cette première vague du saint-simonisme aboutit finalement, d'une part, à développer à l'extrême le côté mystique de la doctrine par la fondation d'une véritable Eglise saint-simonienne, avec son couvent (à Ménilmontant) et son Père (Enfantin), et, d'autre part, chose plus importante, à provoquer dans le capitalisme français le goût des grandes entreprises. L'intense développement de l'économie française, qui débute sous Louis-Philippe et se poursuit sous le second Empire, fut, pour une large part, dû à des saint-simoniens. Les grands banquiers de cette époque, les Laffitte, les Pereire avaient été saint-simoniens ; Enfantin conduisit une mission en Egypte pour étudier un projet de canal entre la mer Rouge et la Méditerranée (cette grande idée que devait reprendre Lesseps), ainsi que le plan d'un vaste réseau d'irrigation dans la vallée du Nil (que les Anglais devaient plus tard réaliser) ; simultanément, Michel Chevalier dressait dans son « Système méditerranéen » un grandiose programme de travaux publics, puis un projet de percement du canal de Panama, et Enfantin un plan de colonisation de l'Algérie, car les « plans » ne datent pas de M. Monnet !

Par contre, et tout naturellement, c'est chez les ouvriers que les doctrines d'Owen et de ses émules français trouvaient le succès.

En Angleterre les ouvriers fondèrent d'abord de nombreux « magasins syndicaux » qui étaient des sortes de coopératives de consommation, mais dont les bénéfices devaient servir à constituer des associations de production selon le modèle proposé par Owen. Le type en fut la célèbre association des « pionniers de Rochdale » fondée en 1844 ; c'était une coopérative de vente organisée par les ouvriers tisserands de cette ville du Lancashire, et dont l'acte constitutif renfermait cette phrase qui était un programme complet de socialisme ouvrier : « Aussitôt que faire se pourra, la société procédera à l'organisation des moyens de production, distribution, instruction et gouvernement, ou, en d'autres termes, à l'établissement d'une colonie domestique autonome d'intérêts unis. » Concurremment, ou comme suite à ces magasins syndicaux, se fondèrent de multiples coopératives de production.

Ce ne fut que la grande dépression économique, qui commence en 1873 pour ne finir qu'à la fin du siècle, qui mit fin au développement grandissant des coopératives de production britanniques, coopératives qui allèrent, un moment, jusqu'à avoir leur monnaie propre.

En France, tant sous l'inspiration de Fourier que de Proudhon, et sous l'influence plus directe de Leroux et de Buchez, de nombreuses coopératives de production virent également le jour, la rémunération y étant tripartite (une part pour le travail, une pour le capital, une pour le talent), lorsqu'elles s'inspiraient de Fourier, y étant, au contraire égalitaire, totalement ou partiellement, dans les autres cas. C'est surtout autour de 48 que ce mouvement prit une grande ampleur, et il n'a jamais entièrement cessé depuis, surtout aux moments d'effervescence ouvrière. Nombreuses sont à Paris les coopératives qui datent des années 1900, et, dans la ville de 40.000 habitants où j'écris, il en existe actuellement deux, qui datent des environs de 1936.

La phase politique du socialisme

Ce que nous venons d'essayer de décrire constitue la première phase du socialisme, celle durant laquelle le socialisme est un mouvement social beaucoup plus que politique : il vise à transformer la société par des moyens économiques plutôt qu'à conquérir l'Etat. Durant une seconde phase, qui commence vers les années 1860 et qui dure encore aujourd'hui, le socialisme prend, au contraire, un aspect beaucoup plus politique, en ce sens qu'il va se préoccuper davantage de lutter à l'intérieur de la société présente afin de la transformer globalement, plutôt que de créer à côté d'elle, et même en dehors d'elle, des modèles réduits de la société socialiste, qui se développeraient de proche en proche.

Au cours de cette nouvelle phase l'opposition des deux socialismes subsiste et prend souvent une forme violente. On ne se réclame plus de Saint-Simon ou d'Owen, mais ce sont toujours les deux mêmes classes et les deux mêmes systèmes d'idées qui se heurtent. D'un côté il y a toujours des intellectuels, et de l'autre, des manuels ; d'un côté les partisans de l' « organisation » et de la hiérarchie, de l'autre, les tenants de la liberté et de l'égalité.

C'est à Blanqui qu'on peut faire remonter la transformation du saint-simonisme en un mouvement politique, bien qu'il faille peut-être en rechercher la toute première origine chez le babouviste Buonarotti et les disciples qu'il avait formés dans les sociétés secrètes des environs de 1830.

Blanqui était d'origine saint-simonienne, il avait collaboré au « Globe », le grand organe doctrinaire du saint-simonisme des années 1830 ; si, par la suite, il se détacha du saint-simonisme et évita de trop préciser les formes que revêtirait la société « communiste » qu'il se proposait d'instaurer, il ne s'en rattacha pas moins toujours au courant général de ce que nous avons appelé le saint-simonisme, par le caractère étatique et autoritaire de toute son action. « Le communisme étatiste, c'est-à-dire autoritaire, dit un lointain disciple de Blanqui, est la formule qu'adopte Blanqui. » (6) Ce qui fait son originalité par rapport aux anciens saint-simoniens, c'est que, pour lui, la nouvelle société ne peut être réalisée ni par la prédication ni par une pénétration de la société bourgeoise, mais uniquement par un coup de force : il faut s'emparer du pouvoir, lui donner la forme d'une dictature (l'expression « dictature du prolétariat » est de lui), et se servir de ce pouvoir dictatorial pour organiser le nouveau régime. Tel est le but.

Quant au moyen, il consiste à exacerber, à pousser à fond la lutte « des pauvres contre les riches », et tout particulièrement celle des « déclassés », c'est-à-dire les intellectuels sans fonction.

Blanqui est le véritable fondateur du socialisme « politique », en employant ce mot non plus dans le sens large que nous lui avons donné tout à l'heure, mais celui plus restreint dans lequel il est employé d'ordinaire. Le but immédiat est la conquête de l'Etat, le but ultime est l'instauration de la dictature des intellectuels, l'arme est l'utilisation de tous les mécontents, de tous ceux qui ont à se plaindre de la place qui leur est faite dans la société, ce qui comprend, en même temps que d'autres, naturellement les ouvriers.

Si le saint-simonisme proprement dit avait simplement rencontré de l'indifférence de la part de la classe ouvrière française, le blanquisme se heurta à son hostilité déclarée. Lorsque l'Association internationale des Travailleurs eut été fondée dans la seconde moitié du second Empire, elle apparut à Blanqui comme l'outil rêvé qui devait lui permettre de prendre la direction du prolétariat français afin de s'en servir pour ses propres fins, mais les ouvriers français, et particulièrement les ouvriers parisiens, qui avaient fondé l'Internationale dans une tout autre intention, ne l'entendirent point ainsi et ils lui opposèrent une résistance énergique. Au congrès de Genève, en 1866, Blanqui avait, d'après Malon, « organisé contre l'Internationale un véritable coup de force sous prétexte qu'il fallait la

(6) Paul Louis, **Les étapes du socialisme**. Paul Louis appartint au parti socialiste révolutionnaire de Vaillant qui se réclamait de Blanqui.

jeter dans la voie révolutionnaire » (7), mais les délégués des ouvriers parisiens se prémunirent contre ce coup de force en faisant prendre un bain... dans les eaux du Léman aux envoyés de Blanqui, des étudiants pour la plupart. Quelques années plus tard, durant la Commune, les blanquistes, qui dominaient la majorité de l'assemblée révolutionnaire, trouvèrent encore, en face d'eux, dans la minorité, les principaux représentants de la section parisienne de l'Internationale.

Car chez les ouvriers la transformation de leur mouvement s'était faite dans une tout autre direction. Eux aussi s'étaient rendu compte qu'on ne pouvait transformer la société capitaliste qu'en bloc, et non au moyen d'expériences de laboratoire, du genre des petites associations communautaires. Baignant dans la société bourgeoise, obligées d'avoir de multiples rapports avec elle, celles-là devaient être absorbées par celle-ci ; en contact permanent avec un milieu, de masse bien supérieure à la leur, ce seraient les associations de production ouvrières qui subiraient l'influence du milieu, beaucoup plus que celui-ci ne serait influencé par elles. Ce qu'il fallait, c'était demeurer au sein de la société bourgeoise, rester dans les ateliers et les usines capitalistes afin d'y lutter, de l'intérieur, pour en transformer le régime.

L'une des raisons qui milita en faveur de cette évolution de l'action ouvrière fut que, durant les années 1860, la coopération de production, bénéficiant de la haute conjoncture qui caractérise cette décade, prit une telle extension qu'on se prit à craindre que les ouvriers coopérateurs ne formassent bientôt une aristocratie ouvrière privilégiée, un « quatrième Etat », rejetant les non-coopérateurs dans le « cinquième Etat ». Cette crainte était si forte que la question des coopératives constitua le principal sujet de discussion au congrès de l'Internationale, à Lausanne, en 1867. Et l'on aboutit à cette conclusion, formulée dans la résolution finale, que « la transformation sociale ne pourra s'opérer que par des moyens agissant sur l'ensemble de la société ». (8)

La résolution de Lausanne marque un tournant capital dans l'histoire du socialisme ouvrier. Par sa décision d'agir sur « l'ensemble de la société », celui-ci devient un mouvement politique, au sens large que j'ai commencé par donner à ce mot.

Il est difficile d'attribuer la paternité de cette transformation à un homme, comme on a pu le faire, avec Blanqui, pour celle du socialisme bourgeois, car c'est une conception qui s'est formée spontanément et collectivement au sein des cercles d'études ouvriers de la première Internationale, à la lumière de l'expérience ; cependant, il y a un homme qui la représente bien et qui eut probablement une grosse part dans son élaboration, c'est l'ouvrier relieur Varlin, celui qui devait être assassiné par les Versaillais durant les journées de mai.

De même que l'apprenti filateur Owen, fils d'artisan, s'oppose symboliquement au comte de Saint-Simon, le travailleur parisien Varlin s'oppose à Blanqui, fils de sous-préfet, journaliste, et révolutionnaire professionnel (9).

La conclusion à laquelle aboutissait ainsi le socialisme ouvrier était la même que celle à laquelle avait abouti le saint-simonisme, mais, alors que Blanqui visait la tête de la société, l'Etat, parce que son but était simplement de changer les hommes qui constituaient cette tête, le socialisme ouvrier jugea que, pour aboutir à l'émancipation véritable du prolétaire, de l'individu, il fallait, non conquérir la tête, mais supprimer la tête, enlever toute tête, et, pour cela, organiser le prolétariat, au sein de la société capitaliste, en « sociétés de résistance » indépendantes de l'Etat, indépendantes aussi bien de ceux qui étaient présentement les maîtres de l'Etat que de ceux qui cherchaient à s'en emparer. Ces sociétés de résistance lutteraient contre le patron dès maintenant, au jour le jour, afin de diminuer les privilèges et l'exploitation capitalistes, en attendant de pouvoir, par une extension de leur lutte, les supprimer complètement.

« Le groupement des sociétés de résistance (syndicats) formera la commune de l'avenir, et le gouvernement sera remplacé par les conseils des corps et métiers » (10), déclarait Pindy au congrès de l'Internationale à Bâle en 1869, cependant qu'un projet de résolution préparé aussi pour un congrès de l'Internationale affirmait : « Les syndicats ont inconsciemment formé les foyers d'organisation pour la classe ouvrière, comme les municipalités et communes du moyen âge le firent pour la bourgeoisie. Si les syndicats, comme moyen d'éliminer la concurrence entre ouvriers sont indispensables dans les luttes quotidiennes du capital et du travail, non moins importante est leur seconde fonction : représenter la force organisée qui doit détruire le système même du salariat et renverser la domination du capital. » (11)

Autrement dit, l'outil de la révolution sociale n'est pas l'Etat, mais le syndicat.

Owen lui-même avait montré cette voie. C'était à lui, en effet, qu'avait été dû, dès 1833, le premier grand rassemblement des syndicats anglais dans une confédération générale du Travail, la **General Trades' Union,** dont le but n'était autre que l'organisation de la grève générale. Mais ce n'est qu'une trentaine d'années plus tard, en France, qu'à la veille de la Commune, l'idée syndicale, le syndicat conçu comme l'arme spécifique de la classe ouvrière et destinée à réaliser une société sans classes, prit réellement corps.

Quant à la société que les ouvriers fonderaient lorsqu'ils auraient la victoire, ce serait, non point ce qu'on appelait alors une société « communiste », où « toute science, toute justice, tout pouvoir est accordé à l'Etat universel » (12), mais une société « collectiviste » (13) où la production serait assurée par des « collectivités » autonomes, maîtresses de leurs moyens de produire et de leur production.

Après avoir déclaré : « Le communisme ne voit ni liberté, ni intérêt individuel, ni initiative indivi-

---

(7) Benoît Malon. **L'Internationale.**

(8) Testut. **L'Internationale.**

(9) On s'étonnera peut-être de n'avoir pas vu citer dans cet historique ni Marx ni les anarchistes. C'est que ceux-ci et celui-là se situent sur un autre plan que celui sur lequel nous nous sommes placé. Marx s'est toujours refusé à tracer même seulement les grandes lignes de la société qu'il envisageait : quel qu'usage politique qui ait été fait d'un soit-disant « marxisme », le « socialisme scientifique », comme Marx et Engels appelaient leur doctrine, est presque exclusivement une philosophie de l'histoire. Ainsi que l'a écrit Berth ici même : « Marx a plutôt décrit la genèse, l'essor et la catastrophe du capitalisme, autrement dit a plutôt dessiné les grands traits de la courbe du **devenir capitaliste,** qu'il n'a essayé de dessiner celle du **devenir prolétarien.** » Quant aux anarchistes, quel que soit le grand rôle que certains d'entre eux ont joué dans le mouvement ouvrier, leur doctrine est avant tout une morale. Ce n'est pas par hasard que le chef-d'œuvre de la littérature anarchiste soit un opuscule de morale : **la Morale anarchiste** de Kropotkine.

(10) Testut. **L'Internationale.**

(11) Arturo Labriola. **Karl Marx.**

(12) Benoît Malon. **L'Internationale.**

(13) Vers les années 1880 le mot « collectiviste », en France, devait complètement changer de sens. Trouvant que le mot « communiste » risquait de trop effrayer, les guesdistes se dénommèrent alors eux-mêmes « collectivistes », tandis que les anarchistes reprenaient à leur compte le nom de « communistes ».

duelle ; il ne peut concevoir que dans l'organisation sociale l'individualité ait un rôle distinct, un attribut spécial ; il veut la fondre complètement dans le grand bloc communautaire », un délégué au congrès de Bâle de l'Internationale exposait ainsi le collectivisme : « Nous avons reconnu que la condition essentielle, la base fondamentale, la loi suprême et naturelle de l'échange, c'est la liberté. Or, la liberté de l'échange implique nécessairement la liberté complète du travail, c'est-à-dire l'absence de toute réglementation dans le fonctionnement des rouages économiques... Comment faire pour que cette liberté de l'échange et du travail puisse réellement exister, c'est-à-dire pour qu'elle existe pour **tous les producteurs ?...** La société doit déclarer que la richesse sociale acquise, le capital accumulé sont inaliénables et intransmissibles par voie d'hérédité, tandis que, au contraire, la production journalière, le produit du travail actuel, la récompense de l'effort individuel doivent appartenir absolument et exclusivement à l'individu. Avant que l'homme ne soit formé, nous disons : « A chacun selon ses besoins ; quand il est formé nous disons : A chacun selon ses œuvres. Voilà le collectivisme. » (14)

Et lorsque, deux ans plus tard, éclatera la Commune de Paris, le manifeste que lancera à cette occasion la section parisienne de l'Internationale réclamera : « l'organisation du **crédit**, de **l'échange,** de **l'association** afin d'assurer au travailleur la valeur intégrale de son travail » (15). « Crédit », « échange », « association », c'est-à-dire mutuellisme, collectivisme, socialisme ouvrier ; en revanche, aucune demande d'étatisation, de municipalisation, de « plan » ou de fixation de prix : pas une bribe de socialisme bourgeois. Pas davantage de demandes de lois protectrices du travail, pas plus que de lois de charité sociale ; les travailleurs ne réclament qu'une chose : Etre mis à même de produire, produire librement et en pleine indépendance. Le contraste entre ces revendications et celles qui ont été émises par le socialisme d'Etat depuis une soixantaine d'années, particulièrement depuis le Congrès international de Paris de 1889, est saisissant.

La lutte des deux socialismes

Ces deux formes de socialisme, le socialisme bourgeois et le socialisme ouvrier, que nous appellerons désormais aussi le **socialisme d'Etat** et le **socialisme syndical,** ne subiront plus de transformations importantes. Depuis leur naissance, elles n'ont pas cessé non seulement de s'opposer mais de se combattre ; leur antagonisme forme la toile de fond de toute l'histoire sociale de ces quatre-vingts dernières années.

EN FRANCE

En France elles se sont combattues tragiquement au sein de la Commune, sous les appellations de «majorité» (à direction blanquiste) et de minorité (à direction des Internationaux) ; elles se sont combattues au cours des luttes qui mirent aux prises, durant les années 90, guesdistes et anarchistes ; elles se sont combattues lorsque le syndicalisme révolutionnaire des années 1900 eut à résister à l'emprise des partis socialistes ; elles se combattent aujourd'hui dans la mesure où ce qui reste des syndicalistes révolutionnaires brandit l'indépendance du syndicalisme contre ceux qui subordonnent l'action ouvrière aux ambitions de l'impérialisme russe ou à la défense de la démocratie bourgeoise. Mais il est bien certain qu'au cours de cette lutte, presque séculaire, le socialisme politique a réalisé des progrès considérables aux dépens du socialisme syndical : le socialisme de la bourgeoisie n'a cessé de pénétrer plus profondément dans le socialisme des prolétaires.

Un événement capital dans l'histoire de leurs rapports fut marqué par le Congrès international de Londres en 1896.

Après que la classe ouvrière française se fut remise de la terrible épreuve de la Commune, après l'amnistie de 81 surtout, chacune des deux fractions du socialisme se mit à bâtir ses organisations propres. La fraction étatique constitua des partis politiques « socialistes », dont le premier et le plus notable fut le Parti Ouvrier Français de Guesde et de Lafargue ; la fraction ouvrière, ses groupes d'études et ses syndicats. Un parti travailliste, du modèle de celui qui, vingt ans plus tard, devait se constituer en Angleterre et y avoir la fortune que l'on sait, vit même le jour; ce parti qui réunissait des syndicats et des « groupes d'études » s'occupant à l'occasion, « pour la propagande », des luttes électorales, prit comme étendard un ancien combattant de la Commune, le typographe Allemane. Ce parti fut le seul qui représentait le socialisme ouvrier ; tous les autres, que ce soit celui de Guesde ou celui de Jaurès, celui de Brousse ou celui de Vaillant, étaient des représentants typiques du socialisme bourgeois. Par contre, dans les organisations syndicales, qui se formèrent en même temps, le socialisme ouvrier, comme il se doit, prédomina largement. La tentative des guesdistes pour mettre la main sur les syndicats ouvriers au cours des deux dernières décades du siècle dernier échoua lourdement.

Ces deux fractions du socialisme, partis politiques et organisations syndicales ne rompirent pas, de prime abord, tous liens entre elles. Des « congrès ouvriers » internationaux les rassemblèrent, à intervalles assez réguliers, jusqu'en 1896, année où à Londres les deux antagonistes s'opposèrent violemment. La fraction politique entendait exiger désormais des participants aux congrès internationaux une adhésion expresse à la participation aux luttes électorales ; la fraction syndicale s'y opposait énergiquement. Un vote donna la majorité à cette dernière, mais la commission qui avait été chargée d'organiser le prochain congrès ne tint pas compte de ce vote, et elle exigea l'adhésion au principe de la « conquête des pouvoirs publics », autrement dit, la conquête de l'Etat. Ce fut la fin des « congrès ouvriers » ; il n'y aura plus désormais que des congrès de partis et des congrès de syndicats.

La rupture, au moins en ce qui concerne la France et l'organisation internationale, est donc accomplie : d'une part, les partis, de l'autre, les syndicats. Chacun va poursuivre sa route, avec ses moyens propres et ses buts propres.

Mais les partis politiques, les intellectuels, la bande de ceux que Marx avait appelé « les avocats sans causes et les médecins sans clientèle », ne pouvaient rien par eux-mêmes. Ils ne pouvaient devenir une force qu'à la condition d'avoir le prolétariat derrière eux, afin de se servir de celui-ci comme d'un bélier pour les porter à ce pouvoir tant convoité, les installer à la gouverne de l'Etat. D'où, à partir de ce jour, un effort incessant de la part des partis « socialistes » pour amener les ouvriers à leurs conceptions et sous leur obédience.

Mais la partie la plus militante de la classe ouvrière, organisée dans ses syndicats, continua à résister, énergiquement, et, de 1896 à 1914, ce fut une lutte épique, dont la fameuse résolution du Congrès confédéral d'Amiens en 1906, affirmant l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis et des sectes, marque le point culminant.

(14) Cité par Benoît Malon dans l'**Internationale.**

(15) Manifeste du 23 mars 1871, signé du Conseil fédéral des sections parisiennes de l'Association internationale et de la Chambre fédérale des sociétés ouvrières. (Reproduit dans **la Commune de Paris.** Editions Clarté).

Cependant les politiques possédaient dans cette lutte un atout de première grandeur : la paresse. Les syndicaux ne pouvaient dire aux ouvriers qu'une chose : c'est que, pour s'émanciper du joug du capitalisme, ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes, que ce n'était que par un effort constant et résolu, qui aurait même souvent besoin d'être héroïque, qu'ils mettraient fin à l'exploitation patronale et pourraient fonder une société égalitaire de producteurs dans laquelle chacun aurait sa part de la production commune, et aussi sa part de responsabilité dans l'organisation de la production. La formule de l'Internationale, « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », resta nécessairement leur mot d'ordre. Le but à atteindre était enthousiasmant, mais l'effort à consentir était terrible.

Combien plus facile était la voie que les politiques faisaient miroiter aux yeux des travailleurs ! Aller, tous les quatre ans, déposer un bulletin de vote en faveur des candidats du parti socialiste, pour que, une fois élus en majorité, ceux-ci exproprient les capitalistes par une simple décision de l'Etat, et assurent par leurs fonctionnaires la direction économique de la société, tandis que l'ouvrier continuerait à n'avoir à s'occuper que de sa tâche accoutumée, tout en recevant désormais le produit intégral de son travail.

Et, en attendant ce jour, combien était-il plus facile aussi d'avoir des députés qui obtiendraient le vote de « lois ouvrières » garantissant, par décision d'Etat, une durée maximum de la journée de travail ou un salaire minimum, ou certains avantages, que de conquérir cela par soi-même, à la force du poignet, par le moyen de grèves souvent longues et violentes, au cours desquelles on entendrait la femme et les enfants se plaindre d'avoir faim, cependant que soi-même on risquerait chaque jour, dans la chasse aux « jaunes », la matraque et l'arrestation, ou même le coup de feu mortel !

En fait, les lois ouvrières ne furent obtenues que grâce à la pression syndicale. C'est par peur de l' « action directe » de la classe ouvrière, par crainte de ses grèves et de ses violences chaque jour grandissantes durant toute la première décade de ce siècle, que le capitalisme français accorda des avantages légaux aux travailleurs. C'était du lest qu'il jetait. Mais comme il le jetait par voie législative, que l'avantage accordé prenait la forme d'une loi : loi sur les accidents du travail, loi de 10 heures pour le travail des femmes et des enfants, loi sur le repos hebdomadaire, loi de 8 heures pour tous, loi établissant les assurances sociales, etc... et que le vote d'une loi, ça se voit, tandis que le processus qui a engendré la crainte qui a fait voter la loi, ça ne se voit pas, tout au moins aussi clairement, les politiques pouvaient se targuer de toutes ces lois pour affirmer les résultats heureux de leur action, cette action qui, apparemment, demandait si peu d'efforts aux ouvriers.

Le développement de la législation ouvrière depuis cinquante ans a été le facteur le plus puissant qui a fait tomber la classe ouvrière sous la domination des socialistes d'Etat qu'ils se dénomment « socialistes » ou « communistes ».

EN ANGLETERRE

Cette évolution n'a point été spéciale à la France; elle s'est poursuivie dans tous les pays d'Europe, sous des formes différentes, souvent moins nettes, parce que la France, comme on l'a souvent remarqué, est le pays où les luttes de classes revêtent leur aspect le plus pur, un aspect « classique », mais on la reconnaît partout, pourtant, facilement.

En Angleterre le heurt, au sein du mouvement ouvrier, des tendances bourgeoises et des tendances ouvrières commença à se manifester lors du mouvement chartiste, durant les années 40. Il s'exprima par les conflits qui mirent aux prises les partisans de « la force physique », ayant à leur tête l'aristocrate irlandais O'Connor, sorte de Blanqui britannique, et le parti opposé, dont la grande figure, analogue à notre Varlin, fut l'ouvrier menuisier Lovett.

La défaite du chartisme amena la disparition du socialisme bourgeois ; les bourgeois, même socialistes, n'aiment pas beaucoup les causes vaincues. Et les ouvriers restèrent seuls à s'organiser, coopérativement et syndicalement. Jusque vers 1873 les coopératives de production connurent un très grand développement ; quant aux organisations syndicales, bien que la plupart de leurs principaux militants adhérèrent à l'Internationale, elles adoptèrent, influencées par la défaite du chartisme, une tactique fort prudente, mais qui n'en était que plus résolument ouvrière, limitant leurs objectifs à des avantages matériels immédiats, qu'elles cherchaient à obtenir surtout par voie de négociations. Malgré les objurgations de Marx, elles maintenaient sur leurs drapeaux la formule : « un bon salaire pour une courte journée de travail », plutôt que le mot d'ordre révolutionnaire : « abolition du salariat ».

Le socialisme bourgeois ne devait faire sa réapparition qu'en 1883, avec la création de la Fabian Society.

Qu'était-ce que la **Fabian Society ?**

Un petit club d'à peine quelques centaines de membres, formé à peu près exclusivement d'intellectuels, qui se proposaient d'étudier les questions sociales et d'en proposer des solutions par le moyen de brochures. Ce club comprenait entre autres des hommes qui devaient faire une grande carrière comme écrivains mi-romanciers et mi-sociaux, et acquérir une réputation mondiale, tels Wells et Bernard Shaw ; il comprenait aussi des politiciens profondément honnêtes, et profondément anglais par leur goût des mesures « pratiques », tel Sydney Webb, mort tout récemment et qu'on enterre à Westminster. Or l'influence de ces derniers sur le cours de la politique britannique depuis le début de ce siècle-ci a été considérable.

Les syndicats britanniques ne s'étaient jamais désintéressés de l'activité législative. Leur « Comité parlementaire » suivait de près les travaux du Parlement, intervenant sans cesse dans les couloirs auprès de chaque député personnellement, selon la coutume anglaise, afin d'empêcher le vote de mesures défavorables aux syndicats ou, afin, au contraire, de faire présenter des lois favorables à la classe ouvrière. L'une de leurs interventions sur le terrain électoral est demeurée célèbre : le gouvernement libéral ayant fait voter en 1871 une loi qui interdisait aux grévistes, sous peine de prison, toute intervention auprès d'un non-gréviste, les syndicats firent voter en masse, aux élections suivantes, pour le parti conservateur qui avait promis d'abolir cette loi, et ils assurèrent ainsi, contre les libéraux, la victoire des conservateurs.

Cependant, cette action indirecte sur le Parlement, bientôt ne leur suffit plus, et en 1899 les syndicats britanniques décidèrent de participer directement aux élections et d'avoir leurs propres députés ; ainsi fut formé ce qui s'appelle maintenant le **Labour Party,** le parti du Travail.

Ce parti était, à l'origine, composé exclusivement de syndicats et d'organisations socialistes constituées.

La Fabian Society s'empressa d'y adhérer, et comme, à ce moment, le parti travailliste était loin d'être assez fort pour pouvoir s'emparer du gouvernement, les membres de la Fabian Society, les Fabiens, comme on les appelait, tout en continuant leur travail de propagande, s'occupèrent surtout de « socialisme municipal ». Dans les villes où le Labour Party avait

pu acquérir une représentation suffisante au sein des conseils locaux, à Londres notamment, les Fabiens se donnèrent pour tâche de faire effectuer les réformes administratives qui s'imposaient (ce sont eux qui ont fait créer une administration commune à toute la ville de Londres) et de municipaliser le plus possible de services publics. Œuvre qui fut, dans l'ensemble, une réussite.

Aussi, lorsque, à la suite des dernières élections, le Labour Party prit le pouvoir, ce furent naturellement les idées fabiennes, étendues des municipalités à l'Etat, qu'on décida d'appliquer. De la municipalisation des services publics communaux on passa à la « nationalisation » des industries « essentielles ».

L'influence fabienne à l'intérieur du Labour Party put d'autant plus largement se faire sentir qu'au lendemain de la guerre de 1914 ce dernier avait décidé d'ouvrir ses rangs, non plus seulement aux syndicats et aux organisations socialistes, mais aux individus en tant que tels ; il s'ensuivit une véritable invasion des intellectuels, c'est-à-dire d'hommes qui partageaient nécessairement les idées des Fabiens, qu'ils appartinssent ou non à leur société.

EN ALLEMAGNE

En Allemagne, le socialisme ouvrier fut toujours particulièrement faible. On peut cependant peut-être y rattacher Lassalle qui avait donné comme objectif, à l'Union générale des travailleurs allemands qu'il avait fondée en 1863, l'organisation de la production au moyen de coopératives ouvrières ; Lassalle réclamait cependant, comme Louis Blanc d'ailleurs, l'aide de l'Etat pour la fondation de ces coopératives.

Par contre, c'est en Allemagne que le socialisme d'Etat connut son développement le plus spectaculaire. Le parti social-démocrate en fut l'incarnation. Sa puissance et ses succès furent tels, de la chute de Bismarck à la guerre de 14, qu'il exerça une influence considérable sur tout le socialisme européen, sauf peut-être celui de Grande-Bretagne ; c'est en s'appuyant sur lui, en le donnant et en le prenant comme exemple que, pour une large part, les partis politiques des autres pays purent grandir et prospérer.

La raison de ce succès réside en ce que le socialisme d'Etat est fondamentalement d'accord avec le génie allemand, tel que celui-ci s'exprime, notamment, par la philosophie allemande, car en Allemagne tout le monde est philosophe. Pour l'Allemand l'Etat est tout ; plus exactement l'individu ne vaut que par l'Etat ; c'est dans l'Etat et par l'Etat qu'il peut réaliser seulement sa propre individualité; l'Etat, « c'est la réalisation de l'Idée, c'est, en langage philosophique, le règne de Dieu sur la terre, le domaine où la vérité éternelle et la justice éternelle se réalisent ou doivent se réaliser », dit ironiquement, mais exactement, Engels.

Plus prosaïquement l'empereur Guillaume Ier proclamera dans un message fameux que « l'Etat est une institution non seulement nécessaire, mais bienfaisante ».

Aussi comprend-on que le prolétaire allemand ait peine à concevoir son émancipation autrement que par l'Etat.

Et c'est pourquoi aussi la tâche spécifique que le socialisme d'Etat s'était donnée depuis cinquante ans, l'établissement d'une législation « sociale », put y être accomplie très facilement. Elle avait été commencée avant même que la social-démocratie soit une force parlementaire, alors qu'elle était encore hors la loi. C'est Bismarck qui, inspiré par les socialistes de la chaire, en fut le père : la social-démocratie ne fit que poursuivre l'œuvre commencée par le Chancelier de fer. Au début de la première guerre mondiale, la législation ouvrière d'Allemagne était fortement en avance sur celle de tous les autres pays du monde (la Nouvelle-Zélande peut-être exceptée). Et, de même que c'est Bismarck qui a commencé l'œuvre « sociale » de la social-démocratie, c'est Hitler qui l'a achevée. Hitler l'a continuée en assujettissant encore davantage le travailleur à la tutelle bienveillante de l'Etat, et il a pu, en outre, la porter à un stade supérieur en soumettant le patron, lui aussi, à la tutelle de l'Etat. On considère parfois comme une trahison de la classe ouvrière allemande le fait que cette classe, si entichée de la social-démocratie, se soit ralliée aussi facilement au national-socialisme. En réalité il n'y a pas eu trahison, mais continuation de la même ligne d'évolution, baptisée simplement d'un autre nom.

Bismarckisme, Social-démocratie, Hitlérisme, trois régimes qui, sous des dehors différents, se battant l'un contre l'autre, comme des rivaux attelés à une même tâche, se sont dirigés vers le même but.

EN RUSSIE

En Russie, il faudrait sans doute se reporter à l' « économisme » de Kritchevsky et de ses amis, aux alentours de 1900, pour trouver le socialisme ouvrier.

Aujourd'hui, ainsi que nous l'avons fait remarquer dès le début de cette étude, la société qui a été construite est le type même de la société saint-simonienne.

Cet extraordinaire succès du saint-simonisme en pays slave provient de ce que le régime préconisé par Saint-Simon et ses disciples est le type même du despotisme oriental. Le saint-simonisme, c'est le despotisme + l'industrialisation. La Russie avait déjà le despotisme, il n'y avait à y ajouter que l'industrialisation ; c'est ce qu'ont fait les bolcheviks.

EN ESPAGNE

Le seul pays d'Europe qui contraste avec l'évolution que nous venons de voir est l'Espagne.

L'Espagne est le seul pays où, après la guerre de 14, le socialisme syndical ait continué à subsister au moins à égalité avec le socialisme d'Etat, et à l'emporter même nettement sur lui, dans la plupart des régions industrielles.

Je n'ai point l'intention de rechercher ici les causes de ce phénomène. Mais le fait est. La Confédération Nationale du Travail espagnole (C. N. T.) a été, entre les deux guerres, la seule organisation puissante qui soit restée fidèle au principe du socialisme ouvrier : fondation d'une société égalitaire par la constitution de « collectivités » gérant chacune librement une partie du patrimoine commun.

La « collectivisation » — les Espagnols sont les seuls à avoir conservé ce mot dans son sens original — a été la première tâche entreprise par la C.N.T. lorsque la défaite de l'insurrection militaire du 18 juillet à Barcelone lui eut livré la Catalogne et une partie de l'Aragon. Lorsqu'un an plus tard, le blocus de l'Espagne républicaine par le représentant du socialisme d'Etat français, Blum, eut permis à la Russie, seul fournisseur d'armes, de prendre pied solidement à Madrid, et partiellement à Barcelone, ce fut sur la question de la collectivisation que se heurtèrent les agents du socialisme d'Etat moscovite et les syndicats de la C. N. T. ; la brigade czariste Lister fut envoyée dans les campagnes en arrière du front aragonais pour y dissoudre de force les collectivités paysannes et rendre la terre à ses anciens propriétaires, tandis qu'à Barcelone on exigeait la remise à des organes d'Etat des services publics et autres entreprises « collectivisées ».

Actuellement la C. N. T. vit toujours, mais en exil. Il est impossible de prédire son avenir pour le jour où l'Espagne sera libérée de Franco, ni celui du socialisme ouvrier dont elle fut le dernier porte-flambeau.

(A suivre.)

Robert LOUZON.

UN NOUVEAU CRIME DU G.P.U.

Soixante Espagnols antifascistes séquestrés dans le camp de Karaganda (U.R.S.S.)

La presse antifasciste espagnole publiée en France a dénoncé récemment un nouveau crime du G.P.U. : l'internement de soixante Espagnols antifascistes dans le camp de Karaganda. Karaganda se trouve situé dans les régions arides du Kazakstan (?). On appelle ce lieu la « steppe de la faim ». L'administration russe le désigne sous la dénomination de « Camp N° 99 » et son adresse postale est la suivante : 99-22 Spassk.

Le groupe des Espagnols internés dans le camp de Karaganda est constitué par des pilotes aviateurs et des marins de navires marchands. Parmi eux se trouvent quelques médecins et instituteurs qui ont été en Russie en 1938 à la tête des groupes d'enfants espagnols évacués d'Espagne. Les pilotes aviateurs furent envoyés par le gouvernement Negrin pour suivre des cours d'aviation. Les marins, qui se trouvaient à Odessa en mars 1939, virent leurs bateaux réquisitionnés par les autorités russes. La tragique odyssée de ce groupe d'ouvriers espagnols antifascistes a commencé à partir de juin 1941, c'est-à-dire depuis le début des hostilités entre l'Allemagne et la Russie.

La Fédération espagnole des Déportés a fait publier un intéressant rapport circonstancié dénonçant cette nouvelle expression de la barbarie stalinienne. Ces informations ont été confirmées par l'ingénieur français Francisque Bornet et par Mme Sonia Sagolowitsch, rapatriés récemment en France après cinq ans d'internement dans le même camp de Karaganda et qui partagèrent avec les antifascistes espagnols les infortunes et les calamités de cette détention commune.

La presse stalinienne qui jusqu'à maintenant a observé un silence discret devant la révélation de ce nouveau forfait du G.P.U. essaie de le couvrir et de le justifier en osant présenter le groupe des ouvriers espagnols antifascistes comme des éléments franquistes. En plus du crime la calomnie.

Nous qui savons comment ont été montés les procès de Moscou et comment furent assassinés les principaux artisans de la Révolution d'Octobre, nous qui avons lu le vaillant réquisitoire de Kravchenko, ne pouvons être surpris par ce nouveau mensonge de la bande d'assassins et de faussaires aux ordres du Kremlin. En effet, la barbarie du totalitarisme stalinien trouve son expression dans les travaux forcés, dans les immenses et innombrables camps de concentration où languissent des millions et des millions de révolutionnaires. C'est le régime de terreur, la menace permanente et hallucinante de tomber sous les puissantes tentacules du G.P.U.

A T T E S T A T I O N

Je soussigné, <u>Francisque BORNET</u>, Ingénieur, de nationalité Française, né à LYON, le 20 Mai 1887, et domicilié actuellement à PARIS - 8, rue Fromentin - Hôtel "MONTJOLI", en possession du passeport N° 317 délivré à <u>MOSCOU</u> (U.R.S.S.), le 19 Septembre 1946 par l'Ambassade de France en U.R.S.S., ledit passeport m'ayant servi pour ma rentrée en France après que j'eus subi 5 ans d'internement au camp de KARAGANDA, - Camp n° 99/22 Spassk -(U.R.S.S.),

<u>C E R T I F I E</u> l'exactitude des faits mentionnés dans le rapport établi par la "FEDERATION ESPAGNOLE DES DEPORTES ET INTERNES POLITIQUES" - 51, rue de Boulainvilliers - PARIS (16°), se rapportant à la situation des Ressortissants Espagnols Républicains, internés au camp de <u>K A R A G A N D A</u> depuis Novembre 1942 et de qui j'ai partagé le sort.

Fait à PARIS, le 1er Décembre 1947

Francisque BORNET

Dans la vaste Sibérie, le camp de Karaganda est un jalon de plus du fascisme rouge. De là une poignée de combattants espagnols antifascistes lancent un S.O.S. à leurs frères en exil pour qu'ils les aident à mettre fin à l'épouvantable cauchemar dans lequel ils vivent depuis sept ans. C'est ce cri qu'a recueilli la Fédération espagnole des Déportés ainsi que les Centrales syndicales C.N.T. et U.G.T., le P.S.O.E. et le P.O.U.M., en même temps que tous les partis républicains. Tous, tous moins la bande de faussaires et de valets du P.C.F.

De son côté, cette bande de canailles prépare un subterfuge pour couvrir ce nouveau forfait en osant présenter nos camarades comme des franquistes. A ce propos il nous paraît évident qu'on a suggéré au G.P.U. de négocier la remise de ces infortunés Espagnols à la police franquiste. A seule fin de pouvoir les présenter à l'opinion comme des agents franquistes.

Le mouvement ouvrier espagnol a fait l'expérience des méthodes staliniennes pendant la guerre civile. L'assassinat du malheureux camarade Andrès Nin, de l'écrivain anarchiste Berneri, de Kurt Landau et de centaines de militants socialistes, de la C.N.T. et du P.O.U.M., puis le monstrueux procès contre le P.O.U.M. laissent un tragique souvenir impossible à effacer. Le « socialisme » totalitaire — et d'importation orientale — faisait ainsi ses premières preuves sur la péninsule ibérique. La « précieuse » aide que Staline nous apporta ne s'est pas arrêtée lorsqu'est survenue notre défaite — défaite favorisée non seulement par la terreur du G. P. U., mais aussi par le pétrole russe vendu à crédit à Mussolini pour que l'aviation et la flotte italiennes puissent bombarder nos cités et nos fronts.

La Russie continue à nous offrir son aide « généreuse ». Elle conserve quelques-uns de nos navires marchands, cinq cents — cinq cents ! — tonneaux d'or que Negrin — le « pantin » de Moscou — a livrés. Et, avec l'or et les navires marchands, un groupe de combattants espagnols antifascistes, eux-mêmes gardés et protégés par les sbires du G.P.U.

Les groupes révolutionnaires et les organisations ouvrières de tous les pays doivent dénoncer avec la dernière énergie ce nouveau crime du stalinisme jusqu'à obtenir la libération des Espagnols enterrés vivants dans le camp de Karaganda.

Pedro BONET.

Deux congrès significatisf

Ralliement des syndicalistes !

Nous avons voulu donner dans ce numéro de la **R. P.** la plus large publicité aux opinions diverses et contradictoires, de tous nos amis, sur le problème de l'unité syndicale. Que cette confrontation laisse une impression de confusion et de malaise... voilà qui n'est pas douteux ! Mais lorsque la confusion est dans les esprits, la clarté dans l'expression devient trop souvent la plus dangereuse des illusions. Inutile de s'interroger soi-même et d'écouter les autres, lorsqu'on se dispose à obéir et à suivre. Et si le corps se fatigue, l'esprit se repose et s'atrophie !

Seulement, la mission de la R P., depuis près de vingt-cinq ans, c'est justement de troubler la limpidité des surfaces et de plonger dans les remous des profondeurs. Nous aimons le mouvement qui déplace les lignes, casse les « unanimités », réveille les assoupis, bouscule les ronds-de-cuir, trouble la sérénité des doctrinaires...

Lafond, dans une intervention récente à l'assemblée de l'Union des Cercles d'études syndicalites, a fort heureusement défini le mal dont nous souffrons. Le militant syndicaliste des temps héroïques qui voulait « vivre dangereusement » a été remplacé par le fonctionnaire, le délégué ou le « candidat » aux fonctions et aux délégations qui veut vivre « facilement ».

La compétition est ardente, lorsqu'on ambitionne le poste qui assure certains privilèges, exempte des servitudes de l'atelier, permet de bénéficier de la considération du patron ou du chef comme de la servilité de la clientèle. C'est par désir de sécurité et de tranquillité que l'on veut, dans de nombreux cas, demeurer à la C.G.T. C'est le même désir qui conduit à « bureaucratiser » la C.G.T.-F.O. et à mettre les cadres en place, avant d'avoir rassemblé les troupes. C'est encore le même désir qui anime la foule « autonomiste », cependant que des « partisans » — dont l'ambition s'élève au-dessus des intérêts grossiers — rêvent d'une construction nouvelle sur laquelle leur idéologie flottera comme un drapeau.

Les succès incontestables de la C.G.T., dans les mines et les grands magasins de Paris, s'expliquent aussi bien par le « prestige » des délégués élus que par la mollesse de la propagande F.O. La victoire d'Ehni dans le Livre s'explique par le souci de la tranquillité « corporative », comme le développement de l'autonomisme dans l'Enseignement. Si, du côté F.O., on manœuvre pour écarter les camarades « ex-autonomes » — un peu trop dynamiques — de la direction du syndicat des Métaux comme de l'organisation de l'Union des syndicats parisiens... c'est toujours parce que l'on préfère la stabilité bureaucratique à l'action syndicaliste. Du côté de la C.G.T., la confusion des fonctions syndicales, administratives et politiques permet une parfaite « synchronisation » des mouvements, à faire frémir de jalousie l'ombre de Hitler ! Tandis que les délégués syndicaux de l'Eclairage attendent le mot d'ordre de grève de leur secrétaire fédéral Marcel Paul — les directeurs régionaux de l'Electricité, mis en place par l'ex-ministre Marcel Paul, vont demander des consignes au bureau politique du parti communiste. Et, spontanément, mots d'ordre syndicaux et consignes politiques se confondront. Alors tout devient facile. Les ouvriers et employés des secteurs électriques se mettront en grève, non pour leurs revendications, non par solidarité, pas même par crainte de la « chaussette à clous »... mais tout simplement par déférence envers leurs chefs... On a déjà vu cela dans la S.N.C.F. et dans l'Enseignement technique. Avec de telles garanties d'obéissance de la part des adhérents, on comprend qu'un Le Leap et un Jayat jugent confortable leur situation d'otages volontaires au sein de la C.G.T. !...

Dans ce désordre, où continuent à se perdre les vertus fondamentales du syndicalisme (la scission en étant l'effet et non la cause), on aurait voulu que les syndicalistes concentrent leur attention sur ce problème essentiel, sur cet examen préalable à toute réorganisation comme à toute action syndicale. Aller à la C.G.T.-F.O., parce que c'est le moyen le plus rapide et, **actuellement**, le plus efficace de rassemblement. Et ne pas croire qu'une formule d'adhésion suffira pour briser le cercle infernal dans lequel la classe ouvrière est enfermée depuis 1939. C'est ce que n'ont pas compris nos amis de l'Enseignement. C'est ce qu'ont compris nos amis des Cheminots !

Dans l'Enseignement

Nous ne revenons pas sur les explications déjà fournies dans la **R.P.** La majorité du bureau des Instituteurs s'est prononcée pour l'autonomie, avec la minorité de l'Ecole Emancipée, et les résultats du referendum peuvent être prévus à coup sûr. La Fédération de l'Education nationale réunit un congrès, où les syndicats départementaux et régionaux disposeront statutairement de plus de mandats que les syndicats nationaux de catégories. Seulement, ceux-ci ont consulté leurs adhérents par voie de referendum. Si ceux-là, animés par des minorités réduites, se prononcent en sens contraire, cela ne changera absolument rien aux résultats. Mais cela permettra à « l'Humanité » de publier quelques communiqués ronflants !

Il aurait été beaucoup plus normal, beaucoup plus honnête de consulter tous les adhérents de la Fédération par un referendum unique en ces termes, et suffisamment clair. Et de réunir ensuite des congrès, aux différents échelons, pour enregistrer les résultats et en tirer des déductions utiles, quant à l'orientation et la direction de la Fédération. Mais on espère encore maintenir l'unité, en tolérant la « double affiliation » — ce qui permettra aux staliniens de constituer de nouveaux syndicats cégétistes, tout en noyautant la Fédération autonome... Je souhaite du plaisir aux « responsables » de la maison, qui n'ont pas compris qu'entre autres avantages, la solution « F.O. » avait celui d'éviter ces opérations de sape...

Les staliniens du bureau du syndicat de la Région parisienne, en violation de leurs propres engagements, avaient décidé de n'accorder le droit de représentation au congrès régional qu'aux possesseurs de la carte C.G.T. de 1948. Ainsi, ils prenaient l'initiative de la scission. Et l'opposition (c'est-à-dire la majorité réelle) convoqua, le 14 mars, parallèlement au leur, un congrès ouvert aux délégués de tous les syndiqués de 1947. Excellente occasion pour délibérer, hors de la présence des politiciens staliniens et de jeter les bases d'un véritable syndicat de l'Education nationale. Mais c'était compter sans

l'esprit de tendance. Le matin, trois « sous-congrès » se réunissent, groupant les partisans de la C.G.T. (qu'on avait libéralement accueillis), les partisans de l'autonomie et les partisans de F.O. On m'explique que c'est là une excellente méthode qui permet de discipliner les débats. Pour la discipline, on ne fait pas mieux. Dès l'entrée, le délégué est orienté, canalisé vers une salle réservée au sous-congrès auquel il adhère obligatoirement... car l'indétermination n'est pas tolérée. Chaque sous-congrès délègue des speakers à la réunion plénière de l'après-midi... réunion absolument inutile, car les résultats, quant à l'affiliation, sont acquis d'avance. Et la discipline de chaque tendance est assez stricte pour qu'aucun libre débat ne soit possible sur l'organisation future du syndicat de l'Enseignement. C'est évidemment la Représentation Proportionnelle — la sacro-sainte R. P. — qui permet de constituer le conseil syndical ; et comme les résultats ne sont pas complètement connus, comme les tendances ne connaissent pas encore l'importance proportionnelle de leur représentation, le congrès est appelé à ratifier une liste incomplète sur laquelle des postes sont réservés cependant que des noms y figurent, qui ne seront peut-être pas maintenus, si les ultimes règles de trois ne leur sont pas favorables. Par inadvertance, on avait proposé un camarade — un excellent militant — dont la tendance n'était pas nettement déterminée. A ce terme « d'indéterminé », un frisson parcourut le dos des quelques irréductibles demeurés en fin de séance.

Un bâtard égaré dans le chenil des chiens de race... Un bon bougre de syndicaliste... sans étiquette, capable de travailler librement, « individuellement » à la direction du syndicat. J'espère que l'on a pu éviter cette désignation monstrueuse. Il est aussi normal que chaque tendance se méfie du camarade que son intelligence surclasse, et que sa taille ou son épaisseur ne permettent pas d'aligner facilement. Aussi, Guilloré ne figure-t-il plus dans la représentation de l'Ecole Emancipée !

On pouvait attendre des leaders de « l'autonomie », qui prétendent se placer au-dessus des querelles de firmes, l'expression de « synthèses » efficaces, capables d'assurer au moins un large rassemblement des universitaires. On a attendu en vain. Au reste, on n'écoutait pas les représentants d'une autre tendance que la sienne, et l'on savait d'avance ce que devaient dire les porte-parole de sa propre tendance. Seuls — je le dis sans parti pris — les orateurs de F.O. ont essayé de porter le débat sur le sujet essentiel, c'est-à-dire les possibilités d'un nouveau regroupement confédéral. C'est Mérat, le fondateur de la vieille Fédération de l'Enseignement, qui a mis l'accent sur le recul que représentait pour nous la position d'autonomie. C'est Waluzinski qui a précisé les conditions pratiques de l'indépendance syndicale et de la lutte contre l'ankylose bureaucratique. C'est Descourtieux qui a insisté sur la gravité de la situation internationale et évoqué l'affaire tchécoslovaque. Ce qui lui valut une mise au point doctrinale de Gallienne, que j'avoue ne pas avoir comprise ; car à Prague, il ne s'agissait pas d'un conflit entre l'entité « U.S.A. » et l'entité « U.R.S.S. », mais bien de la colonisation brutale d'une classe ouvrière par les agents du Kominform. Et c'est de ce précédent que doivent s'inspirer les syndicalistes de France.

« Je ris et n'en ai guère envie », dit un personnage de Molière. On s'irriterait plutôt de ces congrès transformés en superposition d'organes de tendances. Que les staliniens soient naturellement soumis à des consignes impératives... c'est conforme à leur nature propre. Mais les camarades de l'Ecole Emancipée sont, en général, d'excellents militants, capables d'idées personnelles et d'action audacieuse. Comment n'ont-ils pas compris que la tendance syndicale, transformée en fraction sectaire, paralyse l'organisation qu'elle devrait animer — et pour « être » perd sa « raison d'être » ?

A la sortie du congrès, un brave directeur d'école, qui s'est toujours attaché au corporatisme le plus étroit, me disait : « Je ne comprends pas pourquoi Bossut (de l'Ecole Emancipée) parle au nom des « autonomistes ». Si nous voulons l'autonomie, ce n'est pas du tout pour les raisons qu'il exprime. »

Sancta simplicitas !

Chez les Cheminots

Le congrès fédéral des Cheminots, qui s'est tenu les 1er et 2 mars, et qui a consacré la fusion des syndicats F.O et des syndicats ex-autonomes, a déçu quelques camarades. A tort, à mon avis !

Sans doute l'unité fut-elle laborieuse et le congrès parfois tumultueux, souvent déconcertant en quelques-uns de ses résultats. Si les camarades de F.O. avaient voulu vraiment le rassemblement de tous les syndicalistes dressés contre la bureaucratie stalinienne, ils auraient invité leurs partisans des Cheminots à rejoindre, purement et simplement, la Fédération syndicaliste, où une place devait leur être réservée. Mais, comme l'on veut surtout opposer une bureaucratie à une autre, la vieille « franc-maçonnerie »... ex-confédérée est entrée en action, ici comme ailleurs, pour garantir la situation des amis fidèles.

Pour cela, il fallait créer une Fédération F.O. et, en face des syndicats importants groupés dans la Fédération syndicaliste, multiplier les petits syndicats.

Les jeunes ex-autonomes, sur six cents mandats, disposaient d'une majorité de plus de cent voix. Mais la représentation des petits syndicats assurait aux anciens F.O. un plus grand nombre de délégués. Alors que toutes les propositions des syndicalistes étaient adoptées, le conseil national élisait un bureau où Clerc est devenu secrétaire général et où les ex-autonomes ne sont que quatre contre cinq.

De telles oppositions entre les résultats d'un congrès et l'élection des responsables ne sont pas exceptionnelles dans l'histoire du mouvement syndical. En général, elles ne favorisent guère la vie de l'organisation et ne profitent pas longtemps à ceux qui en sont les bénéficiaires provisoires.

Sans doute le facteur personnel n'est-il pas négligeable et l'on peut estimer un militant chevronné, dont les idées ont été dépassées. Clerc, au secrétariat général, ne voudra certainement pas négliger l'opinion de la majorité du congrès. Ce n'est pas son élection qui est grave en soi. C'est plutôt l'hostilité, que l'on sent confusément, de l'état-major F.O. aux éléments nouveaux et actifs, capables de renouveler et de régénérer le mouvement syndical. Si l'on ne réussit pas « l'amalgame » — pour reprendre l'expression utilisée lors de la formation des armées de la Première République — la C.G.T.-F.O. ne sera pas capable de regrouper la classe ouvrière, lasse des manœuvres staliniennes.

Nos amis de la Fédération syndicaliste ont placé le débat sur son véritable terrain. On leur reproche d'avoir consacré exclusivement leur congrès à la question des statuts. C'est ainsi, cependant, qu'ils ont déterminé d'efficaces votes d'orientation. Car, avant de savoir ce que **feront** les nouvelles organisations syndicales, encore faut-il déterminer ce qu'elles doivent **être**, ce que surtout **elles ne doivent plus être**. L'idée d'un préamabule — sorte de charte constitutive, qui ne peut être remise en cause sans que l'existence même de l'organisation soit menacée — nous paraît une heureuse subordination de **l'actuel** au **permanent** — une heureuse intervention de l'esprit « juridique », non dans le sens

du respect des formules, mais de la consécration des droits imprescriptibles des syndiqués.

Respect absolu de l'indépendance syndicale, impliquant l'interdiction du cumul de « mandats politiques rétribués », de « charges politiques ou fonctions dans les organismes directeurs de partis ou mouvements politiques » avec des responsabilités permanentes dans la direction de la Fédération.

Application constante de la démocratie syndicale par la désignation au bulletin secret et selon les règles de la R. P., de tous les responsables syndicaux et de tous les délégués du personnel — par l'obligation du referendum, avant le déclenchement de toute action capitale et particulièrement de la grève.

Liberté, pour chaque adhérent, de professer les opinions politiques, philosophiques qui lui conviennent, avec l'interdiction de transporter à l'intérieur de l'organisation les mots d'ordre d'un parti politique.

Liberté d'expression, tolérance, discipline dans l'action...

Et ces principes fondamentaux, formulés dans le préambule, ne peuvent être mis en discussion, sans que cela porte atteinte à l'intégrité de la Fédération. Dans les statuts, on ajoute quelques précisions : l'une, par exemple, interdit à un militant de se servir de son titre syndical à des fins de propagande politique. Une autre laisse la possibilité au bureau fédéral de déclencher la grève générale en cas de **« menace d'événements illégaux, mettant en péril les libertés syndicales »**.

La Fédération ne portera pas le titre F.O. Elle s'intitule : **Fédération syndicaliste confédérée des travailleurs, cadres et techniciens des Chemins de fer.**

Deux autres dispositions capitales sont inscrites dans les statuts. L'une ne permet pas la rééligibilité au bureau fédéral au delà de trois mandats.

L'autre interdit le **cumul des fonctions au secrétariat fédéral avec celles de représentant ouvrier au Conseil d'administration de la S.N.C.F. ou de toute autre société nationalisée ou privée.**

Par ailleurs, le congrès a voulu maintenir les « Unions de réseaux », tout en organisant les sections professionnelles. Il a tenu compte de la représentation des intérêts des « agents de cadres » et des « agents de conduite » — afin d'éviter qu'un particularisme dangereux dégénère en autonomisme. Mais il a voulu que tous les agents — quelle que soit leur place dans la hiérarchie administrative ou leur spécialisation technique — se retrouvent dans les syndicats de base.

Voilà de l'excellent travail syndicaliste. Et une heureuse préface au congrès de la C.G.T.-F.O.

Il n'est pas question, aujourd'hui, de fixer définitivement la « doctrine » du syndicalisme, de se tendre dans une attitude de superbe isolement, si nobles qu'en soient les motifs. Il serait présomptueux d'espérer qu'en quelques semaines on libérera la majorité ouvrière de l'encadrement stalinien. Il est puéril de se décourager parce qu'une propagande — d'ailleurs insuffisante et pauvre — n'aboutit pas immédiatement à des succès rapides et éclatants.

La rupture est consommée entre l'état-major de la C.G.T. et tous les syndicalistes — de toutes tendances. Comment grouper ceux-ci ? Comment construire une maison dont la solidité ne dépende pas des accidents de la politique nationale ou internationale ? Comment « refaire une classe ouvrière », pour parler comme Amédée Dunois en 1930 ? Les cheminots syndicalistes se sont efforcés de répondre à ces questions fondamentales. Les postiers syndicalistes également. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire du syndicalisme qu'ils jouent le rôle de précurseurs !

Roger HAGNAUER.

La Rhur meurt de faim sur son charbon

Le Figaro a publié de son envoyé spécial un article écrit à Dusseldorf, en janvier, qui n'a rien perdu de son actualité et qui jette sur le problème allemand une clarté sinistre :

Il est rigoureusement vrai que Cologne n'est plus qu'un fantôme de ville. Représentez-vous une agglomération de l'importance de Lyon ou de Toulouse. La statistique nous dit : 77 % des maisons de Cologne ont été détruites. L'œil mesure l'ampleur du désastre, et ce que signifie ce pourcentage. Là où la ville n'a pas été rasée, il ne reste plus que des squelettes de maisons, et dominant ce paysage de mort une cathédrale en ruine qui ne sera restaurée qu'à grand-peine.

Toutes les grandes cités de la Ruhr ont subi le sort de Cologne. Revenons à la statistique. Il est des cas où elle parle un langage d'une terrible éloquence. Duisburg : 77 % des maisons détruites ; Dusseldorf : 61 % ; Bochum : 76 % ; Dortmund : 67 % ; Wuppertal : 65 % Mulheim : 70 % ; Essen : 70 %. La Ruhr tout entière est un cimetière de villes.

Dans ces cités foudroyées grouille une population aussi nombreuse qu'avant guerre. Cologne abrite — si l'on peut dire — un demi-million d'habitants. A Dusseldorf, où dix millions de tonnes de décombres sont entassés de part et d'autre des rues, 43.000 êtres humains sur 500.000 vivent dans les caves, et ceux-là ne sont pas les plus malheureux. Essen, Bochum, Duisburg sont des fourmilières humaines.

Ces millions d'hommes et de femmes, serviteurs déchus de l'ancien arsenal germanique, subissent aujourd'hui les effets d'une sous-nutrition qui a commencé de sévir dès la fin de 1945. Pauvre en produits agricoles, la région rhéno-westphalienne ne suffit pas à leur assurer la ration quotidienne de 1.550 calories que touchent les Allemands dans les provinces moins défavorisées. Ses habitants reçoivent 1.100 calories seulement, soit 900 de moins que la ration « d'entretien ». Ils n'ont pas vu de viande, de pommes de terre et de graisse depuis plusieurs semaines. Ils meurent lentement de faim. Et l'enfant de la Ruhr qui vient d'atteindre ses douze ans a la taille d'un enfant de sept ans.

Le mineur de la Ruhr, l'homme dont le travail est aujourd'hui indispensable non seulement à la reconstruction de l'Allemagne, mais au relèvement économique de l'Europe, n'est pas beaucoup mieux traité que le simple bourgeois de Cologne. Il reçoit des rations spéciales, mais chez lui on n'a rien à manger, et il partage les suppléments qu'il reçoit. On l'invite périodiquement à produire davantage, par la promesse de colis américains de quatre kilos, dont la distribution commence lorsque l'extraction quotidienne a atteint un certain niveau. Mais ces colis, eux aussi, s'en vont améliorer le maigre ordinaire de la femme et des enfants. Aussi le rendement individuel a-t-il baissé dans la proportion de 50 %, et les mineurs des charbonnages Lothringen, que j'ai vus près de Bochum, ne m'ont-ils pas paru se porter beaucoup mieux que les êtres en guenilles, pâles et hâves, qui circulent dans les décombres des grandes cités industrielles.

Situation alimentaire déficiente, mauvais entretien des mines, dû au manque d'acier et de bois, médiocrité de la main-d'œuvre, âge relativement élevé des mineurs suffisent à expliquer la stagnation de la production charbonnière. En mars 1947, la production journalière était de 240.000 tonnes. Les promesses de colis, en ocotbre dernier, la firent monter à 280.000 tonnes. Elle est redescendue aujourd'hui à 253.000 tonnes.

On a parlé de sabotage, d'instigations politiques. Et il est vrai que les communistes ne sont pas inactifs dans la Ruhr. Mais leurs manœuvres seraient vouées à l'insuccès si le terrain qu'elles exploitent n'était pas ce qu'il est aujourd'hui, et le mineur allemand s'y prêterait moins volontiers s'il était convenablement nourri.

Le mouvement syndical au carrefour

Pour une C. G. T. démocratique

Le bureau du syndicat de Meurthe-et-Moselle de la Fédération de l'Education nationale a voté à la majorité la motion suivante, en sa réunion du 14 février 1948 :

Nous n'irons pas à Force Ouvrière !

Depuis des mois déjà les ennemis du syndicalisme et du mouvement ouvrier préparent l'éclatement de la C.G.T. Les grands trusts (de France et d'Amérique), les apprentis dictateurs, les mouvements antilaïques ont eu ce but avoué. Ils ont partiellement réussi. Ils ont trouvé des complices à l'intérieur du mouvement syndical ; les traîtres n'ont jamais manqué. Mais que ceux des militants syndicaux sincères qui se sont laissé entraîner dans cette galère sachent faire un retour en arrière ; qu'ils regardent quels sont leurs alliés, quelle presse les soutient, et qu'ils redressent leur position. Nous refuserons de suivre les scissionnistes, *nous maintiendrons l'unité.*

L'autonomie, une solution boiteuse !

L'autonomie apparaît à beaucoup de camarades, dans la situation actuelle, comme une panacée. Pour les uns, ce n'est qu'une forme cachée de la scission, une étape vers Force Ouvrière. Pour la majorité, dans la tension actuelle entre les tendances, elle apparaît comme un moyen de sauvegarder l'unité. Il est possible en effet qu'il n'y ait pas d'autre solution, et dans ce cas l'autonomie sera la solution de repli pour éviter le pire. Si cette solution est adoptée par la majorité, il est clair qu'il faudra s'y rallier en dernier lieu pour ne pas nous disperser, et suivre la décision de la majorité. Dans ce cas il faudra tenter dans une fédération, une et autonome, de laisser à chacun la liberté de s'affilier à la Centrale syndicale de son choix. Mais, solution de repli, l'autonomie est en tout cas une solution boiteuse. Elle nous isole de la C.G.T., et de la masse des travailleurs ; elle nous met en équiibre, en l'air, en dehors de toute réalité. Et si tous les syndicats décidaient l'autonomie, que resterait-il du syndicalisme ? C'est une politique d'autruche ! Dans une F.E.N. autonome, se poseront les mêmes problèmes que dans la C.G.T. hier, les mêmes querelles de tendance auront lieu, et sous une forme bien plus grave parce qu'en vase clos. Comme aucune solution n'aura été apportée aux conflits qui ont créé la scission dans la C.G.T., ceux-ci mèneront à brève échéance à la scission de la F.E.N. autonome, et nous aurons reculé pour mieux sauter. Il faut ouvrir l'abcès là où il est, supprimer les causes de la scission et non ses symptômes ; il faut porter la bataille pour l'unité dans la C.G.T. elle-même.

La C.G.T. n'est pas parfaite !

Car, en face de la scission, l'attitude de ceux qui se contentent de dire que la C.G.T. continue, comme si rien ne s'était passé, est d'un aveuglement total. Non, la C.G.T. ne continue pas purement et simplement, puisqu'il y a eu scission ; et la scission ne se ramène pas au départ de cinq secrétaires confédéraux ! Si la scission a été possible, c'est parce que l'attitude bureaucratique de toutes les directions syndicales a rendu l'atmosphère souvent irrespirable ; les scissionnistes ont seulement profité d'un malaise au sein de la C.G.T., malaise dont ils ne sont pas les seuls responsables ! L'étouffement fréquent de la démocratie syndicale, le mépris des décisions et des volontés de la base (et ceci n'est nullement le monopole d'une tendance mais une attitude trop souvent répandue chez les responsables syndicaux en général) ont provoqué la lassitude, la désertion des syndicats, ont préparé les esprits à la scission.

La C. G. T. peut continuer : une C. G. T. démocratique, condition de l'unité.

Ce n'est pas essentiellement en changeant les statuts qu'on peut démocratiser la C. G. T. ; les statuts sont démocratiques, mais ils n'ont pas été respectés. Il s'agit surtout d'un changement d'attitudes et d'habitudes. Cependant les modifications suivantes seraient utiles :

a) limitation de la durée des fonctions de permanent rétribué (limitation calculée de façon à éviter la destruction des cadres syndicaux tout en assurant leur renouvellement) ;

b) interdiction du cumul des mandats politiques rétribués et des mandats syndicaux ;

c) droit de contrôle de toutes les tendances sur la gestion financière ; droit d'expression de toutes les tendances dans le journal syndical du département, de la fédération et de la C.G.T. ;

d) réélection de tous les responsables syndicaux par des votes à bulletins secrets, avec représentation proportionnelle des tendances.

Pour un congrès démocratique de la C.G.T. !

Dans un congrès démocratique de la C.G.T., toutes les tendances pourront défendre leurs positions et élaborer les bases possibles du maintien de l'unité. Que ce congrès, aussi rapproché que possible, soit préparé par un comité où soient représentées toutes les tendances, avec publication dans un même bulletin (aux frais de la C.G.T. et non des tendances) de textes d'orientation syndicale. Que les votes aient lieu dans des consultations générales, permettant l'expression de toutes les tendances ; que chaque délégué au congrès soit porteur d'autant de voix qu'il s'en est effectivement exprimé dans son syndicat sur la tendance qu'il représente.

La race des intellectuels courtisans, habiles à composer les plus subtils plaidoyers philosophiques, lorsqu'il s'agit de justifier les actes des puissants, quels qu'ils soient, n'est pas morte.

A. PATRI

(Masses, février 47)

Pourquoi je suis à la C.N.T.

Depuis la constitution de la C.G.T.F.O., il est étonnant comme certains camarades, et il faut le dire les plus marquants du noyau de la *R.P.*, s'attachent à démontrer avec une ténacité, qui peut paraître incompréhensible, que toutes les possibilités de rénovation syndicale sont liées à cette nouvelle centrale, et qu'il serait désirable que tous les syndicalistes y apportent toute leur combattivité, afin de lui donner l'orientation souhaitable. Par contre, si dans les colonnes de la *R.P.* on n'ignore pas la C.N.T., car il faut tout de même reconnaître que de temps en temps on y fait de discrètes allusions comme une organisation syndicale pleine de bonnes intentions, on la considère sans aucune influence réelle, et ne groupant après tout que quelques initiés.

Je veux bien admettre que la C.N.T. n'a pas répondu à tous les espoirs que l'on pouvait mettre en elle, et qu'elle n'englobe *pas encore* les foules ouvrières. Et pour cause. Elle s'est constituée à une époque où elle a rencontré sinon l'hostilité, du moins l'indifférence de militants syndicalistes éprouvés et influents, farouchement opposés à la scission qu'ils considéraient à priori comme la désagrégation même du mouvement ouvrier. Il fallait donc à tout prix maintenir l'unité syndicale, dans cette C.G.T. déjà domestiquée par les fascistes rouges.

Sans doute, depuis, nos camarades ont changé d'avis, mais pour aller dans quelle maison ?

Pourtant je ne pense pas que nos camarades de la Ligue syndicaliste soient assez naïfs pour croire qu'ils amèneraient par la persuasion tous ces singuliers personnages, dirigeants de F. O., à leurs conceptions syndicales de lutte de classes, d'indépendance et d'internationalisme prolétarien.

Sans doute, il y a la base. Mais en vérité, à part quelques syndicalistes sincères, elle se compose en majorité de cadres, techniciens, employés et quelques ouvriers socialistes modérés pour la plupart, cotisants à une organisation syndicale — car ils ne peuvent faire autrement pour défendre des intérêts essentiellement corporatifs — et qui accueillent assez favorablement tout le catéchisme d'intérêt général et national des fonctionnaires syndicaux. Aussi, par le caractère même de ses relations avec certains politiciens, la C.G.T.F.O. restera un organisme d'Etat bourgeois, et cela malgré et contre les militants autonomes des C.A.S. ou de la Ligue syndicaliste.

Reste la C.N.T. qui, imprégnée fortement de l'esprit qui donna naissance à la Charte d'Amiens, donc véritablement apolitique, répond à toutes les aspirations de redressement du mouvement syndical actuel.

Sans doute sa phraséologie révolutionnaire, ses formules idéologiques même, parfois intolérantes, sont des erreurs regrettables, mais qui peuvent être facilement corrigées par l'adhésion de nouveaux éléments syndicalistes de toutes tendances qui ne peuvent que modifier les jugements de certains militants anarcho-syndicalistes, sur la nécessité inéluctable, à leur avis, de la pluralité des centrales syndicales. Ce qui n'est pas souhaitable même en les différenciant en réformistes et en révolutionnaires.

Le syndicalisme, tel qu'il a été défini par Pouget et Griffuelhes, est à la fois tout cela, il englobe toutes les tendances au mouvement ouvrier. Et je suis certain que les militants de la C.N.T., même ceux de la première heure s'en inspireront, pour admettre que diviser le prolétariat en forces éparses plus ou moins hostiles devant les forces adverses mais homogènes du patronat et de l'Etat, c'est l'affaiblir.

LE BOT.

Pourquoi je reste à la C.G.T.

Vieux lecteur de la *R.P.*, adhérent à la C.G.T. depuis 1924, partisan des 22, donc de l'unité reconstituée, je crois être un syndicaliste dans l'esprit de la Charte d'Amiens. J'ai une répulsion pour *tous les partis politiques ;* hier minoritaire à la C.G.T., je le serai encore demain.

Je vais exposer les causes qui militent en faveur de ma fidélité à notre grande centrale. Je suis allé en observateur au congrès Force Ouvrière de la salle Lancry, en novembre 1947. J'ai été choqué de la facilité financière dont Force Ouvrière disposait pour organiser ses manifestations. Un peu plus tard, le fait que la scission était annoncée à l'avance dans les journaux bourgeois me fit suspecter les décisions prises dans le deuxième congrès F.O. Tout cela me sembla tellement louche qu'à ce moment-là mon choix était fait.

Je suis peut-être vieux jeu, mais je me rappelle sans cesse des paroles du grand Karl Liebknecht : « Quand les bourgeois m'applaudissent, je me demande : quelle bêtise ai-je donc faire ? »

Notre vieux camarade Monatte, dont la brochure « Où va la C.G.T. ? » était si lumineuse, me déçoit dans son Carnet du Sauvage de janvier. Mais oui Monatte, la C.G.T. Force Ouvrière sera réformiste, celle des fonctionnaires (1) gros et moyens, celle des ronds-de-cuir, des flics et, ce qu'il y a de plus grave, celle des adversaires du mouvement ouvrier. Dans ma fédération postale des Ardennes, tous les éléments anticommunistes et même des éléments qui ont trempé ouvertement dans la collaboration, par esprit de réaction, se réclament actuellement de Force Ouvrière.

Dans ma sphère, j'ai vécu intensément les heures de la grève d'août 1946. Ce qui marqua l'impuissance du comité national de grève des P.T.T., ce fut sa maladie infantile, caractérisée par la lutte de places. On ne put s'entendre rue de Berne pour désigner un secrétaire ; deux étaient en présence : Béreaux du Nord et Fouquet de Bordeaux, la question fut remise. Quelques semaines après c'était Mourguès qui prenait le secrétariat au congrès de Montrouge. Cela continue, puisque, actuellement, les deux groupements, Fédération syndicaliste et *Combat syndical*, s'insultent à longueur de circulaires, sont incapables de s'entendre. Rivalité de personnes. Tout cela n'est pas du syndicalisme, c'est de la lutte de places, des coteries. Pour cette cuisine d'intrigants, d'ambitieux ou *d'anciens militants qui ont le spleen des fonctions qu'ils occupaient avant guerre*, je n'en suis pas. L'indépendance syndicale vis-à-vis *des partis et des chefs* mérite mieux que cela.

Alors les esprits simplistes vont me ranger du côté des staliniens ; j'estime que la lutte devait être menée à l'intérieur. Ce qui renforce les communistes, c'est l'anticommunisme à la manière bourgeoise, cela mène en droite ligne à Pétain.

Prenez garde, camarades de la *R.P.*, deux ornières existent sur la route de l'émancipation des prolétaires : d'une part, le sectarisme de parti, en l'occurrence le stalinisme, et d'autre part, l'anticommunisme bourgeois. Si vous laissez aux seuls communistes le soin de clamer la misère ouvrière, de dénoncer la période présente où les prix montent en flèche, où la vie matérielle devient impossible, alors tous les ouvriers iront vers eux. Ce n'est pas du verbiage qu'il faut au prolétariat, mais quelque chose de tangible et cette scission désirée et voulue par le capitalisme ne nous apportera que des déboires.

Marcel BAILLIEUX.

(1) Dans mon département, les élections paritaires, dont le dépouillement eut lieu le 24 janvier, me donnent raison. Les hauts et moyens fonctionnaires, c'est-à-dire les agents (des chefs pour la plupart et des ronds-de-cuir) ont donné la majorité à Force Ouvrière. Par contre les employés, c'est-à-dire les facteurs et emplois similaires, votèrent en majorité C.G.T. Les services techniques (ouvriers des lignes) donnèrent une majorité écrasante à la rue Lafayette.

Défense de l'autonomie

Chambelland a dit l'essentiel des causes physiques de la scission (1). Il est sûr, en effet, que les soi-disant majoritaires de la C.G.T. ont pris de grandes libertés avec les décisions du C.C.N. du 13 novembre. En outre les grèves qu'ils ont provoquées en sous-main sous l'appellation de grèves spontanées n'étaient pas compatibles avec la politique d'attente décidée jusqu'au 19 décembre 1947. Ce changement brusque d'attitude s'est produit dans la période où le parti communiste français devait tenir compte des impératifs qu'il avait reçus quelque part en Pologne, lors de la création du Kominform. D'ailleurs les syndiqués communistes ne cachent pas à qui veut bien les écouter dans le calme qu'ils avaient en vue, par le moyen de grèves précipitées, l'échec du plan Marshall en France et celui de la conférence des Quatre à Londres.

Le procès des syndiqués communistes est clair. Cela suffirait, pourrait-on penser, à justifier une rupture, dès l'instant que ces militants avaient le monopole des postes syndicaux et qu'ils étaient décidés à le conserver coûte que coûte. Ici apparaît le cadre exact des causes physiques énoncées par Chambelland.

Je ne contesterai nullement les sévices qui furent exercés sur les militants F. O. et autres par les ex-unitaires. Je ferai simplement quelques réserves sur le caractère d'universalité qu'on peut être tenté de leur attribuer.

Je ne contesterai pas davantage le truquage de certaines consultations syndicales. Il est bien dans la tradition du centralisme « démocratique » des fanatiques du P. C. F. mais *ces causes physiques*, si objectives soient-elles, ne doivent pas tenir toute la scène de la scission. Des mobiles politiques existent bel et bien dont les ex-unitaires n'ont pas le monopole. Les leaders de F.O. voudraient les laisser dans la coulisse. Les rédacteurs du « Populaire » sont apparus d'ailleurs comme les meneurs de ce jeu. Devons-nous à notre tour nous associer à cet exercice ?

Sans doute le fait, pour les ex-unitaires, d'avoir transgressé la décision du C. C. N., selon laquelle aucun mode d'action relatif aux revendications ouvrières ne serait défini avant une consultation générale des travailleurs, plaçait-il les militants F. O. dans une excellente position de résistance.

Mais doit-on oublier qu'au cours du C. C. N. du 13 novembre, Jouhaux fit une intervention en faveur du plan Marshall, conformément à une décision prise par les adhérents de Force Ouvrière lors de leur conférence du 10 novembre ?

Au surplus, les leaders de Force Ouvrière plus ou moins solidaires du parti S. F. I. O. ne commencèrent-ils pas leur résistance au moment même où ils eurent connaissance de la création du Kominform ?

Simple coïncidence peut-être, mais le mouvement politique de la Troisième Force (parti S. F. I. O., M. R. P. et quelques radicaux) ne prenait-il pas forme à cette époque et ne prêchait-il pas le civisme aux classes laborieuses ? Dira-t-on dans ces conditions que Capocci et d'autres camarades de la tendance F.O. s'élevaient contre la grève générale dans l'unique souci de battre en brèche la tactique des ex-unitaires ?

Je me rappelle le temps, pas si lointain, où les « jeunes turcs » de F. O. étaient parmi les protagonistes, à juste titre d'ailleurs, des grèves corporatives. Il n'était plus question de cela en novembre et décembre 1947, alors que la situation des salariés n'avait jamais été aussi déplorable depuis la libération.

« Grève corporative d'accord, mais pas de grève politique » disaient en substance Capocci et ses amis. Fort bien, pourquoi alors les leaders de F.O. ne tirèrent-ils pas les *conclusions logiques* de l'échec de la grève générale lancée par les chefs ex-unitaires ? N'était-il pas évident que la révolte manifestée par la plupart des syndiqués à l'endroit du but d'une action et de l'opportunité de cette action mettait en cause toute la gestion antérieure et actuelle de la C. G. T. ?

On était en droit d'attendre une mise en demeure de la tendance la plus représentative de l'opposition. Il appartenait donc aux représentants de F. O. d'envoyer une lettre au bureau confédéral tendant à réclamer la convocation d'un congrès extraordinaire de la C.G.T.

A l'ordre du jour de ce congrès devaient nécessairement figurer :

la révision de la charte d'unité de 1936 ;
l'orientation de l'action syndicale ;
le renouvellement des cadres syndicaux.

Il va de soi qu'au préalable, des assises extraordinaires auraient été tenues à tous les échelons de notre monde syndical.

Las ! nous avons vu les adhérents de F. O. faire sécession sans crier gare neuf jours après la fin de la grève générale. Pourquoi cet empressement ?

Sans doute les militants de base F. O. étaient-ils excédés. Dans la chaleur des luttes physiques qu'ils soutinrent contre les syndiqués staliniens, les gars des mines du Nord et de la S. N. C. F. rallièrent à leur proposition de scission la quasi-totalité des participants à la conférence nationale du 19 décembre. Jouhaux tenta de temporiser. Il dut s'incliner devant la menace d'un départ important dans l'autonomie.

A première vue la décision prise semble être la conséquence d'une réaction non équivoque des militants de la base.

Mais il convient de prêter attention au fait que ces militants représentaient une *fraction organisée*, qu'au surplus la scission avait eu ses ardents défenseurs à la conférence nationale du 10 novembre. Enfin, si Jouhaux a échoué dans ses efforts de temporisateur, nous ne saurions passer sous silence le travail discret et tenace des autres leaders syndicaux en faveur d'une rupture d'avec la C. G. T.

Nous nous trouvons donc en présence d'une action fractionnelle dirigée par certains chefs. Les *causes physiques* de la scission sont dès lors mises à leur véritable place qui est modeste. Comment en effet ne s'imposerait pas à l'esprit un rapprochement entre le départ précipité du 19 décembre et les appels à la paix sociale du gouvernement où figurent précisément des membres de la S. F. I. O. ? Oublierons-nous qu'un délégué yankee était chargé à cette époque de recueillir en France des renseignements politiques, économiques et sociaux dans le but d'éclairer ses concitoyens congressistes lors du vote du plan Marshall ?

Comme je l'écrivais récemment à Monatte, la fraction F. O. a battu précipitamment en retraite aux clairons de la Troisième Force et sous l'œil de l'observateur-stratège Foster Dulles.

Mon jugement sur la nature de la scission intervenue ne peut être que défavorable. La rupture est le fait d'une fraction marquée politiquement. Et ceci pose là question de savoir si malgré cette tare originelle, les principes essentiels du syndicalisme et les conditions d'une véritable démocratie syndicale auront des chances de s'imposer dans la nouvelle centrale.

⁂

Certains camarades font justement remarquer la présence de syndicalistes purs au sein de F .O. Cette situation n'a rien d'insolite, car dès la libération F.O. fut le seul refuge important des oppositionnels de la C.G.T. Il importerait donc aux syndicalistes purs qui ne l'auraient déjà fait de gagner au plus tôt les rangs de la nouvelle centrale et de s'employer à entraîner avec eux le plus grand nombre de syndiqués. Ainsi la fraction réformiste, qui jusqu'à présent tient en main le groupe central F.O., devrait compter avec les ardeurs d'un syndicalisme révolutionnaire renaissant. Il s'ensuivrait un retour aux principes essentiels du syndicalisme. Il serait possible de fixer dans les statuts les conditions d'une véritable démocratie syndicale.

(1) R.P. Janvier 1948.

Dans le domaine de la théorie, cette tactique paraît séduisante. Mais les réalités l'écaillent chaque jour davantage.

En effet tout se passe comme si les nouveaux venus devaient passer par la porte étroite.

Ils sont au préalable soigneusement encadrés par les militants de la fraction F. O. Il faut faire serment d'allégeance à la nouvelle centrale avant d'entrer. Les syndicats scissionnistes de la première heure sont maintenant fixés sur ce point ; rappelons-nous les marchandages sordides qui ont précédé et suivi le protocole d'accord établi le 31 décembre entre le groupe central F. O. et le comité de coordination des syndicats autonomes. Ceux-ci remettent continuellement en cause l'accord laborieusement mis sur pied au sommet des deux organisations. N'en a-t-il pas été ainsi tout récemment au sein de la Fédération syndicaliste des cheminots ? Le syndicat autonome de la traction du métropolitain veut conserver son indépendance. Le journal « Combat » annonce le même fait en ce qui concerne le syndicat national des commis et agents des P.T.T., etc.

Question de personnes dira-t-on ! N'est-ce pas significatif ?

Dans un monde syndical qui a pris l'habitude de ses fonctionnaires inamovibles, les leaders F. O. connaissent le prix de la présence. Aux yeux des adhérents actuels et à venir ils veulent être le symbole d'une scission soi-disant rénovatrice. Si ce but est atteint, et il le sera, ils mettront toute résistance dans leur poche. D'ailleurs ils sont aidés dans leur entreprise par une décision de la conférence nationale du 10 novembre, selon laquelle les militants F. O. devaient se porter aux postes responsables de la C. G. T. La scission ne change rien aux dispositions prises à cet effet. Elles sont tout simplement appliquées à la nouvelle centrale.

Sans doute les syndicalistes purs ne se heurteraient-ils pas dans la C. G. T.-F. O. à une obstruction du type stalinien. Je ne doute pas qu'un minimum de démocratie présidera aux débats de la jeune confédération. Mais l'expérience montre qu'il faut se garder davantage des benoîts fonctionnaires syndicaux.

Le problème n'est pas là. Il convient mieux de se demander si les syndicalistes révolutionnaires sont présentement assez nombreux en ce pays pour influencer efficacement la nouvelle centrale. Il nous faut répondre négativement. Cette constatation serait sans importance s'il s'agissait de se mesurer avec le réformisme classique d'avant la guerre 1914-18. Ne perdons pas de vue en effet que le syndicalisme est un mouvement et qu'il doit accepter tous les courants d'opinion s'ils se réclament de préoccupations syndicales. Le réformisme actuel n'est pas dans ce cas. Jouhaux et Frachon l'ont soutenu au congrès confédéral de 1946 sous le vocable de syndicalisme progressiste. Nous savons qu'il est le signe d'une collaboration étroite avec les gouvernements et avec les partis. Pour Frachon il s'agit du P. C. F., pour Jouhaux du parti S. F. I. O. Je sais bien que Jouhaux et ses amis se défendent de cette accusation. Il demeure que tout devait rapprocher le réformisme syndical classique du réformisme du parti socialiste. Un premier tournant apparut à cet égard avec la *tendance réaliste*. Le syndicalisme progressiste axé pour partie sur le programme de la S. F. I. O. achève l'évolution (2).

C'est donc contre une déviation du syndicalisme que les syndicalistes purs trop peu nombreux auraient à lutter dans la nouvelle centrale.

Cela est trop grave et mérite une extrême attention. Il faut poser la question : Les buts exposés dans la charte d'Amiens seront-ils repris dans la charte C.G.T.-F.O. ? Tous nos leaders syndicaux ont accoutumé de penser les problèmes économiques et sociaux en termes politiques. Ils ne croient plus à la magie émancipatrice du syndicalisme, à la réalisation du socialisme par les syndicats. Ils ne croient pas davantage à la puissance de l'action directe dans le règlement des conflits corporatifs et des conflits sociaux.

Lisons les statuts-types proposés par le journal F.O., du 1er janvier, aux organisations scissionnistes. Je ne sache rien de plus édulcoré, de plus anodin.

Dans un récent article paru dans la même feuille, Jouhaux estime que le fameux préambule de la charte d'unité (1936) est toujours valable, car, paraît-il, le mouvement syndical ne peut se couper des formations idéologiques du pays. Or Frachon utilisa les dispositions de cette charte pour justifier au congrès de 1946 certains actes de la C.G.T. (constitution d'une délégation de gauche, prise de position sur les referenda politiques, etc.).

Restent les conditions d'une véritable démocratie syndicale. Quelques-unes seront acceptées : vote à bulletin secret, non-cumul des mandats politiques et syndicaux. Sur ce dernier point rappelons le geste théâtral de Capocci. Quant à celles qui seraient de nature à briser le fonctionnarisme syndical, elles seront repoussées : limitation à 3 ou 4 ans des mandats consécutifs sans possibilité de réélection avant 2 ou 3 ans, création de postes de permanents en fonction des seuls besoins, décentralisation sur la base d'unions *régionales* et locales, la tenue de congrès régionaux permettant en effet d'alléger les ordres du jour des congrès confédéraux et surtout de ranimer la vie syndicale en dehors de Paris. Pour les mêmes motifs, nous pourrions enregistrer le refus d'une représentation proportionnelle des minorités.

On me rétorquera encore que je tiens pour négligeable l'ardeur déployée par les militants des groupes F. O. à la conférence nationale des 18 et 19 décembre. J'ai déjà dit ce que je pensais de ce dynamisme. Mais je dois insister. Les leaders du groupe central F.O. cherchent à user leurs militants. J'ai parlé d'une porte étroite. Voyez les cadres qui sont tracés aux lecteurs dans le journal F.O. Reviennent toujours les mêmes noms avec les mêmes idées : collaboration avec le gouvernement dans des organismes mixtes, acceptation du plan Marshall, etc... Il s'agit d'un pilonnage en règle. Noms, idées s'imposent peu à peu aux esprits. Ces noms, ces idées deviennent déjà indispensables.

Je tiens que la révolte du 19 décembre était une manifestation de colère contre les poings des staliniens, non contre une déviation du syndicalisme.

Je tiens que l'action des militants S.F.I.O. s'exerce aux échelons départemental et local avec une insistance au moins égale à celle des leaders du groupe central.

Je tiens enfin que pendant les longues années où les syndiqués ont perdu le contact avec les modes de pensée et de sensation spécifiquement syndicaux ils se sont laissés aller à prendre l'habitude de responsables politiques.

La colère du 19 décembre n'aura pas de lendemain. Les « jeunes turcs » s'épouvanteront eux-mêmes quand le moment viendra pour certains d'entre eux de prendre la barre.

Il y aura des joutes oratoires au congrès constitutif de la C.G.T.-F.O. mais je ne donne pas un liard de la résistance finale des soi-disant révoltés.

Au contact de leurs mustaphas, n'a-t-on pas lu récemment dans *F. O.* que Jouhaux demeure le « guide clairvoyant de la nouvelle centrale », les « jeunes turcs » primesautiers s'adouciront comme s'usent au pouvoir les révolutionnaires des partis, comme se sont usés les militants syndicalistes dans les instances gouvernementales.

Les syndicalistes purs, trop peu nombreux, s'useront à leur tour sans profit pour personne. La pire chose serait qu'ils se complussent dans une spectaculaire opposition verbale.

***

La résurrection du syndicalisme n'aura pas lieu dans la nouvelle centrale. Un seul espoir demeure : l'autonomie.

Il ne s'agit pas, à l'instar de nos camarades de la C.N.T. de construire un syndicalisme d'affinités sans support de masse. Se draper dans le dédain sous le prétexte que les syndicalistes purs forment une élite ne sera jamais notre fait.

Mais il importe de répéter sans cesse :

1° que la C.G.T. et la C.G.T.-F.O, sont deux con-

---

(2) Je conviendrai volontiers que le parti socialiste ne donne pas, à priori, des consignes à ses adhérents syndicalistes. Cependant, ceux-ci ne répugnent pas à lui demander conseil sur leur conduite à tenir dans la vie syndicale. Enfin je ne contesterai pas l'existence de militants révolutionnaires dans la S.F.I.O. Il s'agit pour nous de savoir s'ils ont confiance en un socialisme syndical.

fédérations politico-syndicales (3). En conséquence les syndicalistes purs et les non-organisés sur le plan politique n'y ont pas leur place ;

2° que les buts du syndicalisme, ses moyens d'action, ses conditions démocratiques doivent être sauvegardés ou, plus exactement, ramenés sur le plan des valeurs sociales, grâce à une centrale affirmant son autonomie par rapport aux disciplines extérieures.

Nous nous engagerions dans le domaine de l'abstraction et nous connaîtrions un isolement semblable à celui de la C.N.T. si un fait ne s'imposait à nos yeux : la C.G.T. perdit beaucoup de ses troupes au lendemain des événements de novembre et de décembre. Cet exode avait d'ailleurs commencé plus tôt. La presse quotidienne a estimé cette diminution de substance à 50 % des effectifs. Pourcentage exagéré sans doute mais il est certainement dépassé depuis le départ des gens de F. O. Est-ce à dire que les syndiqués en rupture d'adhésion ou les syndicats en position d'expectative rallieront la nouvelle centrale ?

Un courant d'enthousiasme ne s'est pas formé en faveur de F.O. Mais un courant existe déjà autour de l'autonomie : à la Fédération du Livre, à la Fédération de l'Enseignement, dans certaines fédérations de fonctionnaires. Les syndicats du Spectacle ont constitué une fédération syndicaliste indépendante. Le Syndicat national des journalistes s'est prononcé dans le même sens, etc.

Cela est patent, beaucoup de syndiqués se méfient de la C.G.T.-F.O. Les jeux politiques qui se sont donné libre cours dans les instances syndicales ont indisposé la grande masse des syndiqués. Peut-être est-ce là cette raison profonde de leur attitude durant les événements de novembre et de décembre. On peut craindre qu'ils n'aient aucune appétence pour les questions sociales. Tout permettait de le croire jusque naguère.

L'occupation, la guerre ont provoqué un repliement des individus. L'égoïsme s'est réveillé au point précis où il coïncidait avec l'instinct de conservation. Puis est venue la dictature morale et intellectuelle du stalinisme. S'imposa alors par la radio, dans les journaux et les meetings un unanimisme factice. Les syndiqués ont eu peur pendant 8 ans : peur de l'occupant, peur de la faim, peur du droit de cité de l'idéologie stalinienne. Ils se sont surtout débrouillés partout et en toute occasion. Etrange complexe, peu propice à l'épanouissement de la personnalité et à l'altruisme !

Il a fallu ce choc de novembre et décembre 1947 pour dissiper le charme maléfique. Les syndiqués sont désormais en position de penser et de sentir. Dans ce moment un choix se pose à eux. Cette foule incertaine de son destin accueillera, j'en suis sûr, le vrai langage syndical qu'elle a désappris ou qu'elle n'a jamais connu. Voilà cette masse des autonomes. C'est en elle que les syndicalistes purs doivent semer. Car rien maintenant ne donne ses chances au particularisme corporatif. Les revendications propres à chaque usine, à chaque administration sont dominées par la menace générale qui pèse sur tous les salariés. Rien de solide ne sera conquis dans les limites étroites de la corporation dans le temps où tout chancelle dans les domaines économique et financier. Les syndiqués les moins avertis, tous ceux qui ne dépassent pas encore le stade des revendications immédiates le sentent confusément. Ils sentent la nécessité de l'unité syndicale, mais ils veulent qu'elle soit réelle, non soumise à des caprices extérieurs.

Voilà le champ immense qui s'ouvre aux syndicalistes purs. Dans les circonstances actuelles, leur contact avec des compagnons peu avertis des choses syndicales est préférable au voisinage des sectaires de tous les partis. Ils auront l'oreille attentive de ceux-là. Ceux-ci leur opposeront un bréviaire politique.

Je sais que l'autonomie présente un danger. Celui du repliement dans des limites strictes. Les corporatistes y pousseront. Il ne s'agit pas des rares adeptes de la théorie de La Tour du Pin, mais de tous ces quémandeurs de petites revendications qui vont l'échine pliée et le regard humide vers les bureaux patronaux ou étatiques. Ils croient le temps venu des groupements de catégorie, des accolades paternalistes. Ici commence le dur travail des syndicalistes purs. Il leur revient de dire qu'aucune revendication particulière ne peut être menée avec force et décision si elle n'est pas éclairée par un idéal. Ils diront aussi que la *quête corporative* n'a jamais réussi à nos lointains aînés, pas davantage la collaboration avec le patronat et l'Etat.

Enfin, et ceci n'est pas négligeable, la formule de l'autonomie devrait être défendue avec ténacité partout où il apparaîtrait que l'éparpillement des effectifs nuirait, dans l'immédiat, au standing de la corporation.

⁂

Ai-je été assez convaincant ? Le fait de l'autonomie existe déjà. Il ne saurait donc être question de reprocher aux syndicalistes purs de construire une Nième centrale syndicale. Aucune grande voix ne s'est élevée en faveur de l'autonomie et cependant des groupements autonomes se créent spontanément. L'erreur irrémissible serait de laisser ces organisations à leur particularisme. Les rassembler en fédérations là où cela n'est pas accompli, puis dans une confédération, telle est la tâche urgente.

Je ne crois pas à la magie du chiffre. Aussi le nombre des centrales ne me paraît-il pas revêtir en soi une quelconque importance.

Seules comptent les masses qui prennent pour symbole l'une des centrales. Ce sera le mérite des syndicalistes purs de réunir dans une confédération autonome la plus grande partie des salariés de ce pays; de vider peu à peu les centrales rivales de tous leurs éléments non politiques et de parler ensuite haut et clair. Tous les politiciens syndicaux, s'ils ne veulent être coupés du monde travailleur, devront finalement venir à résipiscence. Alors il y aura quelque chose de changé.

Certes, quand le syndicalisme s'est imposé autour de 1890, il avait affaire à sept ou huit groupuscules politiques se querellant entre eux. A l'heure actuelle, il est en présence de deux partis de gauche puissants et bien organisés, pourvus d'une base internationale. Malgré la méfiance dont ils sont l'objet ils défendront leurs positions. Qu'à cela ne tienne.

La Confédération générale autonome gagnera la partie, si elle sait éduquer des militants selon la doctrine syndicale, si elle ouvre largement sa presse à toutes les bonnes volontés. Peut-être verrons-nous les militants de parti prendre comme autrefois le chemin du socialisme syndical.

Le Comité de coordination des syndicats autonomes avait un rôle à jouer en dehors de la C.G.T.-F.O. Il n'est certes pas trop tard pour revenir sur un projet de fusion dépourvu de solides garanties. Quoi qu'il en soit la Ligue syndicaliste « Révolution prolétarienne » me paraît désignée pour se placer à la tête d'un mouvement qui s'impose.

Gaston LACARCE.

« Si nous voulons être libres, il faut que NOUS SOYONS NOUS-MEMES NOTRE POLICE et NOTRE ARMEE.

Se donner des gardiens, c'est se donner des maîtres. »

Extrait du mémoire présenté par les ouvriers français au Congrès de l'**Association Internationale des Travailleurs** (Genève 1866)

(La formule est empruntée à Benjamin Constant.)

---

(3) La C.F.T.C. n'est pas exempte de critique à cet égard. En outre elle subit une influence confessionnelle.

PROJET DE MANIFESTE
pour une confédération unique de tous les travailleurs

Les secrétaires de la section de la Loire du S.N. des Instituteurs ont lancé un manifeste pour l'unité.
Selon eux le syndicalisme ouvrier traditionnel avait, « après les beaux élans de foi qui présidèrent à sa naissance », établi une « coutume ouvrière... qui constituait la légalité d'une démocratie intégrale et directe et avait suffi longtemps à assurer l'unité du mouvement ouvrier : seule souveraineté des A.G., vote à main levée, délégation des pouvoirs pour le choix des responsables aux divers échelons des organismes de coordination. »
Mais le recrutement intensif de la C.G.T., la création de puissants syndicats, dont l'importance numérique des effectifs ou la répartition géographique des adhérents rendaient impossible la tenue d'A.G. uniques, imposerait une réadaptation des méthodes de la démocratie syndicale. Et les signataires du projet de manifeste sont amenés à mettre sur pied un ensemble de lois qui pourraient régler la vie commune des tendances et permettre leur « harmonisation » et l'unité.
D'où la formule : l'unité par une démocratie rénovée et réadaptée à la période actuelle.

Voici les principes de ce projet :

Premier principe

Le mouvement syndical est basé sur un double réseau organique : 1° *réseau géographique ; 2° réseau corporatif.*

Deuxième principe

A tous les échelons syndicaux de chacun de ces réseaux, le fonctionnement de l'appareil syndical est assuré par deux sortes d'organismes : 1° *Un organisme d'administration ; 2° Un organisme d'exécution.*

Troisième principe

Dès que l'on sort de la formule du syndicat local, au sein même de l'organisme d'administration on se trouve en face d'une double représentation :

1° Une représentation géographique ;

(Exemple des secrétaires cantonaux dans chaque département pour l'enseignement primaire) ;

2° Une représentation des courants d'opinion (membres élus sur des listes concurrentes, à l'organisme administratif.)

Quatrième principe

Les organismes d'administration sont : 1° pour le syndicat : le conseil syndical ; 2° pour le syndicat départemental : le conseil syndical à double représentation : a) secrétaires cantonaux ou locaux ; b) membres élus ; 3° pour le syndicat national : a) le conseil national composé des secrétaires départementaux ; b) la commission administrative composée de membres élus ; 4° pour la fédération : a) le conseil national fédéral composé des secrétaires des syndicats constituant la fédération ; b) la commission administrative fédérale composée de membres élus ; 5° pour l'union locale : a) le conseil local des syndicats composé des secrétaires des syndicats locaux; b) la commission administrative de l'U. L. composée de membres élus ; 6° pour l'union départementale : a) le conseil de l'U.D., composé des secrétaires des syndicats du département ; b) la C. A. de l'U. D. composée de membres élus.

7° Pour la C.G.T. :

a) le conseil national composé des secrétaires d'unions départementales et des fédérations ;

b) la C. A. de la C.G.T., composée de membres élus.

Cinquième principe

Tous les deux ans, à la même époque, au *suffrage universel* et direct à bulletin secret, sur des listes uniques ou des listes concurrentes à publicité électorale équivalente assurée par les directions en place à ce moment, tous les syndiqués confédérés de France élisent à la proportionnelle avec panachage autorisé leurs représentants (désignés sous le terme membres élus).

1° Au conseil syndical (éventuellement à la commission administrative de leur syndicat national) ;

2° A la commission administrative de leur fédération départementale ;

3° A la commission administrative de leur fédération nationale ;

4° A la commission administrative de l'union locale des syndicats ;

5° A la commission administrative de l'union départementale des syndicats ;

6° A la commission administrative de la confédération, en un vote unique, désignant suivant un système de bulletins et de collectage des votes approprié, au plus autant de candidats qu'il y a, au total, de postes dits de « membres élus » à pourvoir dans ces différents organismes, le même militant pouvant être évidemment candidat à plusieurs de ces postes.

Sixième principe

Les membres élus des commissions administratives, locales, départementales, fédérales ou confédérales sont membres de droit des conseils locaux, départementaux, fédéraux et confédéral correspondants.

Septième principe

Dès que sont connus les résultats des élections syndicales générales, les conseils syndicaux, les conseils locaux, départementaux, fédéraux et confédéral choisissent dans les majorités des conseils syndicaux ou des commissions administratives élus ou les camarades qui s'engagent à défendre les programmes de ces majorités leurs commissions exécutives, secrétaires et chargés de fonction permanente ou non. Les commissions exécutives délèguent au fur et à mesure de leurs nominations leurs représentants aux divers échelons des organismes de coordination pour la mise en place immédiate de ces organismes.

Huitième principe

Les congrès syndicaux prévus aux divers échelons syndicaux sont des organismes administratifs temporaires souverains, ainsi que les assemblées générales de base. Les uns et les autres ont tout pouvoir pour déterminer l'orientation syndicale et les modalités d'application dans le cadre des programmes des majorités élues, ainsi que les modalités d'applica-

tion des moyens d'action préconisés par voie de referendum par l'ensemble des adhérents.

Neuvième principe

Le principe du referendum est retenu pour la détermination des grandes lignes de l'action syndicale et pour la détermination des moyens d'action envisagés pour faire aboutir les revendications ainsi que la date approximative des mouvements revendicatifs, les dates exactes des mouvements restant fixées, pour que les mouvements gardent leur efficacité, par ceux qui sont chargés de la responsabilité et de la direction de ces mouvements.

Dixième principe

Nul syndiqué ne saurait être inquiété pour les opinions qu'il professe hors de l'organisation syndicale, nulle tendance syndicale ne saurait être inquiétée pour les publications qu'elle diffuse hors de l'organisation syndicale : « Servir la France, Vie Ouvrière, Force Ouvrière, Combat Syndicaliste, Syndicalisme chrétien, Ecole Emancipée, Ecole Laïque, Révolution prolétarienne, Front Ouvrier, Cahiers C.E.T.E.S., etc., etc. ! »

Une place proportionnelle à l'importance de chaque tendance affirmée par les élections, lui est réservée dans les organes correspondants à chaque échelon syndical sous le titre : « Tribune Libre ».

Jean GIRY, secrétaire général de la Section de la Loire.

Jean DUPERRAY, membre de la Commission nationale de révision des statuts des syndicats de l'Enseignement.

*
**

Personnellement, je ne suis pas du tout certain qu'une élection des commissions administratives de tous les organismes syndicaux assurerait une représentation plus fidèle de l'opinion des syndiqués. Car, malheureusement, tous les syndiqués n'ont pas une opinion bien établie sur les grands problèmes qui se posent au mouvement syndical ou sur la valeur, les aptitudes des candidats à la direction du mouvement syndical. Les défauts des consultations politiques ne risquent-ils pas de se retrouver dans des consultations syndicales organisées à peu près de la même manière ? Les courants d'opinion qui s'expriment ne constituent-ils pas, souvent, de simples réactions passagères et de circonstance, que des groupes organisés savent utiliser et faire dévier par des moyens qui faussent les consultations ?

Ne vaudrait-il pas mieux s'en tenir au système pour la nomination des seules C.E. des syndicats de base ?

Si la démocratie règne véritablement à la base, elle s'imposera au sommet. Il suffirait peut-être de prendre certaines mesures telles que la non-rééligibilité, le non-cumul des mandats, le mandat impératif des délégués aux congrès des U. D., des Fédérations et de la C.G.T., la limitation des prérogatives des dirigeants...

Mais ce qui a causé la scission et rend impossible l'unité, n'est-ce pas surtout l'apparition de ce fait nouveau : l'intervention d'un parti fortement discipliné en vue de l'application des directives des chefs d'un Etat impérialiste pour lesquels la fin justifie les moyens ?

Et la toujours possible intervention de ce parti qui exige de ses membres une obéissance totale, qui place l'intérêt du parti, c'est-à-dire celui de l'Etat impérialiste qui l'inspire, au-dessus de tout, pour qui tous les moyens sont bons pour assurer sa suprématie, n'est-ce pas le véritable obstacle à l'unité ? Et ne rend-elle pas illusoire toute réglementation démocratique ?

C'est mon opinion. Que les camarades signataires du projet de manifeste m'excusent de la donner en même temps que je signale leur texte qui m'est tombé par hasard entre les mains.

G. MASSON.

Importantes précisions

de la Fédération des P.T.T.

Nous donnons ci-après des extraits de la résolution sur l'unité prise par le Conseil national de la Fédération syndicaliste des P.T.T. (Force Ouvrière) des 29 et 30 janvier 1948 :

Le Conseil national :

Enregistre avec satisfaction l'attitude du Comité national des organisations autonomes qui, dès la cassure confédérale, subordonnant les préoccupations légitimes de tendance à l'intérêt syndicaliste, s'est rallié au « groupe central F. O. »

Souligne la nécessité d'étendre la collaboration ainsi assurée à toutes les organisations encore distinctes qui se déclarent attachées à l'indépendance du syndicalisme ;

Demande, en conséquence, au bureau provisoire de la C.G.T.-F.O., de prendre l'initiative de pourparlers avec la Confédération nationale du travail et la Confédération française des travailleurs chrétiens ;

Considère qu'un acte de justice doit être accompli en faveur de tous les militants éloignés de l'activité par une épuration syndicale conduite avec partialité, dans le seul but de débarrasser les syndicats des syndicalistes aptes à les défendre. La commission administrative provisoire de la C.G.T.-F.O., et les unions départementales devraient donc procéder à l'étude des dossiers remis à leurs syndicats ou à leur fédération par les militants faisant appel des décisions prises contre eux.

D'autre part, le conseil national de la Fédération syndicaliste des P. T. T. déclare que le succès de l'action de regroupement de tous les travailleurs dispersés par la conquête politique de la C.G.T. dépend essentiellement de la vigueur avec laquelle les militants responsables affirmeront et garantiront l'indépendance absolue du syndicalisme à l'égard du patronat, du gouvernement, des partis politiques, des églises et des confréries.

Aussi, le C. N. invite le bureau confédéral et la C.A. Force Ouvrière à rappeler à tous leurs membres comme à tous leurs correspondants que les prises de positions, officielles ou non, pour ou contre la troisième force, pour ou contre le R. P. F. constituent des manifestations politiques caractérisées que le syndicalisme renaissant ne saurait admettre.

...et de la Fédération des Travaux Publics

La Fédération des Travaux publics et des Transports a donné son adhésion à la C.G.T.-Force Ouvrière par une lettre dont nous tirons cet extrait :

Si tous les syndicats qui se sont prononcés ont manifesté leur impossibilité de rester à la C.G.T., ils nous ont par contre demandé d'être particulièrement vigilants en ce qui concerne l'indépendance de la nouvelle Centrale. Loin de se contenter de simples déclarations, ils entendent promouvoir toutes dispositions statutaires qui assurent la concordance des actes et des paroles.

Ils tiennent à proclamer que la C.G.T.-F.O. ne sera ni la Centrale d'un quelconque gouvernement ni le prolongement, sur le plan syndical, d'un parti politique.

Ils font connaître leur hostilité, à priori, pour toute adhésion à un mouvement de caractère politique lequel réunirait même plusieurs partis ; ils regrettent à cet effet que des militants à titre personnel donnent leur adhésion à de telles coalitions dont la dernière en date porte le nom de troisième force.

Ils entendent rester sur le terrain solide de l'économique, de préparation à la gestion par la classe des salariés des moyens de production, de la solidarité ouvrière tant nationale qu'internationale, à l'éducation sans cesse accrue de leurs mandats, à la libre détermination des travailleurs par leurs organisations professionnelles.

Pourquoi nous allons à Force Ouvrière

Un groupe d'instituteurs de la Loire a fondé un syndicat départemental Force Ouvrière, adhérant à l'Union départementale F.O. et à la C.G.T-F.O. Ce syndicat a été créé avant le referendum national, et contrairement aux affirmations répétées des staliniens, à tous les échelons, les instituteurs F.O. de la Loire n'ont pas l'impression d'être des scissionnistes.

On a fait beaucoup de bruit autour de la scission. En réalité elle ne date pas d'hier. Elle s'est manifestée dès l'automne dernier aux élections pour les caisses de S.S. La C.G.T. groupant 6 millions d'adhérents voyait beaucoup de ses candidats battus et un grand nombre d'abstentions. La scission a commencé à l'heure où les syndiqués ont été exclus parce qu'ils étaient anticommunistes. Elle a commencé à l'heure où les congrès sont devenus des messes avec solos et chorale orchestrés. Elle a commencé à l'heure où les syndiqués dégoûtés de la politique de certains dirigeants cégétistes, écœurés par les manœuvres, les injures, les moqueries, inquiets de voir le syndicalisme servir à des fins qui n'étaient pas les siennes, se sont retirés de la C.G.T.

Dans beaucoup d'usines, les timbres n'étaient plus pris. Aux aciéries de l'Horme par exemple les collecteurs n'osaient même plus passer. La scission, c'était déjà le désintéressement naissant de la base pour les affaires syndicales, ces abstentions massives dans les consultations, ces motions d'unanimité prises par 30 à 50 présents sur 300 à 500 adhérents. Et c'était la scission la plus grave qui puisse se voir, puisque les syndiqués quittaient l'action syndicale pour n'aller nulle part.

On a essayé de cacher cet état de fait sous les grands mots creux d'unité, de discipline. La décision de F.O. de créer une nouvelle centrale syndicale n'a été que la reconnaissance officielle d'une situation latente qui ne pouvait se poursuivre plus avant dans la confusion.

Le mouvement syndical a connu trois scissions depuis 1919. Bonissel dans l'*E.L.* montre parfaitement, par les textes, l'influence de la politique sur le syndicalisme. Une scission en 1922, une en 1939, l'autre en 1947. Toutes trois avec les mêmes causes. Toutes trois largement suffisantes pour prouver que toute cohabitation est impossible avec les communistes parce que, quelles que soient leurs affirmations, ils ne visent qu'à se servir du mouvement syndical pour la défense des visées de l'U.R.S.S. et de leur propre politique.

Nous pensons que les responsables de la scission sont ceux qui ont volontairement confondu C.G.T. et parti, et se sont appliqués à faire du syndicat un simple moyen de lutte pour la conquête du pouvoir. Ce sont ceux qui ont affirmé que la charte d'Amiens était « caduque » ou « dépassée », contre toute logique, en réalité pour se débarrasser d'une structure gênante qui ne permettait ni le noyautage ni les virages opportunistes nécessaires à un parti gouvernemental.

Nous pensons que les responsables de la scission sont les réformistes timorés, les nageurs perpétuels, ceux aussi qui on ne sait trop pourquoi révisent leurs idées chaque jour au point d'adorer aujourd'hui ce que, hier, ils avaient brûlé.

Les minoritaires ont manqué de combattivité. L'équipe dirigeante actuelle de Force Ouvrière est allée de concession en concession. Il fut un temps, proche encore, où Jouhaux et Frachon chantaient les mêmes hymnes ; et la seule opposition affirmée à la C.G.T. communisante fut celle des autonomes organisés. Ces mêmes autonomes se voient, aujourd'hui, abandonner seulement trois sièges à la direction de la centrale Force Ouvrière...

De toutes parts, on a mêlé le syndicalisme à la Résistance... On a laissé croire que les intérêts de la classe ouvrière se confondaient avec les intérêts de la France bien pensante et bourgeoise. Le plus grand des méfaits de la guerre dernière a été de supprimer l'esprit internationaliste, de remettre chaque prolétariat à l'intérieur de ses frontières étroites qui l'étouffent.

Mais quels que soient nos regrets et quelles que soient nos craintes, nous devons aujourd'hui voir la situation en face. La classe ouvrière est coupée en tronçons. Nous devons choisir. Nous ne croyons pas comme Valière du bureau national ou comme l'équipe de l'*E.E.*, ou comme les adhérents de la quatrième Internationale, qu'il soit possible de reconstruire démocratiquement la C.G.T., de la rendre « habitable » et d'espérer pour l'instant, à la C.G.T., d'autres moyens que ceux jusqu'alors employés. Il est ridicule de penser que le P.C. s'est emparé des postes de commande pour les abandonner et se dépouiller volontairement. On ne demande pas à un homme de se suicider ! Encore bien moins à un parti.

Dans la situation actuelle trois solutions s'offraient à nous. Rester à la C.G.T., aller à l'autonomie, rallier la C.G.T.F.O.

Rester à la C.G.T. ? Ce n'est plus qu'une succursale du P. C. Les grèves de novembre en ont apporté la preuve. On a tour à tour brisé ou déclenché les grèves. On les a arrêtées, on les redéclenchera demain pour des fins qui n'ont qu'un rapport lointain avec l'émancipation des travailleurs ;

Aller à l'autonomie ? Ce n'est ni durable ni souhaitable. Elle n'est même pas concevable syndicalement parlant. Etre pour l'autonomie, c'est vouloir revenir au corporatisme le plus pur, aux associations professionnelles. Ne voir les choses que sur le plan enseignement c'est regarder par le petit bout de la lorgnette. Les enseignants font partie des travailleurs organisés. Il ne faut pas voir seulement l'unité de *notre* fédération, mais également l'unité de la classe ouvrière tout entière.

L'essentiel est de limiter actuellement le morcellement, et je n'en vois pas les moyens dans la création d'une troisième tendance au moment où les autonomes ont rallié ou rallient F.O. Il est impossible d'ailleurs de nous voir ballottés entre les deux centrales, coupés du reste des fonctionnaires qui ont déjà choisi. Nous ne possédons pas les moyens d'imposer seuls nos revendications et la nécessité de nous faire appuyer par d'autres syndicats nous met dans l'obligation de rejoindre une des deux centrales. C'est pourquoi nous avons opté pour F. O.

Avant le referendum ? Oui, avant le referendum. Celui-ci n'a aucun sens ni aucune raison d'être. La fraction communiste du bureau national a déclaré qu'elle resterait à la C.G.T. coûte que coûte. Elle refuse (et elle refuse aussi dans la Loire) de suivre la majorité. Elle nous libère donc de toute obligation, de tout scrupule, car nous ne voyons pas pourquoi, au nom d'une unité ou d'une discipline à sens unique, nous aurions des renoncements que d'autres à l'avance refusent d'avoir.

Il est indispensable de sortir du double jeu. Si nous admettons parfaitement la nécessité absolue

de la souplesse dans l'action, nous rejetons l'opportunisme toujours dangereux et les revirements de certains stratèges qui se disent réalistes pour se justifier. La réalité est dans la fidélité à des principes de base, toujours valables dans une situation fondamentale inchangée, et ce sont ces principes que maintenant nous voulons préciser.

Nous affirmons que la Charte d'Amiens est tou-qu'il a ses buts, ses moyens, ses doctrines, son passé et ses espérances. Nous affirmons la nécessité absolue de l'indépendance syndicale et nous disons bien, *indépendance vis-à-vis des partis*, de *TOUS* les partis, et de *TOUS les gouvernements*. Le syndicalisme a deux buts. L'un immédiat : amélioration des conditions de vie des travailleurs, l'autre plus lointain mais plus profond puisqu'il est lié à l'éducation des syndiqués : émancipation totale des salariés, leur affranchissement de toutes les servitudes y compris les servitudes des partis. « La politique divise les hommes, le syndicalisme les unit » portaient autrefois certains murs de Bourses du Travail.

Pour éviter un noyautage toujours possible de la nouvelle centrale syndicale, nous demandons à tous les échelons, et nous établissons chez nous d'une façon précise, *dans nos statuts*, le non-cumul des fonctions syndicales et des fonctions politiques, quelles qu'elles soient, *rétribuées ou non*.

Le syndicalisme ne doit pas être non plus une hiérarchie bureaucratique de fonctionnaires de droit divin inamovibles et tabous. Nous demandons que les permanents ne puissent rester en fonction plus de quelques années consécutives et ne voient pas renouveler interminablement leur mandat de permanents.

Nous affirmons que le syndicalisme est majeur, jours valable. C'est pour l'avoir jugée caduque que l'on nous a conduits à une scission retentissante. A aucun moment, le syndicalisme ne doit subordonner son action à celle d'un parti, quel qu'il soit, et nous pensons à tous ceux qui assiègent les syndicats pour s'en servir : P. C., S.F.I.O., M.R.P., R.P.F. ou Trotskystes. A tous, nous voulons opposer une structure rigide, dans ses principes de base, et notre méfiance à l'égard de toute manœuvre politicienne.

Nous affirmons que la lutte de classes est la seule lutte possible des travailleurs, étant entendu qu'il ne saurait être question de remplacer la classe possédante actuelle par une bourgeoisie nouvelle de politiciens ou de techniciens. Sans nier l'importance des conversations, des entrevues, sans négliger tous les moyens de conciliation, nous croyons nécessaire de donner à la classe ouvrière la volonté de lutte pour des revendications précises, d'ordre professionnel ou touchant à sa vie même.

La grève reste l'arme ultime des travailleurs, étant entendu qu'à aucun prix elle ne pourra devenir une arme politique.

Nous n'obéissons à aucun mot d'ordre. Nous ne connaissons qu'une seule organisation, celle des travailleurs groupés dans leurs fédérations d'industrie.

Le bonheur des travailleurs est lié au premier chef au problème de la paix. C'est pourquoi nous sommes pacifistes. Bêlants dirons certains, utopiques diront d'autres. Nous laissons hurler, surtout quand ceux qui hurlent sont les mêmes qui après s'être dressés contre un mauvais Munich ont applaudi au pacte germano-russe et à la bonne vieille alliance de l'U.R.S.S. avec Hitler.

Nous voyons bien la réalité. Nous savons que les blocs se constituent et que nous sommes bien faibles dans la balance des nations. Mais le fait qu'une idée soit étouffée ne prouve pas qu'elle soit fausse. L'orage aussi est inévitable et l'on ne prend pas pour cela parti pour l'orage. On le subit sans le juger nécessaire. On ne choisit pas entre la peste et le choléra. On en souffre. Nous savons qu'il y a l'U.R.S.S. et nous savons qu'il y a l'Amérique et nous affirmons que le problème de la paix n'est ni d'un côté ni de l'autre parce que l'un et l'autre sont des capitalismes.

Avec la pleine conscience de notre petitesse, avec la certitude que demain nous donnera raison, nous affirmons que la paix n'est pas fonction des conférences ou de la diplomatie, mais ne peut être que l'œuvre des travailleurs du monde quand ils cesseront de penser national comme ils ont cessé de penser communal. A l'heure où cette idée paraît follement ridicule, dans un monde férocement nationaliste, nous affirmons que l'internationalisme prolétarien peut seul faire reculer la guerre.

Instituteurs, nous attachons un prix énorme à la liberté de pensée, c'est pourquoi nous sommes laïcs. Nous savons que la C.F.T.C. essaie aussi de noyauter le mouvement syndical au profit de l'épiscopat. Nous connaissons plus que quiconque les manœuvres de l'Est et de l'Ouest de la France, et nous affirmons une fois de plus que seule la nationalisation de l'enseignement et la gratuité absolue à tous les degrés peuvent mettre un terme aux luttes sourdes, à la coupure de la jeunesse de France, à la mainmise du clergé sur les rouages d'Etat. La religion est une chose, l'Ecole en est une autre et nous refusons tout compromis avec les milieux cléricaux, déclarés ou cachés.

Nous allons a F.O. parfaitement conscients des dangers qui menacent la Centrale nouvelle.

Jouet de l'Amérique, foyer d'anticommunisme, soutien de la réaction, arme syndicale aux mains de la S. F. I. O. Voilà quelques épithètes généreusement distribuées à la nouvelle confédération. Certes nous savons que beaucoup rôdent autour pour en faire une chose docile. Nous voyons les rires des réactionnaires devant la scission de la classe ouvrière. Nous sentons la joie de ceux qui déjà pensent faire de la C.G.T.F.O. une petite organisation douce et souple avec quelques fonctionnaires qui auraient fait leurs preuves. Nous ne pouvons empêcher qui que ce soit de faire des rêves.

Mais nous entrons à la C.G.T.F.O. avec l'esprit syndicaliste révolutionnaire, bien décidés à y sauvegarder jalousement les principes d'orientation qui nous sont chers. Nous y ferons tout bonnement du syndicalisme.

Nous allons à la C.G.T.F.O. parce que nous pensons que la lutte y sera possible. Nous n'y serons les instruments de personne, si ce n'est les instruments de notre propre libération. Nous n'attendrons notre salut d'aucun sauveur providentiel, d'aucun parti, d'aucun gouvernement, car nous pensons, avec les syndicats de l'époque glorieuse, « que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

FRANC.

Bien que l'influence des réformistes et des staliniens l'ait fait oublier depuis longtemps, le socialisme c'est la souveraineté économique des travailleurs et non pas de la machine bureaucratique et militaire de l'Etat.

Simone WEIL.

Le Manifeste a cent ans

(SUITE et FIN)

IV

Un intellectuel

Les braves tailleurs de la Ligue des Justes n'étaient pas des savants. « Je ne crois pas, écrit Engels (loc cit) qu'à cette époque il y ait eu dans toute la Ligue un seul homme ayant jamais lu un livre d'économie politique. »

Il est naturel que certains d'entre eux aient vu là une infériorité et aient tenté d'y remédier en recrutant un savant.

« Accessible aux idées théoriques » et « diplomatené », c'est Moll qui se chargera de l'opération. Cela encore est naturel.

Le jeune docteur en droit auquel il s'adresse a, par contre, lui, tout lu. A moins de trente ans, en philosophie allemande, en droit, en économie politique, l'étendue de sa lecture est de tout premier ordre. (1)

C'est, dans tous les sens du mot, un *intellectuel.*

Une intelligence dominatrice

Mais il ne suffit pas de dire qu'un homme est un intellectuel, ou une intelligence (ce qui n'est déjà pas la même chose), ou simplement qu'il est intelligent.

Il faut dire de quelle sorte d'intelligence il s'agit, car les tempéraments intellectuels sont multiples.

Marx est une intelligence *de type dominateur.*

Cela doit s'entendre, d'abord, dans le sens qu'a le mot dans l'expression « dominer la question », c'est-à-dire la posséder complètement, avec ses tenants et ses aboutissants.

Le besoin est très net chez Marx.

A dix-neuf ans — il a six mois d'études de droit — il essaye « *une philosophie du droit qui rende compte de cette science d'un bout à l'autre* ». (Lettre à son père ; 10 novembre 1837). Et, quand il dit « bout », vous entendez bien qu'il n'y a pas de bout et que l'étude est nécessairement précédée d'une « *Métaphysique du droit* ».

En ce bout des choses qui n'est nulle part, Marx rencontre naturellement la philosophie de Hegel. Il est du Club des docteurs, de Berlin ; tous hégéliens.

Mais comment « dominer » l'hégélianisme ? La difficulté n'est pas que Hegel, qui vient de mourir, est considéré en Allemagne comme un véritable géant, comme une espèce de Platon. Marx se sent de taille à dominer un géant ! Mais, commencement et fin de toute chose, l'hégélianisme ne se laisse pas plus encadrer que l'infini. Alors, Marx en prend le contre-pied. Là où Hegel fait la synthèse matière-idée en appuyant sur *idée*, Marx proclame « matière ! »... De là l'aspect si particulier du « matérialisme » de Marx. (2)

A vingt-cinq ans, avec l'échec de son quotidien, la *Gazette rhénane*, Marx s'aperçoit qu'il existe un domaine dans lequel ses études ne l'ont jamais fait pénétrer et qu'il ignore complètement : c'est le monde des idées socialistes. Lacune fâcheuse pour un journaliste politique !... Quelques trimestres après, il a un *système complet* du mouvement ouvrier — système d'explication et de pratique — qu'il lui faut imposer au mouvement ouvrier.

L'intolérance de Marx

Oui, *qu'il doit imposer*, car l'intelligence de Marx n'est pas *dominatrice* seulement au sens particulier que nous venons d'envisager, elle l'est encore *au sens ordinaire.*

Marx sera toujours d'une intolérance totale.

> « *A trente ans, dit Karl Schurz (cité par Otto Ruhle (loc cit), Marx était un homme trapu, solidement bâti, attirant tout de suite l'attention par son front large, sa crinière de charbon, sa grande barbe, ses yeux noirs et brillants. Il avait la réputation d'un savant très remarquable dans sa spécialité, et, comme je ne savais pas grand-chose de ses théories et de ses découvertes dans le domaine de l'économie sociale, je brûlais de recueillir les paroles de sagesse qui tomberaient de cette bouche célèbre. Cette attente fut étrangement déçue. Ce que disait Marx était sans doute substantiel, logique et clair; mais je n'ai jamais vu un homme d'une arrogance d'attitude aussi blessante, aussi insupportable. Dès qu'une opinion s'écartait quoi que ce fût de la sienne, il ne lui faisait même pas l'honneur de l'examiner. Si quelqu'un le contredisait, il le traitait avec un mépris qu'il dissimulait à peine. Quand un argument lui déplaisait, il y répondait soit par une ironie cinglante pour la pitoyable ignorance dont on faisait preuve en le servant, soit par des soupçons injurieux sur les mobiles de celui qui l'employait. Je me souviens encore du ton de dédain tranchant, j'aimerais pouvoir dire du ton de vomissement, avec lequel il prononçait le mot « bourgeois »; c'était de bourgeois qu'il traitait toute personne qui se permettait de le contredire...* » (1)

---

(1) Mais il n'en va pas de même dans le domaine des sciences. En 1909, Georges Sorel osera écrire : « Marx n'était pas pénétré de l'esprit scientifique du XIX[e] siècle. » (Préface au « Karl Marx » d'A. Labriola.)

(2) Appliqué aux sociétés humaines, comme à d'autres domaines, le matérialisme n'existe qu'à la condition d'être **pratiqué.** Il est une conclusion qui surgit alors, toute seule, de l'aperçu des relations des phénomènes. Dans sa **Géographie Economique,** Horrabin **montre,** dans l'évolution des sociétés humaines, un double jeu d'influences : celles des conditions naturelles et celles du développement technique. Si l'auteur se contentait d'affirmer ces influences, ce ne serait pas du matérialisme. Pour prendre exemple d'un autre auteur connu des lecteurs de la R. P., Lefebvre des Nouettes montre les conséquences sociales de progrès techniques d'apparence mineure (collier de poitrail, gouvernail d'étambot, moulin à eau, — lequel a permis la disparition de l'esclavage). C'est du matérialisme.

Or **Marx ne fait rien de semblable.** Il ne pratique pas le matérialisme, il l'affirme. Son matérialisme garde ainsi un aspect philosophique. Sa matière est une catégorie hégélienne.

De même, nous l'avons vu, alors que pour les ouvriers « socialistes » de l'époque, la classe ouvrière est quelque chose de très concret, puisqu'ils la constituent eux-mêmes, pour Marx, le prolétariat reste une catégorie nécessaire.

(1) Dans le **Manifeste Communiste,** Proudhon est un « bourgeois », les fouriéristes et owénistes, des « utopiques » (Owen ! Le fondateur, en 1833, de la grande **Trade Union** nationale, pour la conquête, par la grève générale, de la journée de huit heures !) Tous les autres sont « petit-bourgeois », « réactionnaires », « féodaux », ou « conservateurs ». Quant aux socialistes allemands, ils sont remplis d'« **insanités philosophiques** » et on nous fait bien comprendre que ce sont des imbéciles.

Otto Ruhle explique cette extraordinaire intolérance de Marx par son mauvais état de santé.

C'est très insuffisant.

Il y a tant de gens qui assimilent mal, ou qui ont des furoncles !

L'intolérance tient, d'une part, à *la passion* qui anime Marx. A côté de l'élément intellectuel, les idées de Marx comportent une *charge passionnelle manifeste*. (Le désir de propager une idée s'accompagne forcément de passion, quand la déduction n'est pas rigoureuse.)

D'autre part, un homme dont l'intelligence est de type dominateur ne détache pas facilement ses idées de sa propre personnalité. Il lui est difficile de les confronter sur un plan seulement intellectuel avec les déclarations d'autres personnes. Il lui est difficile, par exemple, de se réjouir s'il trouve ses idées exprimées par d'autres humains que lui-même.

La passion pour les idées qu'il a émises devient ainsi, chez l'intellectuel de type dominateur, une *passion personnelle* (1).

Et le grand homme devient intolérant non seulement aux idées qui s'opposent à la sienne, mais encore, et surtout, aux personnalités qui disent à peu près la même chose que lui.

Proudhon, de Schweitzer, Liebknecht, Bakounine, Lassalle : Marx les combattra tous.

Qu'on ne dise pas que c'est à cause de tel ou tel point doctrinal.

La vraie raison, Engels la donne dans une lettre à Marx : « Il est effrayant que ce bonhomme » (Lassalle, l'organisateur du prolétariat allemand) « *se fasse une position dans le mouvement.* »

La vraie raison est que Marx ne pouvait supporter dans le mouvement d'autre personnalité marquante que la sienne. (2)

Ça a commencé avec Proudhon.

En 1846, Proudhon avait publié ses « *Contradictions économiques ou philosophie de la misère* ». Marx répond par « *Misère de la philosophie* », mauvais jeu de mots qui donne à peu près le ton de l'ouvrage : un éreintement méchant — ou plutôt féroce — mesquin et, finalement, peu convaincant.

Que s'était-il donc passé ?

Rien que de bien facile à reconstituer.

Marx, 26 ans, qui vient d'élaborer son système, fait un séjour à Paris. Pour la première fois, il voit des socialistes et, notamment, Proudhon qui, aux environs de la quarantaine, a déjà une petite célébrité.

Naturellement, Marx cherche à conquérir Proudhon à son système, qu'il lui expose « à longueurs de nuits ».

Proudhon a l'esprit vif. Il pige, ou croit piger et, peu de temps après, sort un bouquin.

Le titre seul dudit bouquin montre l'influence des séances nocturnes avec Marx : « *Contradictions économiques* ». Cette idée que, du moment qu'il y a contradiction, celle-ci sera résolue, est-ce que n'est pas de l'hégélianisme approché ? Et est-ce que Proudhon serait allé chercher cela tout seul ?

Il y a encore, dans ledit bouquin, l'économie anglaise, que Marx vient de découvrir. Il y a des citations d'Adam Smith, qui sont d'ailleurs, de beaucoup, les lignes les plus solides du livre.

Il y a enfin une chose que Marx ne pouvait pas pardonner : la prétention de faire un « socialisme scientifique ». (Le mot est là, vingt ans avant *le Capital.*)

L'ambition de Marx (qu'il ne réalisera d'ailleurs pas) est précisément de faire pour le socialisme une œuvre comparable à celle que Smith et Ricardo — ces Lavoisier de l'Economie — viennent d'accomplir pour l'Economie, sans préoccupation politique. Selon *toute vraisemblance*, l'expression de « socialisme scientifique », imprimée par Proudhon, a été prononcée d'abord par Marx.

Et Marx considère que tout ce qui se rapporte à ce domaine lui appartient en propre.

On a retrouvé, dans les papiers de Proudhon, son exemplaire de « *Misère de la philosophie* ».

Les notes crayonnées en marge disent : « Mais justement ! ». « Mais je dis précisément cela ! », « Quel homme ! », « En vérité Marx est jaloux ! »

Et c'est précisément cela ! (1)

« Marx », dit Otto Ruhle, qui a, d'ailleurs, une admiration adorative pour le marxisme, « Marx n'était pas un joueur d'équipe...

» Il ne pouvait être fécond qu'au premier rang.

» *Il ne pouvait se battre que comme général en chef...* »

Les ouvriers de la Ligue des Justes avaient souhaité recruter un théoricien.

Moll leur avait fourni un *maître*.

Vivre de l'intelligence

« Intellectuel », Marx l'est encore socialement, c'est-à-dire au point de vue des moyens d'existence.

A partir de 48, il vit à Londres.

Il est dans une grande pénurie.

Mais de l'âge de trente ans jusqu'à la mort, pendant ces trente-cinq ans où il ne subsistera pratiquement que de l'aide d'Engels, il y a une idée qui ne viendra jamais dans cette tête à philosophie : *travailler*, — du moins dans le sens où les prolétaires emploient ce mot, c'est-à-dire travailler pour gagner sa vie.

---

(1) « Marx est personnel jusqu'à la folie », écrira Bakounine dans une lettre aux Internationaux de Romagne. « Il dit « mes idées » et ne veut pas comprendre que **les idées n'appartiennent à personne** » (c'est moi qui souligne, parce que c'est très beau) « et que si l'on cherchait bien on trouverait sûrement que les meilleures et les plus grandes sont précisément le produit du travail instinctif de tous... » « Marx n'a abominé Proudhon que parce que le grand nom de cet homme et sa juste réputation semblaient lui porter préjudice. Il n'est rien de laid qu'il n'ait écrit contre Proudhon. »

(2) Il n'y a qu'une exception, Engels. Mais, précisément, celui-ci avait adopté le seul comportement qui pouvait le faire tolérer : traiter Marx en maître absolu. Activité intellectuelle et politique, travail, argent, tout d'Engels est pour Marx.

Un médecin naturiste, le Dr Carton, signale l'existence de personnalités « vampiriques » pour d'autres personnalités. Un certain « vampirisme » a joué de Marx à Engels. Madame Engels mère n'avait pas tort de s'en inquiéter.

(1) Ah les jalousies d'auteurs !

Fribourg (loc cit) nous raconte la fête qui suivit la conférence de Londres de 1865 :

« ...A St-Martin's Hall, un thé suivi de discours, de chants républicains, et terminé par un bal, fournit aux Parisiens une occasion de connaître de plus près les hommes du Conseil central.

« **Pendant que Varlin et Limousin faisaient danser les deux jeunes filles de Karl Marx, celui-ci racontait à Tolain et Fribourg comment il avait voué une haine profonde à P.-J. Proudhon pour ses opinions anticommunistes ; comment au chapitre de ce philosophe la** Philosophie de la misère, **il avait victorieusement répondu par son livre** Das Kapital, **chap.** des Misères de la philosophie ».

A la lecture de ce passage, Marx aura certainement, une fois de plus, traité d'ânes les ouvriers parisiens. Mais, moi, je me tiens les côtes ! Epatant le camarade qui est tout prêt à croire au **chapitre des chapeaux.** Et chapitre qui serait paru dans un bouquin qui ne paraîtra que deux ans plus tard !

...Fribourg, graveur décorateur tout pénétré de proudhonisme, **n'a donc pas lu Proudhon.** Est-ce que des constatations de cet ordre ne devraient pas aider les écrivains à ne pas mettre de hargne dans leurs différends ?

Engels, qui, lui, travaille dur dans l'usine de son père à Manchester, casque, casque sans arrêt pour son ami. « Quinze livres », « dix livres », « cent livres » accompagnent toutes les lettres d'Engels. Ce sont des livres or, et ça fait une vraie petite fortune. (A cette époque, une demi-livre quotidienne constituait un beau salaire.)

Mais les finances de Marx, dit Otto Ruhle, « défient tout assainissement ». Et, avec ça, sa femme accouche sept fois ! (1)

Marx ne s'accommode pas trop mal de la situation. « Il est vraiment écrasant pour un homme », écrit-il à l'inlassable ami, « de passer la moitié de sa vie dans la dépendance des autres. Je ne trouve de réconfort qu'à me dire que *nous formons une société de commerce* (!!) *dans laquelle je fournis la partie théorique.* » (!!!)

« *Qui sert à l'autel doit vivre de l'autel* » disent, ainsi, les ecclésiastiques ! (2)

Par contre, l'homme qui s'avise de réclamer à Marx ce que celui-ci lui... doit est un homme qui ne comprend rien au fonctionnement de la société telle qu'elle devrait être ; et, pour tout dire, un être immoral.

« La dernière somme que tu m'as envoyée, augmentée d'une livre empruntée, m'a servi à payer la note de l'école qui eût été double en janvier. Le boucher et l'épicier m'ont obligé à leur signer des papiers... Je dois à mon propriétaire et à la marchande de légumes, au boulanger, au marchand de journaux, au laitier et *autres canailles* que j'avais adoucies par des acomptes à mon retour de Manchester... »

Une autre fois :

« ...Tu dois être fort à sec. Il faut pourtant que je te demande de m'envoyer encore quelque chose d'ici lundi. Je suis obligé d'acheter du charbon et des vivres et le marchand me refuse tout crédit ; je reste quand même forcé d'acheter chez *ce saligaud*, au comptant, tant que je ne lui aurai pas remboursé intégralement ce que je lui dois, si je ne veux pas qu'il porte plainte. »

Pourquoi je cite ces textes ?

Ce n'est pas par plaisir de remuer ce qui n'a guère bonne odeur.

C'est pour montrer combien l'*intellectuel* Marx est à l'antipode de l'ouvrier. Car il y a une *honnêteté ouvrière* à l'époque dont nous parlons, — et même, n'est-ce pas ? aujourd'hui... Par exemple, les bronziers parisiens ayant été en grève en 1867 ont, après le succès du mouvement, tenu à *restituer intégralement* les sommes qu'ils avaient reçues, de divers côtés, à titre de solidarité et, notamment les 2.000 francs de l'Internationale, dont l'effet psychologique avait été décisif.

Le bohème Marx en arrive même, semble-t-il, à considérer que ce qui fait l'ouvrier, ce n'est pas le travail créateur, mais... la purée.

> « *Tu sais que j'avais à payer, le 23, 31 livres 10 shillings au vieux Bamberger, et, le 16, 10 livres à Stiebel sur présentation de leurs effets. Je m'étais d'abord adressé à ma belle-mère, par l'entremise de ma femme. On nous a répondu qu'Edgar avait été réexpédié à Mexico avec le reste de l'argent de Jenny et que je ne pouvais pas en toucher un centime. Peper m'a aidé à payer les 10 livres du 16 à Stiebel. Quant à Bamberger, je n'ai pu que lui établir des traites... Or ma mère me déclare positivement qu'elle laissera protester tout billet qu'on tirera sur elle. Je dois donc attendre le pire le 21 avril du vieux Simon Bamberger, car il est complètement furieux. Pour comble, ma femme vient d'accoucher. Sa délivrance s'est opérée très facilement. Mais maintenant elle est fort bas pour des raisons plus bourgeoises que physiques. Avec cela pas un centime à la maison, mais en revanche, pas mal de factures du boucher, du boulanger, etc. Tu avoueras que la sauce est assez bien fournie et que je suis plongé jusqu'aux cheveux dans le bourbier petit-bourgeois. Et, avec ça,* on vous reproche encore *d'avoir exploité l'ouvrier ! Et de chercher la dictature ! Quelle horreur ! Et ce n'est pas tout. L'industriel qui m'a prêté à Bruxelles vient me réclamer son argent parce que sa métallurgie ne marche pas. Tant pis pour lui. C'est un monsieur avec lequel je ne peux pas être juste.* »

(1) **Il y a tout de même une occasion où Marx paraît presque dépanné. Dana, socialiste allemand émigré en Amérique et devenu directeur du New York Tribune, demande à Freyligrath des articles de politique européenne. Celui-ci répond de s'adresser à Marx. Accord. Deux articles hebdomadaires seront payés deux livres chacun, ce qui assurera à peu près la matérielle... Cependant, Marx n'est pas sûr de son anglais. Et, alors, de 52 à 62, c'est Engels qui fournit les articles de Marx, du moins la plupart.**

(2) **cf. P. Labat. Voyage aux Iles d'Amérique.**

Il est enfin un point effarant, du moins pour l'observateur du XX[e] siècle, mais qu'il importe probablement de ne pas juger selon les rapports sociaux du XX[e] siècle en Occident.

C'est le cas d'Hélène Demuth.

Le jeune Marx avait épousé la fille du baron von Westphalen. Or, avant 1848, régnait en Allemagne, et même en Rhénanie, un servage domestique de fait.

« Hélène Demuth était venue à huit ou neuf ans chez la baronne de Westphalie (1); lorsque Marx épousa la fille de la baronne, celle-ci leur adressa Lène « comme *le plus beau cadeau qu'elle pût leur envoyer* ». Et « la brave et fidèle Lène » quitta la patrie avec eux, les suivit à Cologne, à Bruxelles et à Londres, vit naître ou mourir les petits, traversa en leur compagnie les affres de la pauvreté, de la faim et de la détresse, veilla infatigablement sur les enfants et les amis..., s'assit au chevet des malades, passa des nuits à coudre et à laver. »

A la demande de ses maîtres, Hélène Demuth est inhumée sous la même dalle qu'eux : salaire d'une vie de servage auprès de la fille de la baronne et de son mari, abolisseur de classes.

V

La défaite socialiste

Politiques et « socialistes » se heurtèrent dans l'Internationale naissante, sur bien des questions, mais particulièrement sur deux : la question polonaise et celle de la propriété privée.

La « question polonaise » était le type de la question *politique* et les socialistes voyaient dans les questions de cet ordre « le danger de l'Association ». « Il leur semblait que cette question toute politique ne pouvait raisonnablement figurer dans un congrès purement socialiste. » (Fribourg loc cit.)

La motion adoptée par le Congrès de Genève (1866) est très claire.

> « *Partisans de la liberté, nous déclarons protester contre tous les despotismes, condamner et réprouver énergiquement l'organisation et les tendances sociales du despotisme russe, comme devant conduire infailliblement au communisme le plus abrutissant; mais, délégués à un congrès économique, nous croyons n'avoir rien à dire sur la reconstitution politique de la Pologne.* »

(1) **Otto Ruhle, loc cit.**

A celà les politiques répondaient en accusant les socialistes d'être les agents du tsar et de Napoléon III. Cela est naturel, car le propre des politiques est de traiter en ennemi quiconque ne les suit pas totalement.

Le conflit sur la propriété privée est, probablement, plus difficile encore à comprendre pour l'homme d'aujourd'hui.

Les uns et les autres, nous avons eu notre formation théorique dans des groupes pénétrés de « marxisme » et *l'abolition de la propriété privée* nous semble le B.A. ba de ce que nous appelons le socialisme, et qui est en réalité le communisme de Marx.

Comment des ouvriers, des socialistes, pouvaient-ils être partisans de la propriété privée ?

La question est pourtant simple.

Dans un régime qui admet l'exploitation de l'homme, la propriété est pour l'homme propriétaire un moyen de s'assurer cette exploitation.

Mais, dans un régime ne comportant pas d'exploitation (ni esclavage, ni servage, *ni salariat*), la propriété privée ne peut servir à rien de semblable. Elle est, au contraire, une *garantie d'indépendance individuelle*.

Le point important, c'est l'exploitation de l'homme, ce n'est pas l'occasion à laquelle celle-ci se manifeste. Et l'affaire fait un peu penser à l'histoire juive, qui pourrait d'ailleurs ne pas être juive : vous savez, Moïse aperçoit, sur le canapé, sa femme et l'ami Jacob qui... enfin... vous comprenez. Eh bien, Moïse s'est vengé : *il a vendu le canapé.*

Voilà comment nous voyons Proudhon tantôt traiter la propriété de *vol* — dans une certaine forme sociale — et tantôt inciter à défendre à coups de fusil la propriété garantie d'indépendance; — dans un autre état des rapports humains, évidemment.

La revendication primordiale des « socialistes » était *l'attribution au travailleur du « produit intégral du travail »*. Cela acquis, la propriété cessait d'être oppressive.

Le point de vue des Parisiens l'emporta dans les premières années de l'Internationale.

Mais en 1869 (Congrès de Bâle) les collectivistes triomphèrent.

RESOLUTION

1° La propriété privée est abolie; le sol appartient à la collectivité; il est inaliénable.

2° Les cultivateurs payeront à l'Etat la rente qu'ils payaient aux propriétaires ; cette rente tiendra lieu d'intérêts et servira au payement des services publics, tels qu'instruction, assurances, etc.;

3° Comme mesure transitoire, il est convenu que les petits propriétaires qui exploiteront leur terre par leur travail personnel pourront rester leur vie durant possesseurs de cette terre sans payer de fermage; à leur décès, l'impôt foncier de leur terre sera majoré au prorata de la rente des autres terres de même valeur et sera par conséquent transformé en rente foncière...

A ce programme étatique les Parisiens opposent une motion d'esprit individualiste. (1)

Mais le siège de l'assemblée est fait (grand nombre de Russes et d'Allemands).

La motion collectiviste est adoptée par cinquante-quatre voix contre quatre (Tolain, Chemalé, Langlois, Murat) et dix-sept abstentions.

Sur la question, subséquente, de l'abolition de l'héritage, le congrès ne dégage cependant pas de majorité... Il y a là une certaine contradiction (1).

« Mais ce qu'il manque de voix à ce vote, écrit Fribourg, est si peu de chose qu'il est évident pour tous que Karl Marx, le communiste allemand, Bakounine, le *barbare russe* — comme il se complaît à se dénommer lui-même — et Blanqui, l'autoritaire forcené, forment le triumvirat omnipotent. L'Internationale des fondateurs français était morte, bien morte... » (2)

---

(1) « Considérant que la collectivité ne peut avoir de droits qui portent atteinte aux **droits naturels des individus** qui la composent;

« Que sous peine de tout livrer à un réglement arbitraire ayant pour point de départ soit une idée abstraite prise en dehors de l'homme et supérieure à l'humanité, soit un sentiment qui n'est pas susceptible de régler et de déterminer les rapports sociaux d'une manière juridique, il faut reconnaître que **l'homme a le droit de s'approprier la totalité de son produit** ;

« Que, en plus de l'outillage proprement dit, industriel ou agricole, le crédit, ou le sol, est nécessaire à l'artisan ou à l'agriculteur pour devenir producteur échangiste et maître souverain des produits de son travail, alors qu'il a contribué à toutes les charges sociales ;

« Que le fait de certaines industries qui nécessitent la réunion de plusieurs individualités ne change rien au fait de la possession ou propriété libre et individuelle ;

« Le Congrès déclare que, pour réaliser l'émancipation des travailleurs il faut **transformer** les baux, loyers, fermages, en un mot tous les contrats de location **en contrats de vente;**

« Qu'alors la propriété étant continuellement en circulation cesse d'être abusive par ce fait même ;

« Que, par conséquent, dans l'agriculture comme dans l'industrie, **les** travailleurs se grouperont comme et quand ils le jugeront convenable, sous la garantie d'un **contrat librement débattu,** sauvegardant la liberté des individus et des groupes. »

(1) Je propose l'explication suivante. La question de la propriété a été posée sur le point particulier de la propriété **foncière.** Or, beaucoup de délégués sont d'Allemagne, de Pologne, de Russie, pays de grande tenure féodale. Le transfert à l'Etat des biens d'un féodal n'apparait pas à ces délégués comme une régression. Ils votent donc volontiers l'étatisation. Mais, sur la question **plus générale,** de l'héritage, les choses ne sont pas si claires. Le congrès ne dégage pas de majorité et la question est renvoyée pour étude plus approfondie.

(2) Et les Anglais ? demanderez-vous, quelle était leur position dans ces luttes doctrinales ?

Eh bien, ils avaient une attitude très anglaise : ils s'en foutaient. « En Angleterre », lit-on dans la correspondance de Marx dès 1866, « le mouvement réformiste que nous avons éveillé nous-mêmes (???) nous a presque anéantis. Peu importerait si le congrès n'était pas convoqué fin mai. **Les Anglais s'en fichent complètement,** même s'il échoue. »

Le fond des choses, c'est que les Anglais poursuivaient un but précis : **la réduction de la journée de travail.** Or ils n'avaient, pour cet objet précis, trouvé **aucune solidarité effective chez les camarades de l'Internationale.** Même chez les Français, si étonnant que cela puisse paraître.

Les Anglais, qui avaient déjà obtenu la loi de dix heures, demandaient une campagne, dans tous les pays, pour la réduction légale à huit heures. Or, les Internationaux français étaient d'accord pour huit heures, mais ils ne voulaient pas de réduction légale. Ils avaient horreur de la loi. « **La loi triche !** », chantera Pottier. A Genève, Varlin, Tolain, Chemalé, Camélinat, Fribourg s'opposèrent à la prise en considération de la proposition anglaise : c'était assez faire de déclarer « en principe qu'un travail sérieux de huit heures par jour devait être considéré comme suffisant pour procurer à celui qui l'exécute les moyens de subvenir à son existence ; qu'il convenait de laisser les jeunes enfants le plus tard possible à l'école et que le travail de nuit, contraire à la nature de l'homme, ne devait être qu'une exception dans une société normale. Mais, **au nom de la liberté des contrats et des contractants,** l'Assemblée internationale n'avait pas à intervenir dans les rapports particuliers de patrons à ouvriers, autrement que par des conseils, s'il lui en était demandé. »

L'extrême libéralisme doctrinal des Français était

VI

Un précurseur

De la fondation à 1872, Marx n'a paru dans aucun des congrès de l'Internationale.

Une lettre qu'il écrit à Engels après le congrès de Lausanne (1867) nous dit pourquoi :

« Je donnerai moi-même le coup de grâce à ces ânes de proudhonistes au prochain congrès de Bruxelles. *J'ai dirigé toute l'affaire dans la coulisse* diplomatique ; mais *je ne voulais pas me montrer avant d'avoir sorti mon livre...* »

(Il s'agit du *Capital*, en préparation depuis vingt ans et dont le premier tome vient de partir chez l'imprimeur.)

A Bruxelles et à Bâle, Marx ne paraît pas davantage. Mais tous les congressistes connaissent maintenant l'existence du *Capital*. (Bakounine, enthousiaste, en a immédiatement commencé la traduction russe.) Et il n'est pas défendu de penser que le poids de cet ouvrage a contribué à la défaite des proudhoniens.

Désormais, Marx participera aux congrès de l'Internationale, jusqu'à ce qu'il y reste le seul chef — et qu'elle meure.

Ce n'est pas une belle histoire. Et il serait inutile de la rappeler si les méthodes de Marx n'y avaient un terrible aspect de... marxisme contemporain.

Après Bâle, l'*opposition ouvrière* étant liquidée, Marx n'avait plus en face de lui qu'une personnalité gênante, celle de Bakounine.

La grande tâche, dès lors, fut donc d'éliminer Bakounine.

« A cet effet, dit Otto Ruhle (loc cit) auquel nous allons emprunter tout le récit, à cet effet, au lieu d'un congrès ordinaire (1), il convoqua une conférence à Londres. *Les membres de la conférence furent triés sur le volet.* Comme le Conseil général en fournissait treize à lui seul, auxquels ne risquaient de s'opposer que dix délégués de l'extérieur, Marx était sûr de gagner d'avance. On travailla donc « d'arrache-pied » du 17 au 28 septembre (1871). Pour commencer on renforça les pouvoirs dictatoriaux du Conseil général contre les organisations récalcitrantes. Quand ce fut acquis, on procéda au revirement. Les statuts de l'Internationale disaient dans leur texte authentique que le grand but de l'organisation était l'émancipation économique et que toute action politique, simple moyen d'y parvenir, était subordonnée à ce but. La conférence décida d'adopter au contraire une résolution qui s'exprimait ainsi :

> « *Considérant qu'en face de la puissance de la classe possédante le prolétariat ne peut se présenter lui-même comme classe que s'il s'organise en* parti politique *opposé à tous ceux de la classe possédante : que cette organisation du prolétariat en parti politique est indispensable au triomphe de la révolution sociale et de son grand but, qui est de supprimer toutes les classes ; que l'union des forces ouvrières qui a déjà été réalisée pour les luttes économiques doit également servir de levier pour soulever les masses prolétariennes contre la puissance politique de leurs exploiteurs; la conférence rappelle aux membres de l'Internationale que, dans la situation de combat où se trouve la classe ouvrière, son activité politique doit être indissolublement liée à son activité économique.* »

« Cette résolution traçait définitivement la limite que ne pourrait franchir Bakounine...

« Le premier résultat de cette conférence de Londres fut de resserrer plus étroitement les rangs de l'opposition. Les Jurassiens, au congrès de Souvilliers, décidèrent de se constituer en Fédération jurassienne et d'adresser une circulaire à tous les membres de l'Internationale pour protester contre les décisions de Londres et exiger *la convocation d'un congrès*. La circulaire fut vivement approuvée en Italie et en Espagne et rencontra de vives sympathies en France, en Belgique et en Amérique. A Londres, les relations s'étaient beaucoup relâchées entre les Trade Unions et le Conseil général ; elles avaient même fini par cesser complètement ; Odger, Lucraft et d'autres chefs s'étaient retirés de l'Internationale...

« ...Le congrès fut convoqué à La Haye le 2 septembre 1872.

> « *Il s'agit de vie ou de mort pour l'Internationale, écrivait Marx à Kugelman...* L'Allemagne devra donc avoir le plus de représentants possible. *Ecris à Harpner que je le prie de te charger d'un mandat de délégué.* »

« Soixante-dix-sept délégués se présentèrent à La Haye... Marx se présenta en personne comme représentant du Conseil général ; il avait de plus trois mandats : pour Mayence, Leipzig et New-York, Marx, en de telles conditions, eut une majorité facile, d'autant plus que les partisans italiens de Bakounine n'avaient pas envoyé un seul représentant. La victoire était assurée d'avance aux marxistes. Bakounine n'était pas présent ; les Jurassiens étaient représentés par James Guillaume.

« Quant aux décisions du congrès, dont les débats ne commencèrent vraiment que le quatrième jour, voici ce qui en sortit d'essentiel : les pouvoirs dictatoriaux du Conseil général furent non seulement confirmés, mais encore, sur le désir de Marx, qui défendit longuement son point de vue et réunit 36 voix contre 6 (15 membres s'étant abstenus), considérablement accrus... Sur la question de l'action politique on adopta une résolution qui déclarait « indispensable » de « *constituer un parti politique au moyen de la classe ouvrière* » et faisait de « *l'acquisition de la puissance politique le grand devoir du prolétariat* » (1).

Enfin une commission qui siégea à huis clos enquêta sur le conflit qui divisait l'Internationale et l'Alliance. Elle constata, en l'absence de Guillaume qui avait refusé de se présenter comme défenseur, que l'Alliance avait agi au sein de l'Internationale comme une société secrète, que Bakounine en était responsable... et « qu'il avait tenté de s'approprier en tout ou en partie la fortune d'un autre, ce qui était une canaillerie ». Sur quoi elle demanda au congrès de prononcer l'exclusion de Bakounine, de Guillaume et de Schweitzguebel. Le congrès, procédant par appel nominal, chassa donc Bakounine par 27 voix contre 7, et Guillaume par 25 contre 9...

« Marx avait triomphé de l'adversaire abhorré. Non content de couper entre lui et son rival les liens de la fraternité de parti, il avait encore assouvi sa

---

sans doute très beau. Mais on comprend qu'il ne fit pas l'affaire des ouvriers anglais, gens pratiques.

...Quelques lustres plus tard, les ouvriers français devaient admettre l'intervention de l'autorité dans l'organisation du travail. Ce fut une grande victoire pour l'Etat.

(1) L'article 3 des statuts disait pourtant : « Tous les ans le congrès réuni... choisira le lieu de la prochaine réunion. A l'époque fixée par le congrès et **sans qu'il soit nécessaire d'une convocation spéciale,** les délégués **se réuniront de plein droit** au lieu et jour désignés... » On reconnaît là la théorie de Rousseau sur le droit souverain : **Contrat Social.** (Note de l'auteur.)

(1) Ainsi, si la Première Internationale est morte à Bâle, la Deuxième et la Troisième ont été préfigurées à La Haye.

haine en le déshonorant. Bakounine avait négligé, du moins à en croire le congrès, de reverser 300 roubles à Marx sur sa traduction du *Capital*, et Marx... ce Marx, qui avait vécu toute sa vie de l'argent des autres, lui en faisait un cas de pendaison.

« ...Une victoire ainsi forcée ne pouvait porter aucun fruit.

» Du moment qu'on faisait des organisations ouvrières *de chaque pays* des *partis politiques* auxquels on assignait un champ de travail *dans le cadre de leurs gouvernements respectifs, l'Internationale n'avait plus de raison d'être.* (1)

» De fait, avec le temps, Marx perdit presque entièrement la direction des relations que l'Internationale avait nouées. On vit bien qu'on avait eu tort de transporter le Conseil général à New-York (2). L'Internationale londonienne ne fut plus qu'un tas de décombres autour duquel un essaim de roitelets vint se disputer le commandement. Marx n'échappa que par miracle à la vengeance du destin ; il faillit être exclu et, au dernier congrès, qui fut convoqué à Genève et débuta le 8 septembre 1874, il fallut faire « surgir du sol » la moitié des trente délégués : il dut avouer le fiasco complet de la réunion et *l'effondrement de l'Internationale.* » (3)

L'*Internationale* était morte, comme la *Ligue des Justes* était entrée en crise quelque temps après le parrainage de Marx, comme étaient mortes, après quelques numéros, toutes les publications que Marx avait dirigées (4), comme, cinq décades plus tard, périront la plupart des organisations ouvrières auxquelles des épigones non infidèles appliqueront certaines méthodes résolument « marxistes », dans l'ordre « organisatoire ».

VII

Pourquoi la défaite ?

La tendance « socialiste » a donc été battue en 1869.

Ses adversaires s'entendaient à employer des méthodes que nous n'approuvons pas.

Mais il serait très sot de penser que cette défaite définitive (5) est survenue *à cause* des méthodes employées en une certaine circonstance.

D'autre part, battue internationalement, la tendance eût pu rester vivante en France ; ce qu'elle n'a pas fait.

Ce n'est pas une cause occasionnelle. Ce sont seulement des raisons profondes qui peuvent rendre compte d'un fait de cette importance.

Déjà trop tard...

La raison la plus vraisemblable de la disparition, dans le dernier tiers du XIX[e] siècle, du *constructivisme ouvrier*, c'est qu'à partir de ce moment *la construction ouvrière n'était plus possible*, et que ça se sentait.

Il est des moments où la vie, l'évolution créatrice, *a le choix* entre diverses formes d'organisation. Et il est d'autres moments où *le choix est fait.*

Quand, sur une ligne évolutive, des êtres sont devenus très « différenciés », ils ne sauteront pas sur une autre ligne d'évolution.

Pendant des millénaires, tant que l'homme n'a pas eu d'autre source d'énergie que le muscle, l'essentiel de la production a été affaire individuelle.

Quand est apparue l'énergie mécanique, dans plusieurs branches, la production est devenue, par suite d'un rendement meilleur, affaire pluri-individuelle.

De la base de cette nécessité, deux lignes se détachaient comme possibles : ou bien les individus participant à une production coopéreraient, ou bien ils se soumettraient à l'un d'entre eux.

Pendant un temps, le choix ne fut pas fait.

Aux débuts, rien n'empêchait que de petites entreprises capitalistes ne fussent battues par de petites, moyennes, ou grandes entreprises coopératives.

Mais il y a un degré d'évolution où un phénomène de cet ordre n'est plus possible. Pas seulement parce que la concurrence devient impossible. A cause d'une trop grande différenciation qui ne permet plus la *mutation* dans une autre forme.

Sur la ligne d'évolution capitaliste, il y a, par exemple, un phénomène de *concentration des entreprises*, qui aboutit au phénomène du gigantisme. (Il n'est pas difficile de montrer que le même phénomène ne se présentait pas sur la ligne d'évolution coopérative). Et il est encore plus facile de voir que, quand elle est devenue très grande, l'entreprise n'est plus *coopérativable*. Quel que soit le nom que vous donniez à la « boîte », vingt mille travailleurs *ne peuvent pas* se conduire en *compagnons*. (Et le même phénomène s'observe dans l'ordre civil. Vous aurez beau appeler « commune » l'administration des grandes villes modernes, vous n'aurez rien de semblable aux *communes* du bas moyen âge.) (1)

Si, donc, le constructivisme ouvrier a correspondu à une possibilité aux débuts de l'ère mécanique, un moment est venu à partir duquel il n'en fut plus ainsi.

Où se place ce moment ?

Eh bien, la tendance s'est effondrée au commencement du dernier tiers du XIX[e] siècle.

Or nous constatons, dès ce moment, l'existence de *grandes* entreprises. Les réseaux de chemin de fer ne sont plus en projet, mais sont en voie de réalisation — et sous la forme capitaliste.

La forme d'entreprise à direction différenciée a, visiblement, gagné la partie.

---

(1) Profondément vrai : aujourd'hui, les marxistes sont à la direction de presque tous les Etats nationaux : il n'y a plus d'Internationale.

(2) Décision prise au congrès de La Haye, pour d'obscures raisons d'opportunité de tendance.

(3) « Mais il (Marx) ne put se décider à quitter la tribune sans verser une dernière ordure sur Bakounine. Le congrès de La Haye avait chargé la commission d'enquête de publier les résultats de ses travaux. Comme elle ne l'avait pas fait, ce fut Marx qui s'en chargea lui-même, avec l'aide d'Engels et de Lafargue. Ce mémoire parut sous le titre suivant : **L'Alliance de la Démocratie sociale et l'Association internationale des Ouvriers.** Mauvais pamphlet dont chaque ligne est une traîtrise, chaque affirmation un mensonge, chaque argument un faux, chaque mot une déloyauté. Il montre d'effrayante façon combien le génie polémique de Marx, qui avait brillé autrefois d'une lumière si rayonnante, avait pu être corrompu par des années de rivalités empoisonnées de jalousie, de vanité et d'ambition. Mehring lui-même, si indulgent pourtant, place cet écrit « au dernier rang » de tout ce que Marx a publié. » (Otto Ruhle).

(4) La **Gazette Rhénane** (cinq mois, 42-43) ; les **Annales franco-allemandes** (février 44, un seul numéro ; double, il est vrai) ; la **Nouvelle Gazette Rhénane** (juin 48-mai 49) ; la **Revue de la Nouvelle Gazette Rhénane** (1850 ; cinq numéros).

(5) L'esprit du « socialisme » revivra, dans une certaine mesure, avec le syndicalisme. (L'objet poursuivi, ou plutôt le domaine des moyens envisagés, sera notablement plus étroit mais l'action sera **plus poussée.**)

Entre les deux, il y a un chainon, le parti allemaniste.

(1) Par contre, la grande entreprise est très étatisable. Loin d'être révolutionnaire, la nationalisation

Une religion et son prophète

Est-ce, dès lors, la nuit ?

La question suppose que l'âme humaine est susceptible de s'accommoder de la nuit, ce qui est faux.

Appuyé sur un livre que personne ne lit, mais que tous révèrent, un homme a promis le socialisme aux ouvriers s'ils réalisent une certaine condition. (Laquelle est très réalisable, puisqu'il s'agit de mettre des hommes aux postes de l'Etat.)

Si l'examen dit que la production fraternelle ne peut pas, logiquement, sortir de cette opération, qu'importe la logique ? *Credo quia absurdum !*

Le « marxisme » ne fait pas appel à l'esprit d'examen, mais à des vertus théologales : foi, espérance et discipline.

Le socialisme n'est plus, dès lors, *un but poursuivi dans le réel*. C'est une religion.

Karl Marx est le prophète de cette religion.

VIII

Une révolution industrielle ?

Et voilà mon « papier » fini.

...Mais pourquoi n'est-il pas réellement fini ? Pourquoi ne m'est-il pas possible de souffler en regardant la trotte parcourue ?

Eh ! c'est justement à cause de cette sacrée conformation du cœur humain !

On *ne peut pas* être pessimiste autrement que pour un temps.

« Après la nuit, quelle sera la lumière ? » C'est la question inéluctable. Car il n'y a pas de « bout de la nuit » qui soit obscur.

Sur quoi, donc, fonder l'espoir ?

Nous avons dit : *si* la forme générale de la technique reste ce qu'elle a été depuis le début de l'ère mécanique, quittons l'espoir d'y voir régner la justice et la liberté.

Mais c'est là un grand « SI » !

Avec un animal comme l'homme, la condition a toutes chances de ne pas se réaliser ! Il serait aussi utopique d'attendre une révolution technique chez les abeilles que de croire à la fixité d'un type technique humain.

Moi, je ne crois pas que l'esprit humain soit « *au bout de son rouleau* » ! Du moins dans les ordres technique, scientifique et mathématique, qui présentent cette particularité que les résultats s'y cumulent, le point d'arrivée d'un inventeur pouvant être la base de départ d'un autre. (Dans les autres ordres de l'activité de l'esprit humain, il n'en est pas ainsi : Platon est un sommet et non l'élément important d'une chaîne.)

Le feu a été un fléau. Des inventeurs inconnus ont permis à l'homme d'en tirer une utilité culinaire et Watt lui a extrait une énergie mécanique susceptible d'applications multiples.

L' « énergie atomique » n'est plus une conjecture, mais déjà un fléau dont un Watt et un Gramme ne sont pas impensables.

Devant des enfants ennuyés, les maîtres d'école diviseront peut-être, un jour, l'Histoire en trois phases :

a) *Temps* où l'humanité n'a d'autre source d'énergie que *musculaire*. Dans la mesure où il est utile qu'elle soit collective, la production comporte l'*esclavage* (esclavage proprement dit, esclavage de la personne) ;

b) *Temps* des « *machines à feu* ». La puissance énergétique moyenne à la disposition de chaque homme est notablement augmentée : elle est de quelques chevaux-vapeur. L'esclavage passe de la personne à son annexe énergétique. Les hommes ne sont plus propriété d'un autre homme, mais leurs chevaux-vapeur le sont : c'est le régime du *salariat;*

c) *Temps* de *l'énergie de dématérialisation*. La puissance énergétique moyenne à la disposition de chaque homme est quasi illimitée. Tout homme a droit à plus d'énergie que n'en avait au XX[e] siècle le Comité des Forges.

L'humanité est, au début, en grand danger de disparaître, confirmant — mais pour qui ? — la loi du gigantisme. Mais si elle survit, il est évident que la production n'a plus aucune raison de rester collective et la distribution marchande.

La liberté et l'égalité que l'homme n'aura pas su préserver dans la production collective s'imposent alors.

L'*individu*, au contour dur, l'*atome* d'humanité (c'est le même mot) surgit ainsi comme une réalité beaucoup plus solide que les « groupes » aux limites mouvantes.

Le socialisme a été un souhait.

L'individualisme s'impose.

Que faire aujourd'hui ?

En attendant cette révolution industrielle, la production demeure sur la ligne d'évolution des entreprises à direction différenciée.

Les sociétés s'engagent dans le capitalisme d'Etat, ou socialisme national.

Que faire ?

Essayer, par nostalgie d'un certain degré de liberté, de revenir trente ans en arrière et de rétablir les capitalistes individuels, avec leur « taux du profit » ? (1)

Poser la question, c'est y répondre.

Alors ?

...Eh bien, nous sommes vraisemblablement dans une de ces périodes qui interdisent tout grand dessein.

Au début du capitalisme, on ne voit pas, dans le prolétariat, d'autres organisations que des sociétés de *résistance*

Résister, c'est, sans doute, de nouveau, tout ce que nous pouvons faire.

Résister à l'abaissement moral de l'individu que poursuit le capitalisme d'Etat.

Résister à l'abaissement de la condition matérielle du producteur que poursuit ce même capitalisme d'Etat (2).

Maintenir les notions de dignité, d'indépendance et de loyauté individuelles.

Car, même avec la révolution industrielle, la société individualiste ne se réalisera que si survit quelque notion des *valeurs de l'individu*.

J. PERA.

---

est dans la ligne d'évolution. Le trait caractéristique de toute cette lignée est que les exécutants sont distincts des dirigeants. L'évolution consiste simplement en une dépersonnalisation progressive du propriétaire. La propriété passe, du bourgeois en chair et en os, à la société anonyme, puis à l'anonyme Etat. Cependant que les « travailleurs eux-mêmes » restent aussi éloignés que jamais de la direction effective.

(1) C'est là un des buts que poursuivirent les Anglo-Américains dans leur guerre à l'Allemagne. Mais le but est utopique. Et le résultat ne sera pas bon.

(2) Menée contre les trois bureaucraties qui écrasent l'individu (bureaucratie d'Etat, d'entreprise et de hiérarchie syndicales), la dernière grève des travailleurs de la presse est un acte de résistance de cette sorte. C'est pour toute la classe ouvrière qu'ont résisté les gens du Livre, comme à une autre époque (1922) les métallos du Havre avaient résisté pour toute la classe ouvrière française à un abaissement de salaire. La différence entre les deux époques est qu'il y a 25 ans, la solidarité ouvrière a joué ; mais, cette fois, la bureaucratie de la C.G.T. l'a empêchée de jouer.

Eclaircissements sur le «coup» de Prague

La presse française a longuement parlé du coup de force accompli par les staliniens en Tchécoslovaquie, dont les effets directs et indirects demeurent imprévisibles (le suicide de Masaryk du 10 mars laisse prévoir un rebondissement de l'émotion). Mais ce qui est étonnant, c'est que certains hommes d'Etat qui devraient être bien informés — dont Léon Blum — jugent encore « mystérieuse » la cause réelle de l'affaire.

L'article que nous reproduisons d'un correspondant du New Leader *(hebdomadaire des gauches de New York), publié le 31 janvier, éclaire cependant d'une lumière brutale le jeu de Staline en Tchécoslovaquie :*

PILSEN (Tchécoslovaquie)

Les Russes veulent couper de l'Ouest la Tchécoslovaquie.

L'offensive communiste a débuté ici fin juillet, l'année dernière, lorsque Moscou força le gouvernement tchécoslovaque à revenir sur son acceptation de participer à la conférence du plan Marshall. On s'attend à ce qu'elle atteigne son maximum quelque temps avant que les Tchèques fassent connaître leur verdict sur deux années de gâchis et de terreur communistes lors des élections générales, l'été prochain. Les objectifs en ont été exposés à plusieurs reprises par le président du Conseil, le communiste Clément Gottwald. Ils consistent, pour ne rien dire d'un assujettissement encore plus sévère du joug communiste, à couper tous les liens subsistant entre ce pays et l'Ouest, tant au point de vue politique qu'économique, à contraindre la Tchécoslovaquie à acheter et à vendre du côté de l'Est exclusivement, et à en faire l'atelier et l'arsenal de l'Union Soviétique et du bloc oriental.

Les effets désastreux de la première année du plan actuel de deux ans, et ce qui arrivera lorsqu'on cherchera à dériver en direction de l'Est, par des canaux artificiels, les courants d'échange naturels entre ce pays et l'Ouest, commencent déjà à apparaître. La Tchécoslovaquie d'aujourd'hui, prospère en 1946, manque de pain, de fourrage, de textiles, et de bien d'autres choses. Les devantures des boutiques, privées des fournitures de l'U.N.R.R.A., se vident rapidement des autres produits. Comme le reste de l'Europe, la Tchécoslovaquie a subi une récolte désastreuse en 1947, mais une politique commerciale raisonnable, dictée par ses intérêts et non par ceux de la Russie, l'aurait mise à même d'éviter la situation actuelle.

La fiction du « plan Molotov »...

Le nouveau traité de commerce avec l'U.R.S.S. s'insère dans le plan de cinq ans, à la suite de la pression exercée par Staline pour suspendre la livraison des céréales russes. Les statistiques pour le premier semestre 1947, publiées récemment, montrent que les efforts du plan de deux ans, pour couper le commerce avec l'Ouest, ont en grande partie échoué. Douze pour cent seulement des importations tchèques sont en provenance de la Russie et de ses satellites, 15 % seulement de ses exportations ont pris le chemin de la Russie. Des Etats-Unis, la Tchécoslovaquie a reçu 14 % de ses importations, et elle nous a envoyé 6 % de ses exportations. Après les Etats-Unis, les meilleurs clients du pays restaient l'Angleterre, la Suisse, la Suède et la Hollande. Staline et Gottwald ont décrété que cette situation devait cesser.

Le soi-disant plan Molotov a été offert avec dédain aux Tchèques, en juillet dernier, comme prime de consolation, pour avoir accepté de refuser de se rendre à la Conférence de Paris. Des 200.000 tonnes de céréales et des 200.000 tonnes de fourrage qu'on leur avait promises, dont la plus grande partie devait arriver avant la fin 1947 et le reliquat en 1948, tout ce que les Tchèques ont vu, c'est 10.000 tonnes de céréales expédiées par la Hongrie, sur l'ordre de la Russie. Avant la nouvelle récolte, la Tchécoslovaquie a besoin d'obtenir 500.000 tonnes supplémentaires de céréales. Staline, après avoir obligé les Tchèques à se plier à un esclavage économique, est venu à la rescousse le 29 novembre avec de nouvelles promesses. Il doit envoyer 200.000 tonnes de farine, en plus des 200.000 tonnes initiales, promises et jamais livrées, et tout ceci doit arriver à la veille des élections générales. Les premières 50.000 tonnes, accompagnées de 50.000 tonnes de fourrage, ont été promises pour la fin de 1947. Sept mille tonnes de blé et 3.000 tonnes de maïs seulement ont été reçues. Le seul article alimentaire qui abonde actuellement en Tchécoslovaquie est la viande parce que, faute de fourrage, le bétail sur pied est abattu. Les Tchèques ont été obligés, le 27 nov. de troquer de la viande contre 20.000 tonnes de blé et 20.000 tonnes de maïs yougoslaves. La propagande communiste oppose la merveilleuse générosité de Staline à la dureté avec laquelle les Américains ont repoussé l'appel au secours lancé par Jan Masaryk. Les millions de dollars d'articles alimentaires, de matières premières et d'outillage que les Etats-Unis ont envoyés à la Tchécoslovaquie par l'intermédiaire de l'U.N.R.R.A., sont, bien entendu, passés sous silence. Mais beaucoup d'anticommunistes regrettent que Washington ait laissé la route libre aux « farines électorales » de Staline.

...masque la mise en coupe réglée de l'économie tchèque,

Le secret est gardé sur les clauses exactes de tous les traités de commerce avec la Russie. Mais on sait que la Russie a mené durement l'affaire et taxé ses exportations à un prix élevé. Le manque de textiles, de sucre et de chaussures — parmi d'autres productions tchécoslovaques — est largement dû au faible prix d'achat fixé par la Russie pour les importations de ces articles en provenance de ses satellites. Les Tchèques viennent d'adresser à la Russie une demande tendant à ce que la qualité soit stipulée à l'avance, car récemment une grande quantité d'articles de consommation, comme les chaussures, ont été mis en pièces et retournés par les inspecteurs russes, sous prétexte de malfaçon.

La situation de l'industrie de l'acier est caractéristique du chaos actuel. La production a tombé en raison de la teneur inférieure des minerais russes, que le pays est obligé d'importer à la place des minerais suédois à teneur élevée. On lui demande pourtant d'augmenter de 100% ses industries du fer et de l'acier. Celles-ci passeront au service de la Russie et de ses satellites, même si cela doit entraîner la fermeture partielle ou totale d'industries célèbres, comme la verrerie, la poterie, la ganterie, les jouets et les tissus. Le dernier oukase de Gottwald déclare que la Tchécoslovaquie ne sera jamais un pont entre l'Est et l'Ouest, mais qu'elle sera exclusivement « orientale », aussi bien en économie qu'en politique.

et la « préparation » des élections d'avril... Quatre-vingt-cinq à 90 p. 100 de la population se rend compte que l'Est est tout à fait incapable de remplir ce rôle. La situation humiliante des ministres qui ont été convoqués au Kremlin pour recevoir les ordres de Staline, en vue de boycotter le plan Marshall, est comparée à celle du président Hacha, qui eut aussi à apprendre, lorsque Hitler le convoqua en 1939, que son pays avait perdu son indépendance. La reddition à Moscou est qualifiée à mots couverts, dans les cafés de Pilsen, de « notre second Munich ». L'exemple de la résistance à Gottwald a été donnée par les sociaux-démocrates, si longtemps enchaînés au char communiste, par le leader crypto-communiste de leur parti, Fierlinger.

En septembre dernier, Fierlinger court-circuita les masses démocratiques travailleuses, exaspérées par deux années de terreur communiste dans les usines. Dans le plus grand secret, il invita deux de ses partisans à rencontrer Gottwald, qui était accompagné des deux ministres communistes : Kopecky et Slansky. Au nom des deux partis, mais sans avoir reçu aucun pouvoir, les six hommes signèrent un accord aux termes duquel une attitude identique serait adoptée sur toutes les questions politiques. L'agence de presse tchèque, contrôlée par les communistes, qualifia cet accord comme étant le résultat d'une session, qui aurait duré toute la nuit, du comité central du parti social-démocrate. C'est entièrement inexact. L'accord, que les communistes se hâtèrent de publier, en battant de vitesse Fierlinger lui-même, n'a été soumis qu'aux six conspirateurs ; les membres directeurs du comité central ne se trouvaient même pas à Prague. Deux sociaux-démocrates, Lausman et Majer, respectivement ministres de l'Industrie et du Ravitaillement, présentèrent leur démission.

...se poursuit malgré la résistance nationale. Le 12 octobre les sociaux-démocrates de Slovaquie fusionnèrent avec leurs camarades tchèques pour une défense mutuelle contre la manœuvre communiste. Une semaine plus tard, le nouveau mouvement publia une âpre dénonciation du Kominform, et rejeta l'invitation d'entrer en lutte contre les sociaux-démocrates de l'Occident. Le congrès du parti, réuni à Brno, en novembre, démit Fierlinger à une énorme majorité et le remplaça par un vigoureux protagoniste de l'indépendance, Lausman. Les communistes eux-mêmes n'osent pas l'appeler un instrument du capitalisme occidental. Lausman est partisan, contre le capitalisme, d'une socialisation de l'industrie selon les méthodes démocratiques voulues par les Tchécoslovaques. Fierlinger est pour l'exécution des demandes autocratiques formulées par la Russie.

Brno a marqué le début de la résistance, de même que l'attitude de la majorité du parti démocratique de Slovaquie contre les efforts de la minorité communiste pour s'en débarrasser par un coup d'Etat, en octobre dernier. Mais il serait insensé de s'imaginer que cet échec a brisé la puissance des communistes. Pour le moment, tout va bien. Immédiatement après Brno, il y eut des élections à la Faculté de commerce de l'Université de Prague. L'an dernier, les communistes avaient obtenu 280 suffrages, les socialistes 100. A la suite du congrès de Brno, les socialistes prirent la tête avec 259 voix, contre 253 aux communistes.

Ce n'est pas au cours d'élections honnêtes que **l'épreuve de force se fera. On a commencé à découvrir** des « complots » : trois en Slovaquie dont un seul semble présenter quelques éléments réels, un autre, bâti de toutes pièces, en Bohême. Il y en aura d'autres avant les élections générales, et les affaires du ministre de l'Intérieur, Nosek, iront mal s'il ne réussit pas à y impliquer les sociaux-démocrates.

Le travail forcé en Tchécoslovaquie

« Les Nouvelles Internationales du Mouvement syndical libre », de janvier 48, publient le texte d'une ordonnance établissant le travail forcé en Tchécoslovaquie, pour les Allemands. C'est, comme on va le voir, du véritable racisme et de l'esclavagisme caractérisé.

AVIS AU PUBLIC

Concernant le service du travail obligatoire dans le district de Maehrisch-Schoenberg

A.) Service du travail obligatoire et total pour les personnes d'origine allemande.

Seront astreintes à ce service du travail obligatoire :

1. Toutes les personnes d'origine allemande, sans différence de sexe, âgées de plus de 10 ans et au-dessous de 60 ans, qui, à l'heure actuelle, se trouvent à leur domicile ou dans des camps de travail.

Ne sont pas astreintes au service du travail obligatoire :

2. Les personnes âgées de plus de 60 ans ;

3. Les femmes mariées et ayant à leur charge des enfants au-dessous de 3 ans ou des membres de leur famille dont l'état physique nécessite des soins constants ; les femmes mariées avec des enfants de 3 à 6 ans pourront être astreintes a un travail de demi-journée ;

4. Les personnes déclarées complètement inaptes au travail par le médecin officiel ;

5. Les personnes en détention préventive ou pénale.

B.) L'affectation des personnes énumérées dans le paragraphe 1 au service du travail obligatoire sera effectuée par :

1. L'Office pour la protection du travail à Maehrisch-Schoenberg ;

2. Les comités nationaux locaux et les commissions administratives des localités où les personnes d'origine allemande continuent à résider ;

3. Les commandants des camps de travail en accord avec l'Office pour la protection du travail ;

4. Leurs patrons actuels.

C.) Les personnes d'origine allemande peuvent être astreintes :

1. A tous les travaux manuels ;

2 Les artisans et spécialistes au travail dans leur profession, sous une stricte surveillance et sous la responsabilité du commissaire des travaux en question.

D.) Heures de travail :

1. Les heures de travail pour les personnes astreintes au travail pendant toute la journée seront 12 heures par jour, et 6 heures pour le travail à la demi-journée ;

2. La journée de travail pourra être prolongée jusqu'à 15 heures par le patron ou par le commandant de l'équipe, en accord avec l'Office pour la protection du travail.

E.) Sanctions pénales :

1. L'exécution négligente des travaux imposés sera punie par le retrait des cartes d'alimentation ; dans les cas sérieux, par une peine de prison ;

2. Le sabotage, la désertion ou la tentative de se dérober au travail seront punis de la façon la plus sévère et, dans les cas graves, par la peine de mort.

Les personnes d'origine allemande seront informées de la présente ordonnance par les comités nationaux locaux, les commissions administratives, les patrons ou les commandants des camps de travail.

Cette ordonnance entre en vigueur le 27 juillet 1947. Elle restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

ENTRE NOUS

Pour les 48 pages

Nous sommes empoisonnés par les papiers très importants qu'à chaque numéro nous ne pouvons pas passer faute de place. Des camarades nous engueulent et nous traitent même de dictateurs parce qu'ils s'imaginent que nous voulons étouffer leur voix. D'aucuns nous accusent d'avoir bien changé !

Bien sûr, nous sommes un peu plus vieux qu'il y a quelques années, mais notre désir de servir la classe ouvrière reste aussi ardent. Et particulièrement en ce moment nous sentons autant que quiconque la nécessité de l'effort de clarification, et combien il serait désirable que l'on puisse donner tous les points de vue, si divergents soient-ils. C'est assez malheureux que les militants également désintéressés ne soient pas d'accord, sans chercher à envenimer les désaccords.

Nous n'en sommes pas blessés. Nous excusons les mouvements d'impatience de certains de nos amis. Mais est-ce notre faute si nous étouffons dans nos 32 pages ? Il y a la discussion qui s'impose sur tous les problèmes de l'heure. Il y a nos rubriques « Parmi nos lettres », et « Les livres » que nous souffrons de sacrifier trop souvent. Il y a notre rubrique « Dans l'Internationale » qui devrait être régulière et fortement nourrie. Il y a des études et monographies qui s'entassent dans nos dossiers. Cela prouve la vitalité de notre effort et le rayonnement de notre revue, mais ce qui ne facilite guère notre tâche... On préfère évidemment « l'embarras du choix », mais l'embarras est lourd et le choix pas souvent facile.

Qu'on examine nos disponibilités : elles ne sont pas mais ne facilite guère notre tâche... On préfère tention à notre rubrique : D'où vient l'argent ? Ce n'est pas pour montrer que nous ne touchons pas de subventions occultes que nous la publions tous les mois. C'est pour qu'ils se rendent compte de nos possibilités. Ils verront qu'elles ne sont pas très grandes. Or s'ils veulent que nous fassions plus — et nous ne demandons que ça — il faut augmenter nos recettes. Les abonnements, mais aussi les souscriptions et les soutiens. Il faut que l'argent rentre pour payer l'imprimeur, dont les factures sont en hausse de 22,50 % depuis le 1er janvier.

Encore convient-il de préciser que la majoration de nos tarifs d'abonnement ne compense que les augmentations supportées en 1947. Celle de 1948 n'est pas entrée en ligne de compte. Elle pèsera certainement sur notre budget. Et il faudra bien la supporter, par l'élargissement de nos ressources normales, c'est-à-dire par le renforcement de l'effort de nos amis, car — faut-il le répéter ? — nous ne vivons que par cet effort, **exclusivement par cet effort.**

Abonnements se terminant à fin mars

Les abonnements se terminant à fin mars vont demander un gros travail d'administration aux camarades qui en sont chargés. Camarades peu nombreux et pris d'autre part par des tâches multiples. En outre, les frais de poste nécessités par les recouvrements sont très élevés.

Pour éviter un surcroit de travail et les dépenses inutiles, nous prions les camarades dont l'abonnement se termine fin mars de vouloir bien le renouveler par un virement à notre compte de chèques postaux, Paris 734-99, sans attendre d'y être invités par une lettre-circulaire.

Aux nouveaux abonnés

Quelques-uns d'entre eux ont tenu compte de notre appel du mois dernier, mais d'autres nous envoient encore leur abonnement sur la base de 1947.

Nous leur rappelons que nos nouveaux tarifs sont les suivants :

FRANCE ALGERIE COLONIES

Six mois	170 Fr.
Un an	300 Fr.

Extérieur :

Six mois	200 Fr.
Un an	380 Fr.

Et nous leur demandons de se mettre en règle avec notre caisse en versant le complément à notre compte de chèques postaux : Paris 734.99.

Avis aux camarades qui nous passent des commandes de livres

Les camarades qui nous envoient des commandes de livres doivent savoir que n'ayant pas de service de librairie, nous nous contentons de transmettre leur demande à la Coopérative d'édition et de librairie, 157, rue de Vaugirard, Paris-XVe, pour laquelle nous donnons tous les mois une demi-page de publicité.

Aussi, pensons-nous qu'il vaudrait mieux qu'ils ne nous prennent pas comme intermédiaire ; ils seraient ainsi plus vite servis.

« Etudes matérialistes »

Louzon continue à publier ses « Etudes matérialistes », que nous regrettons, faute de place toujours, de ne pouvoir donner ici. C'est dommage que tous nos abonnés n'aient pu lire — plus particulièrement — son travail sur « l'Unification économique de l'Europe occidentale » de janvier !

Les camarades qui voudraient recevoir les «Etudes» n'ont qu'à écrire à Louzon : Cannes, avenue Fragonard.

Il fait, tout comme nous, un service de possibles.

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 2 FEVRIER. — Négociations en vue d'une union douanière **franco-italienne.**

JEUDI 5. — Le Conseil exécutif des **Trade-Unions** s'oppose au projet du gouvernement britannique de blocage des salaires.

VENDREDI 6. — Après les élections générales **irlandaises**, le parti de M. de Valera perd la majorité absolue.

Baisse sur les céréales, qui s'accentue aux **Etats-Unis.**

MARDI 10. — Réouverture de la frontière **franco-espagnole.**

JEUDI 12. — Mobilisation à **Bruxelles** des grévistes du gaz et de l'électricité.

DIMANCHE 15. — Election des délégués ouvriers à la sécurité dans **les Mines.** Victoire massive de la C.G.T.

JEUDI 19. — Grève des commerçants et artisans **d'Alger.**

Arrivée à **Prague** de Zorine, adjoint du ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S.

VENDREDI 20. — Démission des ministres non communistes de **Tchécoslovaquie.**

SAMEDI 21. — « Meeting du peuple » à **Prague**, organisé par le parti communiste.

Prise d'Anthan, grand centre métallurgique de Mandchourie par les troupes communistes.

DIMANCHE 22. — Un R.P.F. est élu, contre un communiste, conseiler général de **Versailles.**

L'immeuble de la Fédération juive du Travail saute à **Jérusalem**, à la suite d'un attentat. 50 morts.

LUNDI 23. — Les délégués de la C.G.T. quittent le Conseil national économique.

Occupation par la police de **Prague** du siège du parti socialiste national de Benès. Fermeture des frontières tchécoslovaques.

MARDI 24. — La C.G.T. fixe à 12.900 francs le minimum vital.

MERCREDI 25. — Constitution à **Prague** du nouveau gouvernement Gottwald.

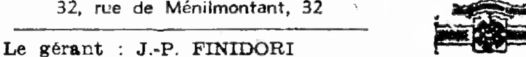
Réunion secrète à Oslo des chefs communistes du Danemark, de Finlande, de Norvège et de Suède.

JEUDI 26. — Epuration des administrations en **Tchécoslovaquie.**

Staline propose à **la Finlande** la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle.

Imprimerie S. N. I. E.
32, rue de Ménilmontant, 32

Le gérant : J.-P. FINIDORI



D'où vient l'argent ?

SITUATION A FIN FEVRIER

RECETTES

Abonnements :		
Ordinaires	34.260	
De soutien	11.000 =	45.260
Souscription		2.570
Vente « **R. P.** »		5.135
Vente brochure « **Où va la C.G.T. ?** »		30
Publicité		3.450
Divers (commandes de livres)		1.435
Total des recettes		57.880
En caisse au 1er février		126.956
		184.836
DEPENSES		
Impression numéros janv. et févr.	140.000	
Frais divers	8.284 =	148.284
SOLDE		
En espèces	353	
Aux chèques postaux	36.199 =	36.552

Nombre d'abonnés à fin février : 1.374.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

OCTOBRE 1947. — J. Péra (Maroc), 1.000 ; Petit (Paris), 500. — Total : 1.500 francs.

NOVEMBRE. — Petit (Paris), 250 ; H. Grandjouan (Paris), 1.000. — Total : 1.250 francs.

DECEMBRE. — Mlle Cattanès (Paris), 1.000 E. Péju (Paris), 600 ; Rouays (Loire), 500 ; Giauffret (A.-M.), 500 ; Rosmer, 1.000 ; Mithaud (Tunis), 500; Désobry (Paris), 250 ; Geslin (Seine), 200. — 4.550 fr.

JANVIER 1948. — M. Grunhard (Belgique), 1.000; Fernand Martin (Drôme), 250 ; Franssen (Paris), 1.000 ; H. Poulet (S.-et-O.), 500. — Total : 2.750 fr.

FEVRIER. — L. Marzet (Seine), 1.000 R. Hagnauer, 5.000 ; J.-D. Martinet, 5.000. — Total : 11.000 francs.

SOUSCRIPTIONS

MOIS DE FEVRIER. — A. Maître (Paris), 200 ; M. Bayard (S.-et-O.), 200 ; M. Imbert (Rhône), 30 ; F. Charbit (Haute-Garonne), 200 ; Mlle Christophe (Paris), 80 R. et G. Buren (Côte-d'Or), 500 ; Millet (Cher), 50 ; Claude Fronty (Paris), 200 ; Letertre (Seine), 20; Chambon (Paris), 200; G. Leroy (Paris), 300; Van Zurk (AlpesMarit.), 200 ; M. V., 240 ; R. Dugne (P.-de-D.), 50 ; Mlle Egal (Loire), 100. — Total : 2.570 francs.